

LAURENCE COUTURE GAGNON

NI FERMÉES, NI OUVERTES, LES FRONTIÈRES EST EUROPÉENNES REVUES PAR LA MOBILITÉ:
Étude ethnographique aux frontières séparant l'Ukraine de la Pologne et de la Slovaquie

Thèse soumise à la Faculté des études supérieures et postdoctorales
dans le cadre des exigences du programme de maîtrise en Science politique

École d'Études politiques
Faculté des sciences sociales
Université d'Ottawa

@Laurence Couture Gagnon, Ottawa, Canada, 2011

SOMMAIRE SCIENTIFIQUE

L'Union européenne et les accords de Schengen ont mis en place des ententes quant à la libre circulation entre les pays de l'Union européenne dans le cadre des élargissements de 2004, mais ces changements ont aussi été accompagnés de règlements à l'immigration plus sévères aux frontières extérieures. Toutefois, plusieurs stratégies sont élaborées par les personnes en mobilité pour continuer de traverser entre ces frontières. Cette thèse identifie les effets des nouveaux règlements d'immigration appliqués aux frontières de la Pologne et de la Slovaquie depuis 2004 sur les stratégies des individus qui souhaitent traverser de l'Europe de l'Est vers l'Union européenne.

J'ai réalisé une étude ethnographique en Europe de l'Est à l'été 2010 et effectué une vingtaine d'entrevues avec des personnes qui traversaient ces frontières pour connaître leurs comportements et décisions. Les règlements ont des effets différents sur ces personnes, des espaces de liberté ont été construits aux frontières terrestres pour les habitants des zones frontalières, leur permettant de traverser sans visa et de poursuivre leurs activités commerciales et visites fréquentes dans le pays voisin de l'Ouest. Par contre, pour les migrants étrangers considérés plus 'à risque' selon les autorités européennes, les règlements ont transformé les frontières en forteresse, rendant leur passage pratiquement impossible.

REMERCIEMENTS

Premièrement, je remercie ma directrice, Jessica Allina-Pisano, d'avoir accepté ce rôle, d'avoir mis autant d'efforts et de temps pour me conseiller et me soutenir au cours de ma rédaction, puis durant mon étude ethnographique à l'été 2010. C'est à la suite d'un cours suivi sous sa direction portant sur les frontières en Europe de l'Est en septembre 2008, que j'ai décidé d'entamer ma thèse de maîtrise sous l'approche abordée dans son cours. Elle m'a transmis une méthode de travail et surtout une passion pour la recherche. Ses propres travaux m'ont d'ailleurs fortement inspirés, ses recommandations ont souvent dépassées mes attentes, tout comme les réflexions qu'elles m'a partagées lors de nos conversations et rencontres. Elle s'est impliquée dans ma recherche avec le même intérêt que s'il s'agissait de sa proche recherche. Son approche a fortement influencé mon choix de réaliser une étude ethnographique et de m'engager complètement dans ma recherche. Professeure Allina-Pisano m'a montré à quel point la position de chercheur est importante et elle m'en a donné le meilleur exemple, car son implication et ses suggestions pour ma thèse m'ont impressionnés par leur profondeur et selon moi, relevaient d'un génie.

Merci à la Chaire d'études ukrainiennes et à son titulaire, Professeur Dominique Arel, de m'avoir offert une bourse de recherche de 2000\$, de m'avoir appuyé et avoir cru en mes possibilités et en ma recherche. Je veux aussi remercier la Faculté des études supérieures de l'Université d'Ottawa de m'avoir versé deux bourses de recherche lors de mes voyages en Europe de l'Est, dont une de 500\$ pour effectuer un stage de langue en russe à l'été 2009 et une recherche pré-terrain, puis une bourse de 2000\$ en mai 2010 pour aller faire mes entrevues en Russie, en Ukraine, en Slovaquie et en Pologne.

Je tiens aussi à remercier ma soeur, Alexandre Couture Gagnon, qui connaît probablement mon sujet de thèse autant que moi. Elle a suivi l'évolution de mes recherches depuis le début, a discuté de nombreuses heures avec moi et m'a fortement encouragé à pousser mes recherches toujours plus loin. Son support inconditionnel ne venait pas seulement de son amour de soeur, mais aussi de son intérêt pour la recherche académique, car elle termine actuellement son doc-

torat en Politiques publiques à l'Université Carleton et entreprend acutellement une grande carrière de professeure à l'ÉNAP de Gatineau.

Я благодарю моего любимого, Антошку, который всегда слушал меня, показывал огромный интерес к моей теме, поддерживал меня когда я делала интервью в его родной старне и ждал меня в Канаде. Он провел много времени в устранении ошибок в моих вопросах и отвечал на мои ворпорсы культурного плана.

Je remercie Gezahgn Wordofa, directeur général de l' O.P.O.R.A, organisation humanitaire d'aide aux réfugiés à Moscou ainsi que la coordinatrice, Vénéra, qui se sont ouverts à ma recherche, m'ont parlé de leurs expériences, de leur travail et m'ont présenté des immigrants de leur centre. Je remercie églament Jana Antonova Zayonchkovskaya, chercheuse au laboratoire des migrations ИНП РАН de l'Académie des sciences de Moscou ainsi que Yaroslav Pilinski, directeur de l'Institut Kennan à Kiev, qui m'ont accueilli dans leur centre, m'ont donné autant d'informations sur les migrations et se sont volontairement intéressés à ma thèse. Je remercie sincèrement tous les immigrants, réfugiés, travailleurs, commerçants et touristes qui ont accepté de me rencontrer, de me parler de leur parcours et de partager une partie de leur expérience.

Je remercie mes parents, qui m'ont donné leur support parental et financier pour terminer ma thèse. Bien qu'ils m'aient forcé à étudier lorsque j'étais au secondaire, je les remercie aujourd'hui de m'avoir donné autant d'opportunités, de confiance et de rêves enfin réalisés.

Merci également à mes collègues de l'École d'études politiques, Jean-François Ratelle et Hélène Thibeault, qui m'ont partagé leurs idées et leurs projets. Ils ont écouté toutes mes craintes et questionnements par rapport à ma thèse, en m'aidant et en me supportant à chaque fois. Cette proximité de chercheurs nous a rapproché sur le plan de l'amitié et je leur souhaite bonne chance pour leur thèse de doctorat.

Je remercie aussi mon ami de l'Ambassade canadienne à Moscou, qui m'a beaucoup parlé de ses expériences de travail avec les immigrants et réfugiés en Europe de l'Est pour m'orienter

vers mes recherches. Il m'a aussi fait connaître des organisations pour migrants en Russie et m'a introduit à ses contacts personnels qui m'ont donné des entrevues.



Carte des pays membres de l'Union européenne, des pays candidats (en vert) et de leurs pays voisins, indiqués dans leur langue locale (Europa.ue, «Cartes», http://europa.eu/abc/maps/index_fr.htm, [page consultée le 12 janvier 2011]). Cette carte montre aussi la frontière séparant les États de l'Union européenne et les pays de l'Europe de l'Est.

TABLE DES MATIÈRES

La liste des acronymes	2
Les définitions des concepts	3
L'introduction	6
PARTIE I	
Le contexte de la problématique	11
Le cadre théorique	33
La méthodologie des entrevues	52
PARTIE II	
L'analyse générale	74
L'analyse des données d'entrevues	81
La conclusion	129
La bibliographie	135
ANNEXES	
Annexe A- Tableau des règlements aux frontières et autres documents	150
Annexe B- Photos aux frontières	154
Annexe C- Cartes des lieux d'entrevues et des camps de détention	157
Annexe D- Rapport d'entrevues	161
Annexe E- Schéma d'entrevue en français	164
Annexe F- Schéma d'entrevue en russe pour les immigrants et pour les chercheurs	168

LISTE DES ACRONYMES

CBCP Programme de coopération transfrontalière, “Cross border co-operation”

- Sous la direction de la Commission européenne, cette structure vise à promouvoir le dialogue portant sur l’asile et l’immigration irrégulière aux frontières entre ces pays: Biélorussie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Moldavie, Pologne, Roumanie, Slovaquie, Ukraine, (site du programme, <http://soderkoping.org.ua/>, page consultée le 17 mars 2009).

CEE La Communauté économique européenne

IOM Organisation internationale pour les migrations

NEM Nouveaux États membres

- À la suite des élargissements de 2004 et de 2007, douze nouveaux États membres ont joint l’Union européenne, qui compte aujourd’hui vingt-sept États. Ces nouveaux États membres sont: la Bulgarie, Chypre, l’Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République tchèque, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie (Site Europa, «Élargissement», <http://europa.eu/scadplus/leg/fr/s40000.htm>, page consultée le 20 février 2009).

UE Union européenne

URSS Union des républiques socialistes soviétiques

DÉFINITIONS DES CONCEPTS

• **Les commerçants transfrontaliers:** «*They are called 'shuttle migrants', 'petty traders', 'suitcase traders', 'addicted travellers' or else 'professional migrants'*» (Iglicka and Sword, 1998: 8). Désignés comme des Tchelnoki (en russe), ils effectuent des déplacements nombreux et répétés afin de faire des profits par la vente d'objets (De Tinguy, 2004: 130). Ces "small-scale traders" profitent des ouvertures de frontière pour aller poursuivre des activités économiques dans un autre pays pour une durée de quelques jours (Wallace, 2002: 613).

• **L'immigration permanente:** «*The permanent settlers include people who join families, get married or otherwise choose to legally settle in the countries of Central Europe*» (Wallace, 2002: 607).

• **La migration de valise:** «*[...] is import/export of raw material, semi-processed products, manufactured durable and nondurable goods, and exotic or folk handicrafts that include informal couriers (viajeros who deliver mail and supplies to immigrant kin on monthly basis or 'suitcase' entrepreneurs who travel back and forth with packed suitcases of goods to be traded in street markets on both ends) and formal air, sea, and land shipping companies and trading firms*» (Zhou dans Portes et DeWind, 2007: 234).

• **La migration temporaire:** Okolski appelle ce phénomène la migration incomplète: «*Incomplete migration owes its name to the failure to meet basic requirements inherent in the traditional definition of migration*» (Okolski dans Wallace and Stola, 2001:106). Elle est expliquée par trois conditions: «*[...] 'loose' social and economic status in the country of origin; irregularity of stay or work in the host country, and maintaining close and steady contacts with his/her household in the home country (by means of regular phone communication, frequent home visits, remitting money, and so on)*» (Okolski dans Iglicka and Sword, 1998: 25). Tandis que pour sa part, Iglicka utilise le terme «*primitive mobility*» (Iglicka, 2001: 55).

• **La mobilité:** Pour la terminologie de références juridiques, les personnes en mobilité: «Il s'agit de touristes, avec ou sans visa, ce qui dépend évidemment des pays parcourus et des passeports que possèdent les 'touristes' en question, mais dont le séjour autorisé ne peut pas dépasser trois mois et n'admet pas l'exercice d'une activité lucrative. D'où la catégorisation par défaut

ou par la négative: il s'agirait-par opposition aux 'vrais touristes'-de 'faux touristes'» (Morokvasic et Rudolph, 1996: 121). Juridiquement parlant, ils ne sont pas touristes, ni migrants. Ils n'entrent donc dans aucune catégorie. Ces personnes se trouvent en marge de la légalité.

Le terme de 'mobilité' fait référence aux différents types de mouvements de population, y compris ceux de courte durée, tels que le tourisme, les voyages d'affaires, les navettes entre le domicile et le lieu de travail ou d'études, etc.» (Williams et Bala, 2002).

•**Un réfugié:** «Toute personne qui, craignant avec raison d'être persécutée du fait: de sa race; de sa nationalité; de sa religion; de son appartenance à un certain groupe social; ou de ses opinions politiques[...] se trouve hors du pays dont elle a la nationalité ou, si elle ne peut se réclamer d'aucune nationalité, se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence[...] le réfugié n'est pas seulement celui qui a fui son pays du fait d'une agression, d'une occupation extérieure, d'une domination étrangère ou en raison d'évènements troublant gravement l'ordre public». «La notion de réfugié est définie par l'article premier de la Convention de Genève de 1951, complétée par le Protocole de 1967» (Système des Nations Unies au Bénin, 2010).

•**Les règlements d'immigration aux frontières:** Ceux-ci comprennent les politiques mises en place par l'Union européenne et les États membres pour réduire l'immigration illégale et contrôler l'entrée du nombre d'immigrants de l'Europe de l'Est. D'après la Commission européenne, la politique d'immigration politique d'immigration désigne les «Lois et procédures en rapport avec les personnes souhaitant s'installer dans une juridiction particulière. Le traité d'Amsterdam, en vigueur depuis le 1er mai 1999, fournit la base juridique à une politique européenne commune de l'immigration» (Commission européenne, 2010).

•**Le transnationalisme:** *"The processes by which immigrants forge and sustain multi-stranded social relations that link together their societies of origin and settlement"* (Basch et al., 1994:6 dans Portes et DeWind, 2007: 234)

•**L'Union européenne** constitue l'ensemble régional étudié dans le cadre de cette recherche. Nous considérons que régionalement, elle est divisée en deux zones d'État; soit l'Europe de l'Ouest, comprenant les 15 pays de «l'ancienne Europe»; et les nouveaux 12 nouveaux États membres. Bref, l'Union européenne est «un partenariat économique et politique unique en son

genre, qui réunit vingt-sept démocraties européennes» (Europa, 2010). Dans notre recherche, l'UE est avant tout une entité supranationale qui chapeaute les décisions politiques des États membres en matière de gestion des mesures d'immigration.

•**Le visa Schengen:** «Depuis le 14 juin 1985, 'l'espace Schengen' désigne le territoire constitué par les quinze pays ayant adhéré aux Accords de Schengen, à savoir en 2008» (Visa-Schengen.info, 2010). Les Accords de Schengen ont pour objectif la libre circulation des personnes au sein de l'espace Schengen. Par conséquent tout visa Schengen délivré par un état membre des Accords de Schengen est valable pour l'ensemble du territoire Schengen (ibid).

INTRODUCTION

L'Union européenne et les accords de Schengen ont mis en place des ententes quant à la libre circulation entre les pays de l'Union européenne dans le cadre des élargissements de 2004, mais ces changements ont aussi été accompagnés de règlements à l'immigration plus sévères aux frontières extérieures. Toutefois, je montrerai, en présentant l'évolution des migrations et de la mobilité de l'Europe de l'Est vers l'UE depuis les années 1990, que plusieurs stratégies sont élaborées par les individus pour continuer à circuler entre ces frontières. Le déplacement des frontières externes de l'UE en 2004, lors de l'adhésion de 10 nouveaux membres, dont les États d'Europe centrale, ne signifie pas une nouvelle division européenne semblable au mur de Berlin séparant deux régions européennes. La réalité est bien différente aujourd'hui et malgré les nouveaux règlements migratoires aux frontières externes de l'UE, plusieurs accords et mesures sont signés entre les États pour laisser certaines personnes traverser sans visa.

Dans cette thèse, je répondrai à la question suivante: Quels les sont les effets des nouveaux règlements d'immigration appliqués aux frontières de la Pologne et de la Slovaquie sur les stratégies des individus qui souhaitent traverser de l'Europe de l'Est vers l'Union européenne?

D'abord, les règlements appliqués aux frontières de la Pologne et de la Slovaquie découlent d'une part des autorités nationales de ces pays et d'autre part des institutions de l'Union européenne. J'observerai les frontières qui séparent ces pays de l'Ukraine, puisqu'ils comptent plusieurs frontières communes et points de contrôle pour ces individus en déplacement. D'ailleurs, la Pologne est un des pays de l'Europe centrale qui accueille le plus d'immigrants, même si le nombre d'immigrants diminue depuis les années 1990 (Graslin, 2008: 289). J'ai également sélectionné ces frontières puisqu'elles ont récemment été renforcées dans le cadre des élargissements de 2004, visant à protéger le territoire européen des toutes menaces extérieures (Stola, 2001; Vermeersch, 2005).

Cette thèse repose sur des données recueillies lors d'un travail ethnographique mené en Europe de l'Est à l'été 2010, avec des personnes qui tentaient de traverser les frontières séparant l'Ukraine de la Pologne, de la Slovaquie et de la Hongrie. De plus, la formulation de la question

de recherche et de mon approche méthodologique, que je définirai plus loin, font partie de la contribution de cette recherche. Mon intervention dans cette recherche et dans la méthode choisie pour la collecte des données d'analyse ont fortement influencé les conclusions de cette recherche et contribuent à l'étude même du champ de recherche portant sur les migrations en Europe de l'Est.

Je m'intéresse aux individus qui traversent uniquement de l'est à l'ouest des frontières séparant ces pays, mais ces individus n'ont pas nécessairement l'intention d'immigrer en Pologne ou en Slovaquie et reviennent souvent dans leur pays après un séjour de courte durée. C'est pourquoi je chercherai à savoir quelles sont les perspectives des circulants et migrants, principalement lors d'entrevues et d'observation participative. Enfin, les personnes qui traversent aux frontières occidentales de l'Ukraine ne sont pas nécessairement des citoyens de cet État, mais proviennent aussi d'autres pays de l'Europe de l'Est et de l'étranger.

J'entends par la mobilité, des déplacements temporaires à travers des frontières étatiques, dans un but autre que d'aller y vivre, ce qui inclut également la migration temporaire. Dans la littérature, le terme de 'mobilité' fait référence aux différents types de mouvements de population, y compris ceux de courte durée, tels que le tourisme, les voyages d'affaires, les navettes entre le domicile et le lieu de travail ou d'études, etc» (Williams et Bala, 2002), (voir Définitions des concepts pour la signification des différents types de mobilité). L'immigration permanente désigne pour sa part, les personnes qui vont rejoindre leur famille, se marier ou décide d'aller vivre de manière définitive dans un autre pays (Wallace, 2002: 607).

Dans ce thèse, je comprends le phénomène de la migration comme tous les types de déplacement dans le but de traverser des frontières. Comme je m'intéresse davantage à la perception de l'individu de ses déplacements et de son parcours migratoire que des courants migratoires, puisque je ne veux pas m'avancer sur le type de migration d'un individu avant de connaître ces intentions de traverser une frontière. En outre, dans l'analyse des entretiens, je fais la différence entre les statuts de chaque individu par rapport au type de migration dans lequel ils sont impliqués.

Le problème de recherche

Le contexte des migrations a beaucoup changé depuis les années 1990 et la fin de la période post-socialiste, mais je m'intéresse surtout à l'évolution du phénomène sous la forme des déplacements frontaliers à la suite des élargissements de l'Union européenne en 2004. Les frontières orientales de l'UE évoluent dans un nouveau cadre géographique puisqu'elles ont récemment été déplacées à l'Est du continent. Cela nécessite donc une analyse contextualisée des formes de migration. C'est pourquoi j'analyse le problème selon le caractère spécifique des circulations de Europe de l'Est vers l'Union européenne; où l'on traite davantage de mobilité que d'immigration à proprement parler et que cette mobilité se présente sous plusieurs types de déplacement.

J'observerai les conséquences des règlements frontaliers de l'Europe de l'Est sur les comportements des individus qui tentent de se rendre en UE. Certes, les procédures d'immigration chapeautées par l'UE sont plus sévères, les frontières plus contrôlées et protégées par des moyens de plus en plus modernes et par l'introduction de visas. Simultanément, la sécurisation des frontières externes de l'Union européenne a contribué à modifier les allées et venues des voyageurs et immigrants des pays de l'Est et de l'étranger, qui évoluent face à l'établissement de nouvelles frontières à l'ouest.

Pour cette recherche, je me pencherai sur les règlements d'immigration, appliqués d'une part par l'Union européenne et par les États membres d'Europe Centrale, aux frontières qui les séparent des pays de l'Europe de l'Est (l'Ukraine, la Biélorussie, la Moldavie et de la Russie). J'expliquerai le partage des responsabilités entre l'État supranational de l'Union européenne et les États nationaux dans la section sur le contexte de la problématique, puis je tenterai de comprendre les influences entre les différents niveaux étatiques.

Ce sujet est de plus en plus documenté, mais le nombre d'ouvrages sur le sujet reste limité à des analyses touchant principalement les migrations européennes et non spécifiquement aux mouvements migratoires de l'Europe de l'Est vers l'Europe de l'Ouest. La littérature sur les courants migratoires est plus riche et plusieurs théories se rapportent à ce sujet. Cette recherche s'inscrit

dans le champ des préoccupations de plusieurs chercheurs qui s'intéressent à l'évolution des migrations en Europe et à l'avenir de l'Union européenne. Je chercherai à comprendre ces nouvelles dynamiques des flux migratoires de l'Europe de l'Est vers l'Union européenne, selon les nouveaux règlements d'immigration aux frontières de l'Union européenne. D'ailleurs, comme ces règlements subiront probablement encore des changements au cours des prochaines années, cela rend le sujet et la région d'étude encore plus intéressants. Cette recherche pourra également contribuer à la connaissance du développement et de la transformation des mouvements aux frontières externes de l'UE.

Je présenterai d'abord le contexte de la problématique, où je décrirai les nouveaux règlements mis en place aux frontières de l'UE et les effets de ces règlements sur les personnes qui tentent de traverser les frontières vers l'ouest. Je montrerai que les États bordant ces frontières signent plusieurs ententes bilatérales visant à faciliter la libre circulation de leurs citoyens entre leurs pays et apaiser les conséquences de la sécurisation des frontières.

Ensuite, j'expliquerai le cadre théorique de cette recherche et les principales approches des auteurs qui étudient la mobilité dans ses diverses formes. Je considère cette mobilité en Europe de l'Est comme transnationale, c'est-à-dire que je regarde la multiplication de parcours empruntés par les individus en mobilité. Je décrirai aussi le rapport de ces derniers aux nouvelles frontières et leurs perceptions.

Dans la section suivante, j'aborderai l'ethnographique politique utilisée et ma position épistémologique face à la problématique étudiée. Je détaillerai les entrevues et observations réalisées avec des immigrants et des personnes impliquées dans une circulation transfrontalière en Russie, Ukraine, Pologne et Slovaquie et je ferai ressortir la valeur de cette étude de terrain pour répondre à ma question de recherche.

Dans la deuxième partie de cette thèse, je parlerai de l'analyse des données recueillies, que j'ai divisée par catégories de personnes en mobilité rencontrés, soit les demandeurs d'asile et réfugiés, les migrants irréguliers, les travailleurs et en terminant, les commerçants transfrontaliers. Je décrirai les principales tendances des migrations observées récemment en Europe de l'Est,

puis je ferai ressortir les effets de l'organisation des frontières externes de l'UE sur les décisions et parcours des gens rencontrés. À l'aide des récits recueillis, je proposerai des conclusions sur les changements post 2004 sur leurs stratégies de migration, évoquant parfois une facilité accrue de libre circulation pour certains, alors que pour d'autres, les nouvelles frontières signifient une forteresse infranchissable.

LE CONTEXTE DE LA PROBLÉMATIQUE

Depuis le début des années 2000, la problématique des courants migratoires de l'Europe de l'Est est caractérisée par une réorganisation des frontières externes de l'UE, poursuivant l'objectif des États européens de contrôler les flux migratoires se dirigeant vers l'UE (Boiteau et Michalon, 2008; Castles dans Portes and DeWind, 2007; Futo, Jandl and Karsakova, 2005; Guild et Bigo, 2003; Vermeersch, 2005).

Alors qu'actuellement la mobilité entre les membres de l'Union européenne augmente, la balance de l'émigration européenne dépasse maintenant celle de l'immigration: «[...] *more citizens of EU-27 Member States were migrating: the number of EU-27 citizens migrating to Member States other than their own country of citizenship increased by 10% per year*» (Herm, 2008: 2). Les circulations aux frontières externes de l'UE en provenance de l'Europe de l'Est diminuent depuis les années 1990, mais la situation n'a pas toujours été la même, surtout suite à la chute de l'Union soviétique. Dans cette partie, je dresserai un portrait de l'évolution des courants migratoires de l'Europe de l'Est à l'Europe de l'Ouest et de la réponse des États européens. Je nommerai ensuite les différentes mesures frontalières étudiées dans le cadre de cette recherche, soit celles séparant l'Ukraine de la Pologne et de la Slovaquie, en proposant une comparaison. Ensuite, je présenterai le renforcement de la surveillance et des équipements aux frontières externes de l'UE. Avant de conclure cette section, je discuterai de la coopération transfrontalière entre les États d'Europe centrale et orientale.

Historique des migrations de l'Europe de l'Est vers l'Europe de l'Ouest

Dès la chute de l'Union soviétique et l'essoufflement des régimes communistes en Europe de l'Est, les alarmistes en Europe occidentale avaient annoncé la possibilité d'une migration de masse des populations des anciennes républiques soviétiques. Le scénario le plus pessimiste était alors envisagé, alors qu'on estimait à 9 millions, le nombre de citoyens de l'ancienne Union soviétique qui viendraient chercher du travail et vivre dans les pays de l'Europe de l'Ouest (Iglicka and Sword, 1998: 2). Les États d'Europe centrale, telle la Pologne, devait même commencer à s'inquiéter d'un changement majeur; soit la venue d'immigrants sur leur territoire,

alors que cette région était considérée plutôt comme une zone de départ des migrants en raison de la situation économique et politique plutôt instable.

À cette époque, les craintes d'une migration de masse de l'est étaient basées sur l'observation des écarts économiques entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est, de la transition des régimes politiques, du développement des infrastructures et de la baisse du niveau de vie à l'Est. La transition démocratique et économique dans ces États était appréhendée par plusieurs comme dramatique et conséquemment, mènerait à une fuite de ces populations vers de meilleures conditions de vie à l'Ouest.

La chute du mur de Berlin en 1989 et les transitions politiques et économiques ont causé plusieurs changements socio-économiques dans la région est-européenne, telle l'augmentation du taux de chômage, la difficulté à s'adapter au nouveau marché, le manque de sécurité pour certaines catégories de personnes, dont les communautés rurales (Iglicka, 2001: 45). Enfin, les conséquences de ces transitions et des nombreuses réformes gouvernementales se sont aussi fait sentir dans les tendances migratoires, bien que les restrictions à l'immigration vers l'UE apporteront aussi plusieurs impacts dans les années suivantes.

En effet, dès 1980, le phénomène du trafic frontalier commençait à se faire remarquer en Europe de l'Est. L'arrivée de petits commerçants et de migrants en transit des pays voisins d'Europe de l'Est marquait les circulations à ces frontières. L'arrivée importante de demandeurs d'asile des pays de l'Est et d'étrangers avec des visas prolongés était aussi observée. Dans les années 1990, les commerçants et travailleurs en navette constituaient le groupe le plus nombreux en Europe, suivi des immigrants permanents. Les migrations de court terme continuent d'ailleurs à être le type de migration le plus fréquent à traverser les frontières depuis la transition (Iglicka, 2001: 38).

L'explosion du phénomène du petit commerce frontalier au début des années 1990 est expliquée par plusieurs facteurs, dont la croissance de la disparité des prix (surtout entre la Pologne et l'Ukraine), le contexte de la nouvelle liberté de circulation causée par l'ouverture des frontières et le peu de régulations dans ce marché, qui était pratiquement laissé à lui-même (Wallace

and Stola, 2001: 94). Lorsque les prix entre la Pologne et l'ex URSS ont changé, vendre des produits de l'ex Union soviétique en Pologne est devenu moins profitable. Ils ont donc commencé à acheter des biens en Pologne pour les revendre dans leur pays natal; il s'agissait surtout de vêtements, de souliers et d'équipement électronique (Iglicka, 2001: 59). Ces commerçants ne faisaient pas officiellement des affaires dans un État, mais plutôt aux frontières. Cela a donné lieu au démarrage de plusieurs petites entreprises dans cette zone grise, laissant croire aux gouvernements européens que cette migration était permanente et dangereuse pour la stabilité des États de l'Ouest. Ils séjournaient, intéressés à faire de l'argent rapidement et facilement avec leur entreprise, pour ensuite s'en débarrasser et réinvestir l'argent ailleurs, souvent impliquant un retour au pays d'origine (Zhou dans Portes et DeWind citant Bonacich, 2001: 220).

«Alors que le petit commerce transfrontalier existe à presque toutes les frontières, les profits sont d'autant plus élevés que les frontières séparent (et réunissent) deux systèmes socio-économiques contrastés» (Williams et Bala, 2002: 9). La suppression des visas de court séjour après 1989 et l'incapacité étatique à contrôler tous les flux de personnes ont contribué au développement de ce petit commerce international (Wihtol de Wenden dans Morokvasic et Rudolph, 1996: 58). Puisque l'ouverture des frontières coïncidait aussi avec une période de récession économique, la montée du chômage et une baisse du niveau de vie dans la région, ceci donnait des opportunités aux petits entrepreneurs de faire des affaires en Europe centrale. La Pologne était dès lors devenue une destination très importante pour ce petit commerce, en raison de sa position stratégique, de ses marchés de Varsovie ainsi qu'aux villes bordant l'Ukraine.

Vers la fin des années 1990, l'ampleur du trafic frontalier a motivé les gouvernements à appliquer des régulations à ce marché. Au même moment, la disparité des prix a commencé à s'atténuer entre les deux régions d'Europe. Conséquemment, on observe un déclin des petits commerçants depuis ces années, mais aussi des autres formes de migration.

La chute du mur de Berlin avait aussi causé un débalancement entre l'émigration et l'immigration sur le territoire européen. La Pologne devenait une destination d'accueil pour les étrangers, surtout pour les migrants en transit et elle n'était plus un pays de départ. La situation migratoire s'est alors inversée. Plusieurs migrants irréguliers d'Asie et d'Afrique s'y rendaient puis-

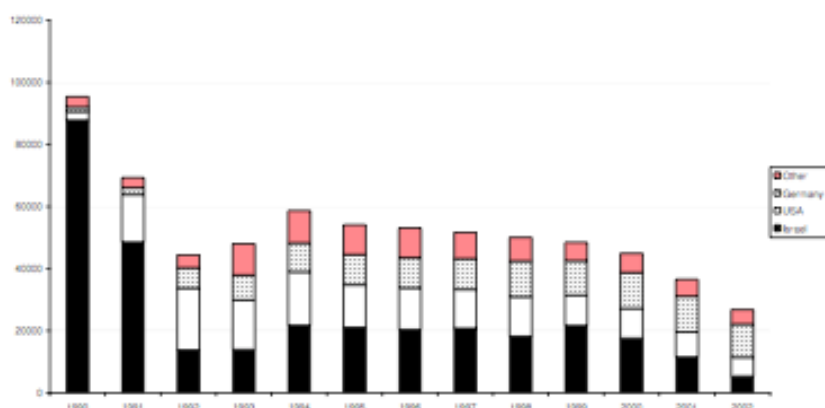
que la Pologne occupe une position géographique stratégique pour passer en Europe de l'Ouest. Déjà en 1996, des études et recherches montraient que les individus arrivant en Pologne n'avaient pas l'intention de s'y installer, mais s'en servaient comme pays de transit pour aller vivre à l'Ouest (Iglicka, 2001: 86). Nous verrons cependant que les pays d'Europe Centrale ne désignent désormais plus une zone de transit pour les migrants et travailleurs et cela est attribuable à l'établissement de mesures de surveillance et de contrôles plus strictes de l'Union européenne, visant à empêcher le passage des immigrants irréguliers. Si dans les années 1990, l'Europe Centrale était reconnue comme zone de passages entre deux mondes, ce maintenant n'est plus le cas.

Il n'y a pas de données concernant l'émigration ukrainienne avant 1990, puisque les principaux déplacements des Ukrainiens avaient lieu au sein de l'Union soviétique et que le régime politique en place et les frontières territoriales étaient relativement fermés. Toutefois, depuis 1990, il y a plus d'émigration que d'immigration en Ukraine (Wallaca and Stola, 2001: 22). Cette tendance s'explique par plusieurs facteurs. La population a changé suite à son indépendance, aux mouvements de population et à l'ouverture des frontières (retour, arrivée d'immigrants, émigrants travailleurs). L'État a développé sa propre politique de migration et créé un organisme d'État de gestion ainsi qu'un système pour réguler les processus de migrations. Ce ne fut pas facile, car durant l'ère soviétique, la migration n'existait pas selon l'État. L'immigration était considérée, à ce moment, comme un mouvement de travailleurs dans un contexte de libre circulation (Collett and Munz, 2010).

L'émigration des Ukrainiens en 1990 était surtout dirigée vers Israël, l'Allemagne et les États-Unis, qui demeurent les principaux pays d'immigration des Ukrainiens. Il y avait aussi des flux importants en direction du Canada, de la Hongrie et de la République tchèque (Malynovska, 2004: 10). De plus, *«Canada is almost among the countries of destination where Ukrainian migrants had a majority. In 2002 Ukrainians constituted 70% of the migrants to this country»* (Malynovska, 2004: 12). Toutefois, depuis 2006, l'Ukraine est passée d'un pays de départ à un pays de destination pour les immigrants. On observe une baisse de l'immigration ukrainienne vers les pays de l'Ouest entre 2002 et 2006: *«Migration exchanges with the Western countries were decreasing at slightly higher rate (1.8 times), if compared to that of the former Soviet Union coun-*

Laurence Couture Gagnon

tries (1.5 times)»[...]«the country became a receiving state already in 2005 and emigration losses to the Western countries were compensated by immigrants from the former Soviet Union countries» (Gromovs and Pribytkova, 2007: 9). Le tableau ci-dessous montre l'évolution de l'immigration ukrainienne de 1990 à 2002. La bande noire désigne l'immigration en Israël, la blanche; Les États-Unis, la bande picotée; l'Allemagne et la rouge représente l'immigration vers d'autres pays (Malynovska, 2006: 11).



Les États de l'Ouest prévoyaient que l'ouverture des frontières aurait un impact crucial sur la hausse de l'émigration d'Ukraine. L'espoir d'une hausse de la qualité de vie à l'extérieur a poussé les Ukrainiens à se rendre travailler à l'Ouest. Dans plusieurs cas, ces départs pour le travail concernaient des séjours de court terme dans un pays voisin, où le migrant n'abandonne pas son pays, mais souhaite y revenir plus riche. Ceci a donné lieu à une émigration non permanente sous forme de voyages temporaires. Selon un sondage, en 1995, 500 000 Ukrainiens voyageaient en Pologne pour aller y travailler illégalement et la majorité de ces derniers étaient des commerçants (Iglicka, 2001: 60). Le phénomène ne touchait pas seulement l'Ukraine, mais les autres pays d'Europe de l'Est: «[...]on observe également un accroissement des tentatives de départ vers l'Ouest des Russes, des Ukrainiens et des Biélorusses, prenant plutôt l'aspect d'un mouvement 'pendulaire' à destination des voisins immédiats de l'ancienne Union soviétique: vers la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Hongrie» (Weber dans Morokvasic et Rudolph, 1996: 76).

Tel qu'annoncé par Wallace, la tendance de la diminution de la migration globale de l'Europe de l'Est vers l'Europe de l'Ouest s'est poursuivie jusqu'à aujourd'hui (Wallace, 2002: 604). L'exil anticipé par les États de l'Ouest n'a pas eu lieu, malgré les craintes et avertissements lancés dans les médias pour justifier l'élévation de barrières aux déplacements des migrants en provenance d'Europe de l'Est. Toutefois, la constatation de la fausse croyance d'un exode d'immigrants d'Europe de l'Est est rapidement apparue. Déjà en 1996, on affirmait: «Aujourd'hui, alors que cette période d'attente face à l'inconnu a duré assez longtemps, force est de constater que le grand exode que certains redoutaient ne s'est pas produit jusqu'ici» (OCDE 1993, 1994; Morokvasic, Angenendt, Fisher 1994)» (Morokvasic et Rudolph, 1996: 15).

D'autre part, certains croient que les autorités de la Commission européenne et du Conseil européen connaissaient déjà ces conclusions, mais ont utilisé la crainte de l'immigration pour justifier la mise en place de nouvelles mesures aux frontières, surtout dans le but de bloquer l'immigration illégale et contrôler les flux sur leur territoire (Collinson, 1996; Lamalle, 2007). Ces autorités anticipaient alors le déplacement futur des frontières dans le cadre des élargissements aux États de l'Est, accompagnés par une hausse de la migration irrégulière et du trafic illégal.

Les préoccupations des États de l'Europe de l'Ouest n'ont pas terminé d'influencer les décisions de l'UE quant à la sécurisation des frontières à l'Est. En fait, plusieurs références aux problèmes techniques et logistiques du déplacement des frontières de l'Union européenne à l'Est sont encore utilisées par les politiciens de la «vieille Europe» pour dissimuler le fait que certains pays ne souhaitent pas voir les nouveaux États membres participer au système. Cela a d'ailleurs été évoqué par l'ancien ministre tchèque de l'Intérieur, Frantisek Bublan en 2007 (Euroactiv, 2007). Au même moment, l'Allemagne et l'Autriche: «[...] avaient exprimé leurs craintes que l'agrandissement de l'espace Schengen ne permette aux criminels et aux prostituées des nouveaux membres de l'Europe de l'Est de traverser plus facilement les frontières» (Ibid). Les craintes évoluent par rapport à l'évolution du contexte des circulations en Europe, mais servent toujours de base ou d'origine aux politiques de l'UE. Celles-ci font aussi ressortir une part de jugements et d'idées préconçues qui sont demeurés face aux voisins de l'Est.

La réponse des États européens sur le contrôle des frontières

Les gouvernements européens ont mis en place plusieurs mesures pour répondre aux nouveaux défis des circulations sur le continent européen et prévenir les risques des migrations irrégulières dans le cadre du déplacement des frontières à l'Est. Dès les années 1990, la migration clandestine était à l'agenda de l'Union européenne, tout comme à celles de plusieurs organisations internationales, telles l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Ce phénomène a été renforcé par l'éclatement du bloc de l'Est et les conflits en ex Yougoslavie, provoquant plusieurs demandes de migration et d'asile en Europe de l'Ouest.

Lorsque les États européens ont adopté une législation déclarant l'immigration clandestine comme punissable, ils ont introduit plusieurs technologies (photographies, passeports, visas) et des procédures d'expulsion (Duvell, 2008: 480). Ainsi, comme Duvell le mentionne, la migration de l'Europe de l'Est vers l'UE n'est pas un phénomène social autonome et elle est politiquement et dorénavant juridiquement construite comme problème (Ibid). L'Union européenne a cherché depuis longtemps à créer une direction européenne de la migration afin de gérer de près les défis auxquels elle faisait face. Dès Maastricht 1993, l'espace de liberté, de sécurité et de justice (JHA) fut créé pour gérer l'immigration et l'asile (Faist and Ette, 2007: 52). Ensuite on a construit la sécurisation de ces questions et vu l'immigration et l'asile comme potentiellement menaçantes.

«L'Europe, dit le traité d'Amsterdam¹, doit être “un espace de liberté, de sécurité et de justice” (De Tinguy, 2001: 11). Les 15 pays membres attendaient des pays candidats à l'UE qu'ils contribuent à cet objectif en dissuadant les migrations indésirables et en mettant en place plusieurs mesures visant à les gérer; que je présenterai un peu plus loin. Les réformes de l'UE et sa vision extérieure pose cependant un paradoxe aujourd'hui. *«The significance of Amsterdam and Tampere is that they provided a legal basis and a political direction, but the issues of migration and*

¹ Le traité d'Amsterdam, entré en vigueur le 1er mai 1999 après avoir été ratifié par les 15 États membres, crée une politique communautaire d'emploi, la communautarisation d'une partie des matières du domaine de la justice et des affaires intérieures (JAI), une réforme de la politique européenne de sécurité commune (PESC), ainsi que des coopérations plus étroites entre les États membres (Site Europa, http://europa.eu/scadplus/glossary/amsterdam_treaty_fr.htm, [page consultée le 29 novembre 2010]).

asylum had been ‘framed’ as security concerns in the context of post-cold war European migration policies» (Faist and Ette, 2007: 52). Ces défis identifiés en 1990 ont été modifiés et ne correspondent plus nécessairement à la réalité d’aujourd’hui, dans un contexte où les migrations de court terme sont majoritaires aux frontières terrestres de l’UE et dans le cadre de la construction européenne. Les tendances observables à la suite de la chute de mur de Berlin ne correspondent plus aux nouveaux défis des États de l’UE, ni à ses limites géographiques. Voyons maintenant quelles sont les mesures de contrôle des circulations, appliquées à ces nouvelles frontières partagées avec les États d’Europe de l’Est.

Les règlements d’immigration aux frontières de la Pologne et de la Slovaquie

Dans cette partie, je me pencherai sur les règlements d’immigration appliqués aux frontières orientales de ces deux États depuis leur adhésion à l’Europe unie de 2004, plutôt qu’uniquement sur les règlements appliqués par l’UE puisque je cherche à voir les différences des mesures à une plus petite échelle que supranationale. Je relèverai les spécificités de la Pologne et de la Slovaquie dans la gestion de leurs frontières ainsi que dans leur coopération avec l’UE. Il sera impossible de passer en revue tous les changements et règlements adoptés au cours des dernières années en Europe centrale, mais j’identifierai les développements clés.

Voir le tableau des règlements aux frontières et autres documents en Annexe A

Les nouvelles lois européennes plus sévères à l’immigration

Beaucoup de tâches attendaient les États situés aux frontières externes de l’UE en 2004 touchant à la protection du territoire de l’UE, y compris l’Ukraine qui ne fait pas partie de cet espace. Ces pays doivent également s’adapter aux réformes européennes dans le domaine de l’immigration en même temps que de répondre aux priorités de l’UE dans le contrôle de ses frontières.

D’abord, la priorité de la sécurisation des frontières et la décision de renforcer les frontières extérieures des États d’Europe centrale dépendent des décisions émanant du Conseil de l’Europe et de la Commission européenne, mais les responsabilités et actions concernant la surveillance

Laurence Couture Gagnon

et la sécurisation des frontières incombent aux États membres. La candidature des États de l'Europe centrale à l'UE, présentée au cours des années 1990, a été accompagnée de conditions et de pressions de la part de l'UE et de ses États de l'Ouest concernant l'imposition de nouvelles mesures aux frontières visant à contrôler les flux migratoires provenant de l'Europe de l'Est. Les critères visaient également à harmoniser les politiques d'immigration de la Pologne et de la Slovaquie et ces contrôles aux frontières ont entraîné un resserrement dans le cadre de leur adhésion à l'UE en 2004, ainsi qu'à l'espace Schengen en décembre 2007.

La priorité pour les questions de sécurité et de contrôle des migrations a été suivi d'un changement de paradigme à la Commission européenne, qui s'est confirmé lors des ententes de Tampere (1999)² et de l'entrée en vigueur de la politique commune d'immigration européenne de 1997. Celles-ci ont introduit des restrictions plus sévères à l'immigration et ont souligné la sécurisation des politiques de migration. Les frontières européennes et les États frontaliers ont peu à peu reçu un rôle de surveillance pour l'Europe unie.

Dès 1999, la Pologne devait répondre aux premières étapes d'harmonisation des politiques de migration à l'UE concernant la gestion des frontières et la migration est-européenne. La Slovaquie était toutefois en retard comparativement aux autres États candidats à l'élargissement européen de 2004, mais représentait une priorité pour l'UE car il s'agit d'un pays considéré à risque par la communauté européenne pour le transit des immigrants illégaux et trafiquants. La Slovaquie a pris plus de temps que la Pologne à mettre en place les politiques européennes au niveau national et à répondre aux réformes exigées par les institutions de l'UE. Certes, les pressions de l'UE pour le renforcement de la protection des frontières externes étaient plus grandes que la pression appliquée sur les politiques migratoires des États, mais la justification donnée de l'UE demeurait l'harmonisation des politiques à tous les États membres.

² Entente du Conseil européen sur la création d'un espace de liberté, de sécurité et de justice dans l'Union européenne (Parlement européen, «Conseil européen de Tampere 15-16-1999», http://www.europarl.europa.eu/summits/tam_fr.htm, [Page consultée le 12 janvier 2011])

Le 21 décembre 2007, les 10 nouveaux membres de l'UE, dont la Hongrie, la Pologne et la Slovaquie entrent dans la zone Schengen³, qui permet de circuler librement et sans contrôle dans les frontières internes de l'Union européenne. Toutefois, l'adoption de cet acquis a entraîné des modifications dans le régime d'entrée et de séjour des étrangers, ainsi que des conséquences sur les circulations avec les États de l'ancien bloc soviétique, ne laissant d'autre choix aux États d'Europe centrale que de modifier leurs conditions de visa et se conformer aux principes uniformes de l'UE (Vermeersch, 2005: 85). Les ressortissants des pays voisins de l'est doivent maintenant présenter leur passeport et dans la plupart des cas, un visa. De plus,

[...] ils doivent justifier le but de leur voyage et les conditions du séjour planifié, avoir des moyens de subsistance suffisants [...]; ils ne peuvent pas se trouver sur la liste des personnes auxquelles l'entrée fut refusée; ils ne peuvent pas être reconnus comme personnes qui peuvent porter atteinte à l'ordre public, à la sécurité ou aux relations internationales de l'une des Parties Contractantes (Ambassade de la République de Pologne à Rabat, 2011).

Si toutes ces conditions sont remplies, la circulation aux frontières et à l'intérieur du territoire de l'Union européenne devient plus facile pour certaines personnes. D'un autre côté, ces conditions deviennent beaucoup plus difficiles à remplir pour les autres qui ne correspondent pas aux critères de l'espace Schengen.

L'Ukraine devait elle aussi répondre en partie aux exigences de l'UE concernant la protection des frontières et faire partie de la stratégie globale de l'UE dès 2002, afin de bloquer l'immigration irrégulière avant son entrée sur le territoire de l'UE. La stratégie pour l'Ukraine est alors devenue, de 2002 à 2006, celle de la Commission de l'Union européenne, demandant à l'Ukraine d'être en mesure de contrôler et gérer toutes ses frontières, incluant celles avec la Russie, la Biélorussie et la Moldavie. En échange, l'UE lui fournirait l'assistance technique pour l'aider (Bojcun, 2005). Il s'agit d'une assistance concernant l'immigration illégale et le trafic de drogues et d'autres substances illicites. Cela a donné lieu à la mise en place de bureaux de liaison aux

³ À ce jour, l'espace Schengen englobe tous les États membres de l'UE, sauf le Royaume-Uni et l'Irlande, ainsi que trois pays tiers; l'Islande, la Norvège et la Suisse (site du Conseil de l'UE, <http://www.consilium.europa.eu/showFocus.aspx?id=1&focusId=532&lang=FR>, [page consultée le 13 novembre 2010]). Trois types de visa Schengen permettent d'entrer en UE, dont deux de transit qui ne permettent pas de séjourner plus de 5 jours dans le territoire. Le troisième visa est de court séjour, permettant de séjourner en UE pour 90 jours, mais à l'intérieur d'une période de 6 mois. Les visas de long séjour sont pour leur part seulement obtenu avec un visa national, ne donnant pas nécessairement accès au reste du territoire de l'UE.

postes frontaliers et aux points d'embarcation des pays tiers, en coopération avec les autorités locales.

Jusqu'à ce jour, l'Ukraine signe plus d'ententes bilatérales avec ses pays voisins, que des ententes avec la Commission européenne et le Conseil européen. Le gouvernement ukrainien continue de dire qu'il n'a pas assez de fonds et de moyens pour mettre en place des mesures comme celles de l'Union européenne et c'est pourquoi il hésite à signer des ententes directement avec l'Union européenne.

Bref, dans ces États d'Europe centrale, le renforcement des contrôles aux frontières a donné lieu à des changements législatifs, une réorganisation des institutions, une modernisation des équipements de contrôle des frontières, une formation des agents aux nouvelles technologies de surveillance (Bioteau et Michalon, 2008). Avant de voir quelques exemples des mesures de sécurité appliquées aux frontières, voyons l'évolution des règlements pour les deux pays.

L'évolution des règlements en Pologne et en Slovaquie

L'évolution des règlements n'a pas été la même dans les deux États, bien que leurs défis quant à la protection des frontières étaient semblables. La Slovaquie a eu du retard, mais la Pologne avait plus de pression et plus d'intérêts à appliquer rapidement les conditions de l'UE dans l'organisation de ses frontières.

Un premier cadre légal concernant les migrations en Pologne a été mis en place en 1997 avec la loi sur les étrangers (*Polish Aliens Act*). Cette loi, suivie de nouvelles réformes en 2001 et 2003, se rapprochait des mesures européennes et visait à réglementer l'entrée et la résidence des étrangers, tout en privilégiant le contrôle des immigrants irréguliers sur le territoire. La Slovaquie a pour sa part attendu en 2003 pour introduire une nouvelle loi sur les étrangers, rendant sa législation plus conforme aux normes de l'UE (Vermeersch, 2005: 86). Comme la Pologne, la Slovaquie a promis d'adhérer à la Convention de Dublin II de 2003 dès son entrée dans l'UE, malgré les appréhensions de cette dernière. Les 10 nouveaux États membres ont tous appliqué la Convention de Dublin depuis le premier mai 2004, celle-ci «[...]établissant les critères et mé-

canismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée [...] par un ressortissant d'un pays tiers» (Europa, 2011). Même après son adhésion en 2004, la Pologne a continué d'apporter des changements à sa politique d'immigration pour s'adapter aux lois de l'UE. Les amendements qui ont suivi ont surtout concerné l'entrée, les séjours et départs des citoyens de l'UE, dont un en 2005 restreignant les droits de permanence résidence, mais simplifiant l'accès au marché du travail pour les demandeurs d'asile.

La Pologne s'est empressée de répondre rapidement aux nouveaux standards de l'UE, afin d'assurer son adhésion future à l'Europe élargie. Les craintes de l'UE à l'égard de la Slovaquie étaient assez élevées avant son entrée dans l'Europe unie, puisqu'elle n'était pas aussi avancée dans ses réformes que la Pologne, mais elle a toutefois réussi à répondre à toutes les conditions pour faire son entrée dans l'UE en même temps que les autres États. Son retard a été présenté de manière exagérée, puisqu'on la comparait toujours à la Pologne. Ces deux pays ont reçu des pressions européennes similaires en raison de leur position limitrophe de l'Europe de l'est.

Depuis décembre 2007 et dans le cadre des ententes de Schengen, la Pologne, la Hongrie et la Slovaquie ont dû appliquer des visas à l'entrée des citoyens de la Biélorussie, la Russie, la Moldavie et l'Ukraine, ce qui ne s'est pas fait sans résistance, car les trois États ont trouvé ces mesures trop sévères pour leurs voisins traditionnels de l'Est. Ces pays comptent plusieurs minorités, mais on dénombre aussi plusieurs personnes avec des origines d'un pays voisin d'Europe Centrale qui habitent en Europe de l'Est. D'ailleurs, 3 millions de Hongrois ethniques habitent à l'extérieur de la Hongrie (Phuong, 2003: 648).

La Pologne et la Slovaquie ont également modifié leur loi d'asile en 2008 dans leur législation, pour appliquer les directives européennes sur les normes concernant la procédure d'octroi et du retrait de statut de réfugié. En Pologne, la politique d'asile est très européenne, tandis que la politique des visas correspond davantage aux intérêts du pays. Ceci est expliqué par le fait qu'en Pologne, il y a encore peu de lobbys qui interagissent dans les décisions politiques, contrairement au niveau européen. Dans ces nouveaux États européens, la dimension institutionnelle des politiques de migration est plus résistante à l'eupéanisation, car ils veulent conserver leurs 'manières de faire' nationales.

En raison de sa situation économique et géographique stratégique en Europe, la Pologne a reçu plus de pressions que la Slovaquie pour harmoniser ses politiques de migration à l'UE et protéger ses frontières, puis comme elle représente plusieurs intérêts, sécuritaires et commerciales pour l'UE, elle a répondu très tôt à ces exigences. Elle a plus d'une frontière commune avec l'Europe de l'Est, contrairement à la Slovaquie qui a comme voisine l'Ukraine. La Pologne partage aussi une frontière commune avec la Biélorussie et la Fédération de Russie: «*Consequently, Poland shares borders with a number of refugee-producing countries*» (Phuong, 2003: 652). La Pologne est un lieu important pour les demandeurs d'asile de la Russie, Roumanie, Arménie et Azerbaïdjan (Phuong, 2003). Ainsi, la Pologne reçoit plus d'immigrants traversant de l'Europe de l'Est que la Slovaquie, bien que seulement 2% de la population polonaise appartient à une minorité ethnique (Graslin, 2008: 288). L'homogénéité démographique est néanmoins récente en Pologne.

D'autres croient plutôt que les pressions de l'UE sont relativement similaires pour les deux pays, qui adaptent leurs politiques de manière semblable (Vermeersch, 2005: 86). L'on croyait pourtant que la Pologne était davantage en mesure de pouvoir négocier ses mesures frontalières que la Slovaquie. Son adhésion à l'UE a été soutenue par l'Allemagne puisque le marché de la Pologne était plus grand et prometteur que celui des autres États d'Europe centrale. Une limite à cette comparaison est qu'il est difficile d'observer si tous les changements de règlements et mesures sécuritaires surviennent suite à la pression de l'UE, et non de la part d'autres forces. D'ailleurs, la Pologne avait intérêt à répondre rapidement aux critères de l'UE, puisqu'elle cherchait aussi à atteindre des objectifs politiques intérieurs, telle sa propre gestion d'immigrants non désirés.

De surcroît, l'aménagement des frontières explique en partie le retard de la Slovaquie dans l'harmonisation des mesures européennes. La taille de sa frontière avec l'Ukraine est de 98,5 km et celle de la Pologne mesure plus de 950 km. La frontière séparant la Slovaquie de l'Ukraine compte trois postes routiers et deux postes ferroviaires. En août 2005, un point de passage pour les piétons a été ouvert entre Veľké Slemence/Mali Solontsi et en 2007, un passage à Vysne Nemecke a été ouvert répondant aux recommandations de la Commission européenne, qui réprimandait la Slovaquie de n'être suffisamment préparée pour entrer dans l'espace Schengen

Laurence Couture Gagnon

suite à des inspections effectuées quant à la protection des frontières. Ainsi, une nouvelle frontière a dû être ouverte en 2009 pour le passage des voitures, des autobus et des piétons à Čierna nad Tisou/Solomonovo suite aux demandes croissantes de voyageurs traversant les frontières (Buzalka, Benč, 2007: 3). Pour sa part, la Pologne compte neuf points de franchissement avec la frontière ukrainienne, dont trois sont exclusivement des postes ferroviaires, trois postes pour les piétons, le commerce de biens et ferroviaires et un poste entre Zosin (Pologne) et Ustifug (Ukraine) est réservé aux piétons.

Les deux pays participent au fonds pour les frontières extérieures 2007-2013 de la Commission européenne pour la mise en place du système commun de gestion intégrée des frontières. Ce qui signifie la modernisation des systèmes informatiques, des systèmes juridiques et l'achat d'équipements de surveillance modernes. 10,3 millions d'euros sont réservés à la Slovaquie, tandis que la Pologne en recevra 78 millions (Europa, 2011). Dans les documents officiels, les tâches des deux pays sont similaires à l'exception d'une tâche supplémentaire pour la Pologne, qui doit se charger de la lutte contre l'immigration clandestine.

Enfin, l'évolution des deux pays d'Europe centrale dans leur application des mesures européennes est dû en partie à leurs caractéristiques différentes, mais aussi aux conditions de base qui n'étaient pas les mêmes pour la Pologne et la Slovaquie. De plus, l'approche avec laquelle les mesures européennes ont été présentées à chaque État d'Europe centrale ne concordait pas toujours. Bien que ces pays protègent de manière commune la frontière externe de l'UE, ils font face à des défis particuliers à leur frontière respective.

Le renforcement de la surveillance et des équipements aux frontières externes de l'UE

Voyons maintenant ces nouvelles mesures frontalières, issues des politiques et systèmes adoptés dans le cadre de l'élargissement de l'Union européenne de 2004 pour contrôler les frontières externes. Une véritable réforme des frontières a eu lieu aux limites externes des États d'Europe centrale. Une panoplie d'équipements, de technologies et de services de surveillance a été mise en place à ces frontières depuis le milieu des années 2000. Cette organisation accrue représente pour certains une forteresse infranchissable, visant à fermer l'UE des menaces exté-

rieures (De Tinguy, 2001: 18, Wallace, 2002; Weber, 2009), mais nous verrons plus loin à quel point ces mesures affectent réellement la libre circulation des individus.

Outre la mise en place de nouveaux systèmes informatiques en conformité avec les instruments juridiques de l'Union européenne, celle-ci a adopté le code européen des frontières Schengen et le code européen sur les visas. Ainsi, une personne inscrite au Système d'information Schengen (SIS) ou au Système d'information des visas (VIS), se voit refuser tout accès au territoire de l'UE pour une durée de cinq ans. Il s'agit d'une forme de frontière numérique (Weber, 2009: 166).

Une agence européenne de protection et de contrôle des frontières extérieures a été fondée en 2004, Frontex, dont le siège est à Varsovie. Selon la communication officielle de l'agence, elle se charge de la gestion intégrée des frontières et les migrations clandestines sont au cœur de sa mission. Cet organe est «mandaté pour coordonner la coopération opérationnelle entre les États membres dans le domaine de la sécurité aux frontières» (Frontex, 2011). Ensuite, le système d'observation EUROSUR applique les technologies modernes, notamment les satellites d'observation et possède une division d'avions sans pilote pour la surveillance des zones éloignées des routes de passage des immigrés clandestins. Le système EURODAC a été créé en 2000 pour archiver les empreintes digitales ainsi qu'un certain nombre de données biométriques des migrants et des demandeurs d'asile dès l'âge de 14 ans. Eurodac a été mis en place en application avec la convention de Dublin.

Après 2004, des barrières automatiques ont été mises en place ainsi qu'un système d'enregistrement d'entrées et des sorties du territoire de l'Union européenne et un système électronique d'autorisation de voyage pour les ressortissants exemptés de visas avant le départ pour un État membre (Europa, 2011). De surcroît, de nouveaux points de contrôle et de surveillance ont été construits en 2007 à la frontière orientale de l'UE. Des détecteurs de mouvements sont opérationnels depuis 2007, la même année que l'introduction de Schengen à la Pologne et la Slovaquie, ainsi que des détecteurs d'objets cachés, des détecteurs électroniques actifs et autres détecteurs thermo fixes, suivis par des caméras et des détecteurs biométriques. Ceci entre dans le projet de l'UE de délivrer des visas biométriques à tous les voyageurs à partir de 2012, enregis-

trant tous leurs déplacements. L'UE propose même la création des «e-borders» pour les ressortissants des pays tiers, en vertu desquelles les individus seraient enregistrés automatiquement par des moyens électroniques et biométriques. Cette proposition comprend aussi l'échange des données entre les autorités des États de l'UE.

Des unités mobiles de surveillance sont maintenant en fonction aux zones frontalières des États d'Europe centrale, afin de pouvoir renvoyer les immigrants illégaux dans un pays voisin de l'UE. Leurs zones de responsabilité s'étendent aussi loin que 15 kilomètres à l'intérieur du pays, vérifiant ainsi les étrangers sur les principaux axes routiers de la Slovaquie et de la Pologne. En Slovaquie, pour surveiller et sécuriser cette frontière, 900 agents de polices et 250 caméras sont aujourd'hui en place (Euroactiv, 2007). Suite à leur entrée en fonction, la police des frontières de la Pologne et de la Slovaquie a été modifiée pour collaborer avec ces unités de l'UE.

En Transcarpatie, à l'ouest de l'Ukraine, où j'ai effectué plusieurs entretiens, l'UE finance la fortification des frontières et l'installation des camps spéciaux pour les réfugiés. Depuis l'entrée de la Slovaquie dans l'accord Schengen en 2007, la surveillance des frontières est menée en conformité avec cet accord européen. Les services étrangers et la police des frontières ont été renforcés pour répondre aux conditions de l'UE, les services dans les aéroports internationaux ont reçu des nouveaux moyens informatiques et pièces pyrotechniques, systèmes de caméras, appareils de vision nocturne et appareils pour la vérification des documents de voyage (*Ministry of Foreign Affairs of the Slovak Republic*, 2011). Enfin, les transports, les technologies et les moyens techniques de protection aux frontières ont également été améliorés.

Pour Bigo et Guild, Schengen a été mis en place pour que chaque État connaisse les individus considérés comme des risques à la sécurité des autres pays de l'UE et dans le but de partager les informations à leur sujet. «Cela se fait via la consultation des bases de données de polices nationales, des bases internationales comme celles d'Interpol et via le lien entre partie des bases de données nationales des autres pays de l'Union créé par le fonctionnement du SIS et du SIRENE» (Bigo and Guild, 2005: 8). L'UE a l'intention de ne rien laisser passer, mais cette surveillance cherche surtout à répondre à ces priorités concernant l'arrêt de l'immigration illégale

en Europe. Pour plusieurs cette sécurité est exagérée, mais cette organisation des frontières a aussi prévu plusieurs espaces pour les autres types de circulations frontalières.

Une hausse des restrictions, accompagnée d'exceptions

Face à ces nouvelles mesures, les États d'Europe centrale ont répondu en mettant en place des moyens permettant d'apaiser les conséquences des restrictions aux frontières sur les personnes de l'Europe de l'Est en déplacement et de contourner quelques mesures fixées par le Conseil et la Commission européenne. Depuis 2007, les frontières sont plus équipées et modernisées, mais la Pologne et la Slovaquie développent des ouvertures pour les rendre plus flexibles. La liberté de circulation est demeurée relative, car les clauses d'exception sont nombreuses, les nouveaux contrôles des zones frontalières laissent plus de latitude aux États signataires dans certains cas, telle la gestion de cas de menaces pour l'ordre public (Bigo et Guild, 2004). Les nouveaux États membres et leurs voisins ont introduit entre autre un régime spécial de visa pour les frontaliers; une meilleure coordination des financements européens à destination des pays ex-communistes et l'ouverture de nouveaux consulats des PECO et la création de nouveaux points de passage aux frontières (Bioteau et Michalon, 2008).

Plusieurs accords bilatéraux ont été signés afin de permettre aux résidents frontaliers de franchir les frontières extérieures de l'UE avec un permis spécial. Il est également possible pour ces commerçants de séjourner dans la zone frontalière fixée par l'accord bilatéral, pour un maximum de trois mois (Europa, 2011). Ce petit commerce évolue et d'une certaine manière, le régime européen autorise le trafic de biens avec les pays non membres de l'UE en encourageant la mise en place d'accords bilatéraux destinés à faire bénéficier les frontaliers d'une série d'avantages dans le franchissement des frontières.

En Slovaquie, les discussions entre le ministère des Affaires intérieures slovaque et le Secrétaire de l'administration d'État de Transcarpatie, en Ukraine, sont fréquentes et les deux parties qui tentent d'établir des ententes bilatérales pour le trafic frontalier et le passage des Ukrainiens en Slovaquie. Plusieurs traités ont été conclus entre ces deux pays au cours des années 1990, y compris le traité de bon voisinage, d'amitié et de coopération. L'accord sur le petit trafic fronta-

lier de 2008 s'applique aux résidents de 295 établissements de la région transcarpatique de l'Ukraine (environ 400 mille personnes) (ЛІГАБізнесІнформ, 2008).

Par ailleurs, les personnes d'origine hongroise (ou pouvant prouver leurs racines hongroises), peuvent maintenant traverser avec moins de contrainte de l'Ukraine à la Hongrie, sans visa Schengen ou national. La même mesure est appliquée pour les personnes d'origine polonaise qui veulent se rendre en Pologne. Elles peuvent demander la permission dans les consulats respectifs de la plupart des villes frontalières, telles Uzhgorod et Lviv. C'est aussi pourquoi les nouvelles frontières ont affecté de manière moins prononcée la circulation entre l'Ukraine et ses voisins de l'Ouest, comparativement aux autres États d'Europe de l'Est qui souhaitent se rendre en UE.

Officiellement, chaque État membre de l'UE partageant des frontières avec un État non membre peut conclure des ententes bilatérales sur le trafic frontalier sous vérification du Conseil européen, qui regarde si les États respectent les régulations et les dimensions de l'aire frontalière concernée. Cette dernière s'étend parfois à 70 kilomètres de la frontière, permettant aux citoyens habitant ces zones de franchir la frontière d'un pays de l'UE sans visa (Ibid). Quelques accords sur le petit trafic frontalier sont déjà entrés en vigueur entre la Hongrie-Ukraine, Slovaquie-Ukraine et Pologne-Ukraine et d'autres pays; Roumanie-Ukraine et Pologne-Biélorussie.

Les mesures frontalières appliquées par l'UE et les États membres sont plus souples que les règlements le laissent croire en raison de la formation d'espaces de liberté aux frontières. Ces ententes montrent que les pays d'Europe centrale réussissent à conserver leurs relations traditionnelles avec leurs voisins en Europe de l'Est, malgré leur adhésion à l'UE. Dans plusieurs cas, les individus provenant de ces pays continuent de traverser les frontières de leur pays malgré les nouveaux règlements frontaliers, en profitant de ces espaces de libre circulation. Toutefois, ces espaces touchent une catégorie spécifique de personnes, que l'UE permet de traverser librement, ce qui n'est pas le cas pour tous les individus qui souhaitent passer à ces frontières.

Des problèmes de coordination aux frontières

Malgré le développement de plusieurs ententes entre les États d'Europe centrale et d'Europe de l'Est, le nouveau contexte aux frontières externes de l'UE révèle des problèmes de coordination et de coopération, qui sont des concepts pratiquement inexistantes entre les États d'Europe centrale et l'Ukraine. Les informations et infrastructures ne sont pas reliées, alors que les mouvements aux frontières sont nombreux pour les structures en place. Entre la Slovaquie et l'Ukraine, par exemple, les frontières sont conçues pour accueillir environ 200 demandes par jour alors qu'elles en reçoivent parfois 1000 (Buzalka et Benč, 2007: 12). De plus, le bilan n'est pas plus positif en Pologne. Bien que la coopération policière aux frontières de l'Ukraine a été imposée par l'UE comme condition à l'adhésion, dans les faits, la sécurisation des frontières est difficile à mettre en place, faute de matériel et de formation des agents.

Dans les pratiques, il y a encore beaucoup de corruption et d'inégalité aux frontières de l'UE. Plusieurs pots-de-vin sont offerts aux gardes frontaliers par les voyageurs. Il est connu parmi les Slovaques que les agents des douanes ukrainiennes acceptent et demandent des montants d'argent pour laisser passer plus rapidement les voyageurs dans la zone frontalière. J'expliquerai dans l'analyse des données, comment les commerçants en navette s'y prennent pour circuler et apporter leur matériel avec eux à travers les frontières, et ce, sous les yeux des gardes frontaliers.

La coopération transfrontalière entre les États d'Europe centrale et orientale

Des accords bilatéraux sur la coopération transfrontalière existent entre l'Ukraine et les États d'Europe centrale, considérés bénéfiques pour le développement régional et ces accords touchent aussi à d'autres domaines que le trafic frontalier. Les coopérations frontalières en Europe centrale orientale sont surtout régionales, comme entre l'ouest de l'Ukraine (Transcarpatie) et l'est de la Slovaquie. Ces régions partagent des intérêts économiques semblables et bien qu'elles soient séparées par des régimes politiques différents, certaines zones sont très proches économiquement. D'ailleurs, l'est de la Slovaquie est beaucoup plus pauvre que le reste du pays. C'est pourquoi les ententes bilatérales sur le trafic frontalier se concentrent sur la coopération

économique et transfrontalière, afin de participer au développement de cette région ou de permettre aux gens y habitant, de poursuivre leur activité commerciale. D'un point de vue politique, cela signifie plus largement un rapprochement entre la Slovaquie et l'Ukraine, malgré la frontière séparant l'UE de l'Europe de l'Est.

D'autre part, dès l'introduction de visas pour pays de l'ex-URSS en 2000, la Pologne a résisté afin de repousser l'échéance pour l'Ukraine, de peur de nuire aux relations de proximité entre les deux pays. Le visa pour l'Ukraine a finalement été introduit en 2007. Plusieurs autres mesures plus sévères aux voyageurs en provenance de l'est de la frontière ont été instaurées avec l'élargissement européen, tels les permis de résidence permanente, qui sont plus difficiles à obtenir depuis 2004 car les demandeurs doivent préalablement avoir reçu un permis de résidence de cinq ans et prouver avoir les ressources financières suffisantes.

Les règlements d'immigration ont été accompagnées de plusieurs exceptions pour certains groupes de personnes. En Pologne, depuis 2004, l'accès au marché du travail s'est assoupli pour les détenteurs légaux des suspensions temporaires de déportation, les conjoints étrangers de Polonais, les réfugiés reconnus et pour les demandeurs d'asile dont les documents n'ont pas pu être traités dans un délai d'un an (Focus Migration, 2010). Afin de pouvoir s'installer en Pologne pour une longue durée, cela exige une carte de séjour ou une autorisation de résidence permanente. «La première carte est donnée à tous les résidents étrangers qui peuvent présenter une bonne raison pour résider en Pologne pendant plus de six mois. Il s'agit principalement des travailleurs ayant déjà été embauchés par un employeur polonais, des membres de leur famille ou des épouses de citoyens polonais» (Graslin, 2008: 295). Ces permis sont également été attribués à plusieurs étudiants étrangers.

D'autre part, l'accès des étrangers au marché du travail en Pologne a été réformé. Depuis septembre 2006, un règlement autorise les agriculteurs à employer des travailleurs saisonniers en provenance des États de l'Est (Biélorussie, Moldavie, Ukraine et Russie) sans permis de travail. Ceux-ci ne peuvent travailler plus de trois mois pour un séjour de six mois. Ces changements législatifs, engagés et mis en place par le gouvernement polonais, montrent la volonté politique de favoriser l'immigration de la main-d'œuvre, qui répond également aux besoins économiques

du pays. Ensuite, en 2007, la loi sur le rapatriement a été modifiée et ne s'applique plus seulement aux étrangers, mais aussi aux étrangers qui ont le statut de suspensions temporaires de déportation. Ces groupes ont maintenant accès aux mêmes prestations sociales que les citoyens polonais et n'ont plus besoin de permis de travail.

En mars 2008, la Karta Polaka a été créée pour les Polonais ethniques, originaires d'États de l'ancienne Union soviétique (Biélorussie, Estonie, Lituanie, Moldavie, Russie et Ukraine). Ces derniers peuvent obtenir une carte spéciale, leur donnant des avantages lors de leur séjour en Pologne. Le document remplace le visa d'entrée, ce qui facilite les passages frontaliers fréquents et leur permet d'accéder à toute profession juridique sans permis de travail. Pour obtenir cette carte, de nombreuses conditions doivent être remplies, car le gouvernement polonais craint les fraudes d'immigrants irréguliers. D'ailleurs, en 2008, la Pologne a introduit:

[...]une nouvelle loi stipulant que les visas à court terme ne peuvent être donnés qu'une fois pendant un intervalle de six mois, afin de limiter les allers-retours trop rapides de travailleurs ukrainiens illégaux qui se contentaient de passer la frontière pour obtenir un nouveau visa. Cependant, le système des visas polonais restait relativement souple jusqu'à l'accession à Schengen, afin de ne pas trop freiner les mouvements transfrontaliers d'Ukrainiens nécessaires à la bonne marche de l'économie polonaise (Graslin, 2008: 295).

En février 2009, la loi sur l'emploi des étrangers a été modifiée, remplaçant la 'promesse d'embauche' par 'le permis de travail', délivré sur demande de l'employeur (Borzeda, 2010). Un étranger peut désormais déposer une demande de séjour d'un an. La nouvelle loi simplifie l'accès au marché du travail pour certaines catégories d'étrangers. Toutefois, la protection des travailleurs polonais continue d'être une priorité pour le gouvernement. En Pologne, une priorité est accordée aux Polonais ethniques dans les nouveaux règlements d'immigration et dans les deux pays, malgré le renforcement aux frontières orientales et le fait que les passages pour les immigrants irréguliers de l'Est soient plus contrôlés.

En résumé, l'introduction de visa d'entrée en Slovaquie, en Pologne et en Hongrie à l'égard de leurs voisins de l'Est a confirmé l'évolution sécuritaire de l'UE et les responsabilités des États d'Europe centrale dans le resserrement des mesures à leurs frontières extérieures. Toutefois, nous remarquons aussi le développement d'un espace de liberté des États du centre de l'Europe

avec l'introduction de mesures spéciales pour certains immigrants et de règlements bilatéraux avec leurs voisins de l'Est. Ces mesures libérales montrent que les nouveaux États membres, surtout la Pologne, réussissent à protéger leurs intérêts, malgré l'influence de l'Union européenne sur les politiques migratoires.

Conclusion du contexte de la problématique

Bien que la Pologne et la Slovaquie montrent des différences dans leur évolution au sein de l'UE et dans les exceptions et ententes signées avec leurs voisins de l'Est, les règlements appliqués par les deux États montrent leur priorité d'entretenir les relations traditionnelles de bon voisinage à l'Est.

Depuis 2007, il y a une importante modernisation des frontières, mais il y a aussi plus de flexibilité aux frontières entre la Slovaquie et l'Ukraine, montrant qu'il y a encore de la place pour une plus grande ouverture des frontières externes de l'UE. Les pays voisins de l'UE ont maintenant plus de possibilités d'obtenir des visas d'étude de tourisme et de travail de court terme. Nous verrons dans l'analyse des données, que pour plusieurs personnes, les nouvelles mesures introduites par l'UE donnent plusieurs avantages à une certaine catégorie de personnes de se déplacer librement, mais pour d'autres, la situation est inversée. Ces mesures dépendent des suspicions et doutes attribués à certains pays et certaines catégories de personnes, et ce, dans le but d'éviter le risque d'arrivée de migrants non désirés.

Même s'il y a moins de personnes qui tentent de traverser en UE aux frontières terrestres séparant l'Ukraine des États d'Europe centrale, il est intéressant de connaître comment les gens s'adaptent aux nouveaux règlements et quelles sont les stratégies développées par les individus qui ont décidé de continuer de circuler aux frontières soit pour y faire des affaires ou des visites de court terme.

LE CADRE THÉORIQUE ET LA REVUE DE LITTÉRATURE

À la suite de la chute du rideau de fer qui séparait les deux Europe, l'on regardait l'immigration des pays de l'Europe de l'Est vers l'Europe de l'Ouest comme un exode vers de meilleures conditions de vie, mais les types de migrations ont considérablement évolué depuis la fin des années 1990 et la réalité a été bien différente des pronostiques annoncés par les autorités européennes suivant la chute du mur de Berlin. Dans cette section, je passerai en revue les différentes idées concernant l'évolution des formes de migration dans la région européenne. Je porterai une attention particulière sur les diverses formes de passages aux frontières séparant l'Europe de l'Est vers l'Europe centrale depuis les élargissements de l'UE.

Sans faire une analyse comparée de la situation avant et après les élargissements de l'Union européenne de 2004, je propose une analyse de la migration ainsi que de la mobilité de l'Europe de l'Est, dans le contexte de l'application de nouveaux règlements aux frontières de l'UE. Pour mon cadre théorique, je m'inspire d'auteurs qui perçoivent la migration en Europe comme une mobilité et non seulement comme une migration permanente.

Cette approche a été construite suite à une synthèse des hypothèses retenues dans la littérature pour analyser la question de recherche. Les règlements d'immigration appliqués aux frontières par l'Union européenne et les États membres de l'Europe centrale, dans le cadre des élargissements de 2004, ont des conséquences sur les parcours empruntés par les individus en circulation frontalière, sur les statuts demandés et sur les mouvements de mobilité dans cette région, soit les stratégies des individus qui souhaitent traverser les frontières de l'UE.

Ce phénomène relativement nouveau nécessite un cadre d'analyse contextualisé. Ma question de recherche implique la reconnaissance d'une relation entre les restrictions d'ordre politique et les circulations frontalières, mais je considère les concepts de migration et de mobilité comme des phénomènes influencés par plusieurs éléments et facteurs, notamment le contexte politique, les changements structurels de la région étudiée, le déplacement des frontières en Europe de l'Est, les modifications dans le marché de l'emploi, l'évolution du contexte social, économi-

que et politique en UE et surtout, les considérations et perceptions des individus impliqués dans les circulations à ces frontières.

En résumé, bien que ma question peut sembler relever des théories classiques de migration qui perçoivent les déplacements humains comme une réponse à des problèmes socioéconomiques d'un État et une fuite, je me base aussi sur des auteurs qui analysent la migration, puis les différentes formes de mobilité. Les auteurs retenus tentent de déconstruire le phénomène et étudient le problème en intégrant les nouveaux contextes politiques et sociaux des États et de la région est-européenne.

Les formes de migration étudiées porteront davantage sur les démarches non définitives, où l'immigrant conserve des liens avec son pays d'origine même s'il réside, voyage, fait du commerce ou travaille dans un autre pays. Je considère tout de même la mobilité et l'immigration comme cycliques et je ne peux omettre le fait que même dans les courants de la migration permanente, les immigrants qui habitent à l'extérieur depuis une longue période, conservent des liens avec leur pays d'origine et ont souvent l'intention de revenir. Je peux soulever le cas des immigrants Canadiens français vers la Nouvelle Angleterre au 19^e siècle qui revenaient au pays rejoindre leur famille et ce, parfois après une ou plusieurs générations. Plus récemment, c'est le cas de plusieurs travailleurs polonais en Italie, ou de travailleurs ukrainiens en Espagne et au Portugal qui reviennent après plusieurs années passées loin de leur famille. Peu importe la période de temps passée à l'extérieur du pays d'origine, les immigrants peuvent revenir s'installer. Donc, comme dans la mobilité, la migration est cyclique et le retour des immigrants qui ont quitté pour des raisons économiques il y a plusieurs années, peuvent revenir et les cas d'émigrants qui ne reviennent jamais sont bien rares.

L'immigration permanente est encore un phénomène présent dans la région Est-européenne, mais comme je n'ai pas rencontré beaucoup de personnes impliquées dans ce courant migratoire aux frontières terrestres européennes, je me concentre davantage sur la mobilité aux frontières. Je m'intéresse à toutes les personnes qui traversent ou tentent de traverser les frontières et je ne cherche pas à m'insérer directement dans la littérature portant sur les tendances migratoires européennes. Dans les entrevues réalisées, les expériences et moyens mis en place

par les commerçants transfrontaliers pour traverser les frontières ressortent davantage que les autres formes de migration aux frontières, puisque j'ai rencontré plusieurs commerçants effectuant des va et vient fréquents avec leur pays d'origine. Ainsi, cette forme de mobilité ressort davantage dans ce cadre théorique, ainsi que dans l'analyse des résultats.

Les principales théories des auteurs retenus

D'abord, je m'intéresse aux impacts des règlements aux frontières sur les déplacements aux frontières et plus spécifiquement sur les pratiques des personnes circulant entre les frontières de l'Ukraine et des pays voisins de l'UE. Les règlements ne sont pas les seuls à avoir un impact; d'autres facteurs relevés par les auteurs étudiés ont des conséquences importantes sur les déplacements des individus à ces frontières. Ensuite, lors des entretiens réalisés, j'ai pu relever plusieurs autres facteurs non retrouvés dans la littérature. Malgré quelques croyances colportées en Europe, selon lesquelles il y aurait une intensification des déplacements de l'Europe de l'Est vers les États de l'UE, la littérature sur le sujet évoque parfois le contraire. Les tendances de circulation en Europe se modifient, mais les passages aux frontières n'augmentent pas aux frontières terrestres de l'Europe de l'Est et de l'UE et ils sont fortement affectés par les règlements frontaliers mis en place par les institutions de l'UE et des États membres.

Nous serions présentement à une époque où celle-ci apparaît sous de nouvelles formes, avec de nouvelles conséquences, tel que révélé par Portes et DeWind qui regardent l'évolution de la migration depuis les années 1990 (Portes et DeWind, 2007). Comme Wallace le mentionne dans ses travaux, les individus préfèrent aller vivre dans un pays pour une période de court terme, pour aller poursuivre des activités économiques et ensuite revenir dans leur pays d'origine: «[...] *migrants increasingly choose to focus on one particular aim: namely, earning money in the host country and spending it in the home country. Migrants do not have to stay abroad long to realize this aim*» (Wallace, 2002: 607). Les migrations de l'Europe centrale et orientale prennent alors la forme de mouvements circulaires de court terme (2002: 604).

Ces idées rejoignent celles d'Anne DeTinguy, qui affirme qu'en quittant le pays, l'individu montre son insatisfaction, mais il ne s'agit pas nécessairement d'une démarche radicale comme aupara-

vant (DeTinguy, 2004: 13). Cependant, la migration n'est pas immanquablement une rupture radicale ainsi qu'une perte de liens avec le pays de départ (DeTinguy, 2004: 14). En effet, dans la région est-européenne, l'immigrant n'émigre pas pour fuir une situation extrême dans son pays, ou lors de situations de guerre. Les formes de mobilité que j'étudie portent sur les démarches non définitives des individus qui se rendent dans un autre pays, même si sa résidence demeure dans son pays d'origine. Ces personnes en mobilité voyagent pour faire du commerce ou travailler dans un autre pays. Je n'avance pas que cette tendance s'oppose à l'immigration permanente, mais je tente plutôt de montrer que ce type de déplacements est une tendance importante observée suite aux divers déplacements frontaliers des années 1990 et 2000.

Pour Morokvasic, la fin de la Guerre froide a donné lieu à une nouvelle tendance dans les déplacements en Europe, où l'immigrant est toujours en mobilité. «*Rather than relying on transnational net working for improving their condition in the country of their settlement they tend to 'settle within mobility,' staying mobile 'as long as they can' in order to improve or maintain the quality of life at home. Their experience of migration thus becomes their lifestyle, their leaving home and going away, paradoxically, a strategy of staying at home [...]*» (Morokvasic, 2004: 7). Ce qui laisse plus de place au trafic et à la migration de valise, où l'individu augmente ses bénéfices personnels et financiers en se déplaçant pour des périodes très courtes.

De plus, certains auteurs croient que l'immigration n'est pas un phénomène aussi courant et dense que certaines idées dans les pays de l'Ouest le laissent parfois penser à propos des pays plus pauvres. En fait, Sassen montre que la plupart des personnes ne souhaitent pas immigrer et ceux-ci représentent une faible minorité de la population: «*Emigration always encompasses a small share of a country's population. Except for terror-driven refugees, we now know that most people are quite reluctant to leave their home villages or towns*» (Sassen, 2006: 637). Les gens ne se déplacent pas si facilement, la décision ne dépend pas seulement des ressources financières, comme je l'exposerai dans les résultats obtenus en entrevues.

Les politiques de migration ne sont pas nécessairement déterminantes dans les décisions des personnes qui s'engagent dans un processus migratoire. Ceux-ci ne considèrent pas toujours la réglementation en place lors de leur prise de décision de traverser les frontières. Pour Wihtol de

Wenden, les flux migratoires sont un processus lent et continu, faiblement affecté par les politiques dissuasives de contrôle des frontières (Wihtol de Wenden, 2001: 78). D'après cette auteure, il y a des changements dans la mobilité des voyageurs transfrontaliers et des changements dans leurs stratégies collectives; Les flux relèvent de plus en plus de filières organisées, ou plutôt de réseaux d'immigrants, mais les restrictions à l'immigration de l'Union européenne ont peu de conséquences sur les mouvements des individus en déplacement. C'est-à-dire qu'elle assume qu'il y a une certaine autonomie des flux par rapport aux politiques dissuasives de maîtrise des frontières, puisqu'il y a une persistance de l'immigration clandestine, la poursuite de groupement familial et des gens à forte mobilité.

Cette idée, de la faible influence des politiques sur les migrations, n'est pas partagée par tous et certains croient d'ailleurs que les politiques ont beaucoup d'effet sur les décisions individuelles. Wallace croit plutôt que les restrictions migratoires de l'Union européenne sont de plus en plus sévères envers les immigrants, rendant ainsi le processus de demande d'immigration permanente plus difficile. Il y a donc davantage de risques que leur demande d'immigration soit refusée et cela affecte leur désir d'appliquer pour immigrer en UE. De plus, ces restrictions s'encrent dans l'acquis communautaire entre les États membres de l'Europe élargie; où les restrictions sont appliquées de manière uniforme par tous les États (Wallace, 2002: 603).

Ces politiques affecteraient-elles seulement les demandes d'immigration permanente? Pour sa part, Massey remarque que les restrictions à l'immigration en Europe favorisent l'arrivée des immigrants travailleurs pour une période de court terme, le temps d'un contrat saisonnier et encouragent leur retour dans leur pays natal, avec l'argent amassé. Cela découle d'un paradoxe postmoderne pour l'auteur: Plus les mouvements de population se diversifient plus le nombre d'immigrants des pays en développement vers les pays développés augmente, mais ceux-ci répondent en érigeant davantage de restrictions aux nouveaux arrivants (Massey, 1999: 312).

D'ailleurs, les auteurs Didier Bigo et Elspeth Guild évoquent dans leurs travaux, la faiblesse des États sur le contrôle des circulations. Selon eux, les États réagissent en contrôlant ce qu'ils peuvent; les frontières de leur territoire et que la coopération policière européenne se fait en réseau et à distance. Bigo et Guild croient qu'une nouvelle stratégie est mise en place par les

États européens: «La frontière comme une ligne de partage entre des États souverains disparaît au profit d'une conception en termes de front, comme zone de souveraineté partagée, où les contrôles ne sont plus forcément réalisés par des autorités nationales, mais par des autorités étrangères ou des compagnies privées, et une conception à ces contrôles touchent de moins en moins tout le monde pour s'appesantir uniquement sur certaines minorités» (Bigo et Guild, 2003 [En ligne]). Ces logiques de contrôle et de surveillance n'ont plus de lieu fixe.

Lors de mes entrevues, j'ai réalisé que malgré la surveillance des frontières européennes et de l'organisation accrue aux postes frontaliers, la surveillance des migrations et des individus a également lieu sur le territoire des États et à travers les services gouvernementaux. Les contrôles aux frontières deviennent maintenant davantage une surveillance individualisée, où les dossiers de chaque individu sont examinés à la loupe selon leur pays d'origine, et ce, parfois même avant qu'il effectue leurs déplacements. Guild et Bigo ajoutent que dans ce contexte en changement, le rôle de la frontière est touchée: «Elle est alors activée en termes de surveillance et de contrôle différemment selon les individus en jeu, selon leur 'profil de risque', car elle vise à protéger la souveraineté des identités en discriminant des 'indésirables'» (Bigo et Guild, 2003 [En ligne]).

La croissance des filières d'immigration, légales et illégales, est également une nouvelle dynamique de la mobilité, liée au transfert de la gestion de l'immigration des États aux institutions transnationales. Castles pense que la migration illégale continue de croître, malgré les efforts des États et organes supranationaux pour l'arrêter «*Paradoxically, the ability to control migration has shrunk as the desire to do so has increased*» (Castles dans Portes et DeWind, 2007: 29). Au contraire des conclusions de Castles, je crois que les restrictions à l'immigration et les règlements plus sévères aux frontières contribuent à la diminution de l'immigration illégale aux frontières de l'Union européenne. Toutefois, il y a aussi d'autres facteurs reliés à cette problématique ou influencés par les règlements, qui seront développés dans l'analyse.

La mobilité ne serait pas liée à la proximité, mais à la banalisation de la frontière. Pour Anne De Tinguy, la capacité de traverser facilement les frontières favorisait la mobilité (De Tinguy, 2004: 123). Elle affirme qu'il y a aussi un changement dans la perception des frontières en Europe, qui sont de plus en plus perçues comme des espaces de circulation et de franchissement, plutôt

que des frontières fermées (2004: 80). Simonyi et Pisano parlent plutôt des liens créés aux frontières, auxquelles des espaces de liberté sont construites par les gens qui y traversent. L'idée de forteresse de la frontière perd donc de son sens et ce, surtout pour les individus qui habitent près de ces frontières et qui redéfinissent la signification sociale des frontières européennes (Simonyi and Pisano dans Debardeleben and Hurrelmann, 2011). Durant les instants d'échanges aux frontières, celles-ci ne représentent plus une barrière, mais signifient plutôt une connection entre les personnes, les territoires et les systèmes de chaque côté.

Ceci rejoint aussi les idées de l'auteure Joan Debardeleben, qui croit que les nouvelles frontières est-européennes formeraient une zone de contact entre les régions d'Europe, plutôt qu'un mur de séparation (Debardeleben, 2005). C'est-à-dire que les gens seraient plus attirés à se déplacer entre les États lorsque leurs frontières sont moins protégées. Ceci est peut-être le cas entre les pays de l'Union européenne, mais ne s'applique pas pour toutes les personnes qui traversent les frontières séparant l'Europe de l'Est et la région de l'Union. Les frontières externes de l'Union européenne sont plus protégées et les gens qui y traversent le plus sont ceux qui habitent plus près de ces frontières. Par exemple les Ukrainiens vont beaucoup plus en Pologne, en Slovaquie et en Hongrie que les Européens de l'Union, pour qui il est plus facile de se rendre dans ces pays.

Comme le prouvent Benc et Buzalka à partir de leurs entretiens réalisés aux frontières séparant la Slovaquie et l'Ukraine, plus de la moitié de ceux qui traversent les frontières de l'Ukraine à l'UE se retrouvent dans un voisinage près de la frontière (51% des personnes vivent à 50 km de la frontière, 28% ne vivent pas plus loin que 100 km). Ces chiffres montrent que 80% des voyageurs habitent dans la région frontalière (Benc et Buzalka, 2007: 4). J'ai obtenu des résultats semblables en entrevues.

Ces nouvelles formes de migration et de mobilité reflètent aussi les nouvelles formes d'appartenance face aux frontières. La frontière est toujours sujette aux changements de perception. Pour Bigo, la notion de frontière se détache du territoire au sens où elle n'en est plus la borne, la limite, l'enveloppe (Bigo et Guild, 2003 [En ligne]). Pour De Tinguy, l'Europe se recoupe et les frontières sont maintenant perçues à l'est comme des espaces de circulation et de mobilité. Ce-

la pose cependant un problème lorsqu'une séparation identitaire se crée entre l'Est et l'Ouest, où se sépare l'Union européenne des États de l'Est qui ne font pas partie de l'Union. À la lumière de ces propositions, il semble qu'une nouvelle appartenance transnationale se formerait dans la mobilité, où l'individu n'est plus nécessairement attaché à un État limité par des frontières. Cette identité serait malléable, comme les frontières dans cette région; Cette identité peut se construire par rapport à ses voisins directs et aux relations entre celles-ci, où par leurs différences (Debardeleben, 2005: 5-6). Bigo et Guild croient aussi que les frontières participent à cette construction identitaire en Europe: «*European Union is (re) inventing this kind of belonging and differentiation with the others where the limits of the territory are less and less relevant in terms of identity*» (Bigo and Guild, 2005: 52).

Je combinerai ces différentes propositions et au cours de mon analyse, je m'attacherai davantage aux processus de mobilité, liés en grande partie au trafic frontalier, puisque ces pratiques ont également été les plus observées aux frontières où j'ai réalisé mes entretiens et rejoignent les courants décrits dans la littérature consultée.

Les Éléments de la littérature considérés pour mon cadre conceptuel

Les approches classiques

Plusieurs auteurs dont je m'inspire voient les tendances migratoires dans le contexte des changements structurels et logistiques de la région (Bigo et Guild, 2003, Iglicka, 1999, Morokvasic, 2004, Wallace, 2002). Wallace, qui synthétise bien l'ensemble des idées des auteurs que je retiens, affirme que les théories classiques de migration ne peuvent désormais plus s'appliquer à l'étude des mouvements migratoires et de la mobilité de l'Europe de l'Est vers l'Europe de l'Ouest, puisqu'elles ne prennent pas en compte ces bouleversements. Les théories classiques de la migration sont entrées dans des concepts qui ont maintenant changé. Les individus ne sont pas rationnels lorsqu'ils font un calcul coûts bénéfices face à l'immigration. Ils prendront une décision selon leur bien être personnel, mais il y a bien d'autres facteurs à prendre en compte. Certes, les analyses classiques sont encore utilisées et parfois pertinentes, mais elles ne sont pas complètes pour notre problématique et pour les frontières étudiées. Bien qu'une ap-

proche sociologique de la théorie des systèmes regarde pourquoi les personnes se déplacent et migrent; d'après les différences de salaires par exemple (Massey, 1998), mais celle-ci ne porte pas attention au rôle des frontières et à leurs impacts sur les immigrants.

Si ces théories économique et sociologique pouvaient expliquer le phénomène des déplacements en Europe de l'Est, alors il y aurait eu une immigration beaucoup plus forte des pays de l'ancien bloc communiste à la suite de son effondrement, puisque les individus des pays de l'Est auraient immédiatement quitté vers de meilleurs salaires et conditions de vie. De surcroît, ces théories classiques n'expliquent pas la migration comme une pratique; c'est-à-dire que dans cette recherche, je m'intéresse au processus de migration, aux individus en mobilité et non seulement aux immigrants arrivés dans le pays d'accueil. Ces théories ne portent pas leur attention sur la migration comme processus, mais plutôt comme solution ou résultat. Elles ne permettraient pas de comprendre pourquoi les individus mettent en place de nouvelles stratégies pour se déplacer à travers les frontières, s'ils doivent ensuite revenir le lendemain et pourquoi ils effectuent des voyages de court terme. Les routes traditionnelles des immigrants sont modifiées, comme les motifs.

Wallace propose de prendre en compte d'autres facteurs rejoignant des analyses macro et micro du problème, pour comprendre les liens entre les acteurs individuels et les forces structurantes; elle étudie le rôle de l'État, le rôle des institutions, des politiques supranationales, des réseaux, des communications, etc. Pour ma part, je me concentre beaucoup sur le niveau micro et ensuite je tenterai de faire un lien avec les décisions politiques et les règlements frontaliers mis en place. Je montrerai également la relation entre ces deux niveaux d'analyse proposés par Wallace.

Cette analyse me permettra d'étudier la question de recherche de manière contextualisée. En établissant des liens entre les changements dans les régimes politiques, économiques, les différences entre les régions étudiées, la configuration des frontières, les pratiques de déplacement transfrontalier et les réseaux d'immigrants typiques à la région est-européenne. Je pourrai ainsi percevoir ma problématique de manière complète, en oubliant aucun aspect pouvant influencer les résultats de recherche.

Avec l'analyse micro, je regarderai comment les choix individuels sont affectés par les règlements mis en place aux frontières. Dans cette approche globale, je chercherai à comprendre comment des changements à l'échelle transnationale et nationale, mais aussi les constructions sociales et politiques de la frontière en Europe centrale, influencent le niveau micro. Par exemple, de nouveaux types de migrations sont observés aux frontières est-européennes depuis l'établissement de nouveaux règlements. La croissance des réseaux d'immigrants et les progrès dans les modes de communication et de transport en Europe centrale et orientale favorisent aussi la mobilité des gens qui habitent près des frontières. Ceux-ci évoluent maintenant dans des conditions différentes.

Les pratiques de migration se diversifient, telles les pratiques des individus

Je reconnais la diversité des tendances de déplacement sur le continent européen et je ne m'arrête pas sur un type de migration en particulier pour faire des généralisations. Les auteurs étudiés mentionnent les récentes transformations dans les courants migratoires. Withol de Wenden avance qu'en Europe, nous assistons à une diversification des nationalismes et des types de migrations. Les pays de départ n'auraient plus de lien antérieur avec le pays de destination. Il y a aussi une multiplication de canaux empruntés. Elle observe une certaine régionalisation des flux et une absence de causalité directe entre la densité de population, la pauvreté, la démographie dans les pays de départ et la migration (Withol de Wenden, 2001: 14). Ensuite, les auteurs Krystyna Iglicka et Keith Sword pensent que la réalité de la migration de l'Europe de l'Est vers l'Ouest est beaucoup plus complexe qu'un simple mouvement vers l'Ouest. Le caractère de la circulation change et les motifs aussi, qui deviennent beaucoup plus individuels qu'auparavant (Iglicka and Sword, 1999). Ces nouvelles pratiques révèlent le caractère transnational des mouvements de mobilité. Ces personnes deviennent plus transnationaux, c'est-à-dire qu'ils entretiennent plusieurs liens avec différentes sociétés et origines à la fois.

Il y a certes une diversification des mouvements qui sont de plus en plus difficiles à définir et à suivre selon les pratiques observées à la fin des années 1980: «*Movement and attachment is not linear or sequential but capable of rotating back and forth and changing direction over time*» (Levitt et Glick Schiller, 2007: 190). Certains auteurs croient aussi que les individus qui mi-

grent ne résident plus seulement sur un territoire ou dans un État spécifique (Hollifield dans Portes et DeWind, 2007). Ce transnationalisme contemporain a aussi donné lieu à l'apparition de nouveaux types d'individus en mobilité, par exemple les petits commerçants de valise, qui traversent les frontières pour y acheter et vendre du matériel en prenant avantage des différences de prix entre les frontières.

Pour certains, l'ampleur de la migration transnationale est un nouveau phénomène et pour d'autres, il partage des similarités avec des incarnations qui ont déjà été défendues. Toutefois, les mouvements de mobilité ne sont pas en soit nouveau, mais ce qui est nouveau dans le transnationalisme contemporain est l'échelle, la diversité, la densité et la régularité de ces mouvements et des conséquences sociales économiques (Zhou dans Portes et DeWind, 2007: 233). En outre, il est aussi possible que la compréhension et l'étude de ces mouvements évoluent en fonction des méthodes de recherche académiques, mais que les changements ne soient pas si marqués en réalité. C'est pourquoi ma recherche de terrain pourra aussi indiquer l'évolution des pratiques et tendances de la mobilité, qui sinon, seraient invisibles si je n'avais que consulté la littérature.

Le terme transnational est souvent utilisé pour parler des flux entre frontières. Toutefois, la transnationalité n'est pas l'équivalent de la mondialisation et certains mouvements transnationaux sont locaux. Les personnes peuvent traverser une frontière tout en demeurant dans la même région. De plus, ces mouvements transnationaux ne sont pas nécessairement l'équivalent de la migration: «Ils sont un mode de vie, l'émanation d'un nomadisme refoulé par les États territoriaux. Les activités transfrontalières couvrent davantage qu'un mouvement unilatéral vers un pays pour s'installer [...]» (Bigo and Guild, 2005: 58).

Les mouvements migratoires prennent plusieurs formes et les régions ne sont plus divisées comme auparavant. Dans ce nouveau contexte, la perception même de la frontière par les individus évolue depuis la période post-socialiste. D'ailleurs selon Delanty, les zones frontalières de l'Europe sont une périphérie qui peut être vue comme une zone de 're-bordering': «*In the periphery, the relation between the inside and the outside is complex and ambivalent*» (Delanty,

2007 [En ligne]). Les frontières sont fluides, comme les identités dans ces régions et elles changent à travers le temps et les changements politiques.

La frontière n'est pas une délimitation de ce qui est intérieur ou extérieur, mais nous indique plutôt que la perception de ce qui est intérieur ou à l'extérieur varie d'après la position à partir de laquelle on observe la frontière. J'exposerai plus loin que pour les petits commerçants d'Europe de l'Est, les frontières de l'UE à partir de l'Ukraine ne signifient pas une frontière fermée infranchissable, mais une zone de passage, favorable pour les échanges et les opportunités d'affaires.

Externalisation de la surveillance des frontières

La migration est souvent perçue souvent comme un processus autonome par rapport aux politiques, ce qui représente aussi un problème d'un manque de contrôle des États sur les migrations, lorsqu'elles traversent les bornes étatiques. Puisqu'un nombre croissant de processus se déroule à travers les frontières et devient transnational, les gouvernements sont désavantagés à relever certains des problèmes de manière unilatérale. Il devient impératif de repenser le rôle de l'État à réguler les flux migratoires.

Le contrôle des transfrontaliers fait de plus en plus l'objet de négociations avec les pays voisins de l'Union européenne, déplaçant la surveillance des frontières vers le Sud et l'Est (Wallace and Stola, 2001; Lamalle, 2007). Ceci entre dans le contexte du déplacement des murs de l'Europe à l'Est. Les frontières des pays qui font partie de l'espace Schengen bénéficient d'une protection non seulement de l'Union européenne, mais également extérieure, car elles reçoivent la coopération des pays tiers. Selon Morice et Rodier, l'externalisation consiste en la mise en place d'un dispositif souple, toujours un peu plus éloigné des frontières. On assiste à une délocalisation des contrôles et à la sous-traitance de la lutte contre l'immigration illégale (Morice et Rodier, 2010 [En ligne]). En fait, ils défendent que les accords d'immigration de l'UE avec les pays tiers ont été élaborés par les organes centraux de l'UE afin de servir la lutte contre l'immigration illégale en direction ainsi qu'à l'intérieur de l'Union européenne.

L'instrumentalisation par l'Union du partenariat avec les pays tiers affecte les flux migratoires de ceux qui ne souhaitaient pas particulièrement se rendre en Europe, puisque cette externalisation de la surveillance et du contrôle des déplacements européens a lieu à l'extérieur des pays de l'espace Schengen et s'applique à tous les personnes étant soupçonnées de vouloir entrer en UE.

L'externalisation des frontières est un changement majeur qui s'est produit dans le cadre de la construction européenne et des élargissements. D'après Bigo et Guild, l'externalisation du contrôle, ou le «*remote policing*» comme les auteurs le nomme, sous-traite les procédures de contrôle aux administrations, forces de police et douanes des pays tiers (Bigo et Guild, 2003 [En ligne]). L'idée de l'Union européenne se résumait au contrôle des frontières comme moyen d'arrêter la migration illégale, mais visait aussi à avoir des impacts à une plus petite échelle et à toucher les sentiments des individus.

Ce contrôle est un moyen de construire une identité partagée entre les Européens, qui perçoivent tous le même danger aux frontières. «*They have (in) securitized the freedom of movement of the individuals and tried to cope with the uncertainty of frontiers by displacing the controls both within and beyond the frontiers. Thus, they entered into competition for responsibility and for legitimization of these controls by means of a general discourse concerning freedom of movement of individuals*» (Bigo et Guild, 2005: 62). De cette manière, les individus partagent un sentiment commun, mais d'un autre côté, cela provoque l'exclusion de plusieurs autres, qui ne se retrouvent pas à l'intérieur des frontières, donc qui pourraient être soupçonnés.

Les relations inégales dans la migration

Le désir de migration est issu de décisions individuelles, sur lesquelles l'État a peu d'influence et les politiques encore moins. Sassen croit que ce n'est pas dû au contrôle des États aux frontières, que l'invasion d'immigrants des pays plus pauvres en Europe n'a pas eu lieu telles que les craintes l'annonçaient. L'auteure remet en question l'efficacité des mesures politiques et ajoute que les flux migratoires avaient lieu bien avant que les décisions des administrations d'État soient effectives. Ces allégations me permettent entre autre de percevoir d'autres facteurs im-

pliqués dans les décisions des individus pour immigrer, accompagnant les effets des règlements mis en place aux frontières.

Les gens veulent beaucoup moins immigrer que nous le croyons et les politiques mises en place pour contrôler les flux de migration ont peu d'effet: *«There are individuals and groups who are determined to come (pent-up demand) and will come no matter what. But this is not the typical case. There is a grey area of potential emigrants who may or may not leave, depending on pull factors; but the vast majority of people in a poor country are not likely to consider emigration»* (Sassen, 2006: 639). Même si le désir de se déplacer et d'immigrer est issu de réactions personnelles, le droit de se déplacer librement est encore sous un certain contrôle des États et n'est pas appliqué de manière égalitaire pour tous les individus.

Je montrerai que la circulation est différente pour les différentes catégories de personnes, d'après les décisions des autorités étatiques: *«The right to move for economic gain, however, whether in the form of goods, capital, services or persons, in a globalising world is increasingly limited to those who are already economically advantaged»* (Bigo and Guild, 2005: 14). La libre circulation ne se vit pas de la même manière pour tous les individus et selon les classes sociales.

D'ailleurs, l'attribution du visa Schengen repose sur des critères strictes et surtout sur l'évaluation des ressources financières. Si un individu est vu comme un risque pour l'Union européenne ou qu'il est soupçonné de demeurer au pays de manière non régulière, le visa n'est pas attribué. *«The treatment of persons in European Community law varies depending on the nationality of the individual and whether or not a free movement right has been exercised»* (Bigo and Guild, 2005: 16). Les personnes définies comme non voulues, ou les exclus ont moins de chance d'obtenir un visa et de se déplacer librement. Le régime des visas est l'instrument de base du contrôle des migrations. Je prends également en compte la contribution des relations avec les pays voisins dans les facteurs pouvant influencer les décisions politiques touchant aux règlements frontaliers et autres restrictions à l'immigration.

La construction d'une nouvelle zone en Europe centrale?

Plusieurs considèrent la région étudiée, l'Europe centrale et l'Ukraine, comme une nouvelle zone tampon, créée par les entités étatiques pour protéger et contrôler le déplacement des individus dans la région (Hollifield dans Portes et DeWind, 2007, Phuong, 2003, Collinson, 1996, Morokvasic, 2004, Wallace, 2002). Tel que mentionné plus haut, les règlements d'immigration mis en place aux frontières de cette zone répondent en partie aux intérêts de l'Union européenne, qui cherche à protéger ses frontières extérieures.

D'une part, j'aborde une approche constructiviste pour comprendre la formation de ces États en tant que zone tampon. Les frontières qui séparent l'Ukraine de la Pologne et de la Slovaquie, étaient devenues une zone tampon en partie à la suite des recours l'UE et des États de l'Europe de l'Ouest. L'Europe centrale désignait au cours des années 1990, une zone de transit pour les immigrants de l'Est qui souhaitent passer à l'Ouest et à la fois une zone de contrôle pour les États qui surveillent le trafic frontalier régulier et irrégulier. Toutefois, bien que cette crainte ne s'est jamais avérée réelle, puisque l'invasion d'immigrants des pays de l'Est ne s'est jamais produit, cette idée ne tient désormais plus depuis les années 2000.

Les entretiens ont révélé que la plupart des personnes ne se rendent pas en Ukraine pour traverser à l'Ouest. Les frontières apparaissent infranchissables de manière irrégulière en raison de leur organisation et de leur surveillance accrues. Le peu d'individus qui sont irréguliers sont rapidement arrêtés et apportés dans les centres de détention, et ce, avant même de traverser les frontières, mais plutôt sur les territoires nationaux de l'Ukraine et de la Russie. Depuis l'application de règlements plus sévères aux frontières, j'ai même appris que les individus ne souhaitent pas fuir de cette façon. L'Europe centrale n'est pas une zone de transit pour les passages vers l'ouest et les raisons de la diminution de passages en Europe centrale.

Les nouveaux règlements d'immigration aux frontières de l'Europe, ainsi que les craintes exprimées face à l'immigration illégale contribuent à alimenter une fausse perception de l'Europe centrale comme une zone tampon. Les frontières entre l'Ukraine, la Pologne et la Slovaquie présentent pour plusieurs acteurs étatiques une zone de filtration pour le trafic entre les États

d'Europe orientale et occidentale. Elle est soumise à plusieurs pressions de la part des États d'Europe de l'Ouest et de l'UE pour renforcer la sécurité et la surveillance. Cela explique aussi les efforts consacrés par l'UE et des nouveaux États de l'union pour la protection de leurs frontières orientales. Cette zone signifie une frontière construite par l'Union européenne, pour diviser les États de l'Est et leurs menaces perçues; tels les immigrants illégaux et les trafics. Cette zone est également une construction sociale et politique, puisque l'Europe de l'Est est soumise à plusieurs stéréotypes, craintes et stigmatisations présentes dans les États de l'UE (Wallace, 2002: 78). Comme le mentionnent Bigo et Guild, «*The notion of border is very often considered a materialized line between two spaces. Borders are associated with differentiation between inside and outside, with control of who crosses the line*» (Bigo et Guild, 2005: 52). Cela rappelle que la frontière est une institution et non un résultat.

Construction et déconstruction

Mon approche se rapproche sensiblement de celles de Simonyi et de Pisano et de Zhurzhenko, qui prennent en considération un nombre optimum de facteurs en jeu pour estimer l'effet des frontières sur les personnes qui y traversent. Le nouveau contexte de la mobilité en Europe découle en partie des transformations aux frontières en l'Europe de l'Est. Je considère cette réalité dans mon analyse pour comprendre les conséquences de ces changements sur les mouvements migratoires, mais également sur les règlements à l'immigration. Je m'inspire du cadre théorique des travaux de Zhurzhenko concernant les ententes de coopération transfrontalière en Europe de l'Est, en considérant deux tendances de transformation des frontières, qui semblent contradictoires d'après l'auteure; soit une «construction» et une «déconstruction» (Zhurzhenko, 2004: 208). Je devrai également évoquer ces tendances en percevant l'édification des nouvelles restrictions d'immigration comme un processus de construction: De nouveaux passages transfrontaliers en Europe de l'Est sont créés en partie par l'État et ses empreintes sur le cadre social, et qui s'étendent jusque sur les comportements des individus en circulation. Ainsi, de nouveaux types de migrations et de mobilité sont observés, de nouvelles ententes de coopération entre les États de l'Europe de l'Est et de l'UE sont conclues pour intervenir envers ce problème identifié par les États et enfin, les politiques frontalières sont incorporées aux politiques nationales des États de l'UE. La question doit pareillement être étudiée d'après une démarche de décons-

Laurence Couture Gagnon

truction: Ces nouveaux règlements européens à l'immigration contribuent à creuser les différences entre les États de l'UE et les autres États européens, en l'occurrence l'Ukraine, provoquant une réinterprétation des différences régionales ainsi que des flux migratoires dans la région. Cela peut même créer une séparation identitaire entre les régions du continent.

Pour leur part, Simonyi et Pisano évoquent le paradoxe des frontières, puisque pour certains elles apparaissent poreuses, floues et fragmentées, où elles sont une occasion d'échanger des idées, de la marchandise et d'établir des interactions interpersonnelles. Alors qu'à la base, la frontière devait être un concept de surveillance, *«This paradox is reproduced constantly, as people and goods flow over the heavily guarded border into Ukraine. For, as we have argued, physical demarcation between the two worlds does not follow a straight line. Rather, the border transcends the state boundary, reconfiguring social relationships and communities through commodity exchange»* (Simonyi and Pisano dans Debardeleben and Hurrelmann, 2011: 26). La frontière apparaît donc sous plusieurs couches et formes différentes, dépendamment des liens et connaissances des individus les visitant. *«In other words, in this context, human connection is a byproduct of the surveillance that accompanies commodity exchange; informal networks are made in the border* (Simonyi and Pisano dans Debardeleben and Hurrelmann, 2011: 22). Je considère la perception des gens par rapport aux frontières traversées lors de mes entrevues, en tentant de faire ressortir le paradoxe de la surveillance, accompagné par la création de relations et d'échanges dans ces lieux précis.

Par ailleurs, l'étude du phénomène dans le contexte de la construction européenne nécessite aussi une approche déconstructiviste par rapport aux discours officiels. D'abord, il y a un problème analytique, lorsque les acteurs politiques sont souvent résistants à déclarer leurs véritables objectifs, de peur de provoquer l'opposition. L'attente d'une vague d'immigration massive des pays d'Europe de l'Est vers les pays de l'Ouest au lendemain de la chute du mur de Berlin, relève surtout des attitudes et jugements normatifs dans les pays de l'Europe occidentale, plutôt qu'une estimation fiable, basée sur des statistiques révélatrices et des informations fiables issues de la littérature, évoquant l'Europe de l'Est comme une zone de départ pour les migrants qui se rendent dans les pays de l'ouest (Iglicka and Sword, 1998: 3). La mise en place de nouveaux règlements visant à contrôler l'immigration de l'Europe de l'Est indique-t-elle une crise de migra-

Laurence Couture Gagnon

tion, tel qu'affichée par les médias et les politiciens, ou s'agit-il davantage d'un résultat d'un changement de perceptions? «*Official rhetoric stresses the desire to manage flows, but the reality seems to contradict this*» (Castles, 2006: 44). La déconstruction des buts officiels s'avère donc nécessaire afin de percevoir les agendas cachés des acteurs politiques (Castles, 2006: 31).

Exclusivement, mon approche ethnographique et mes entrevues en Europe de l'Est me permettront de considérer comment les gens sur place comprennent et estiment leurs propres décisions et non seulement comment la littérature analyse leurs décisions et perçoit l'évolution des migrations en se fondant sur les changements politiques, économiques et sociaux de la région, ainsi que sur les discours des autorités politiques.

Les relations diplomatiques, les contacts entre les différentes institutions gouvernementales et les échanges commerciaux entre l'Union européenne et les pays d'Europe de l'Est, spécialement avec l'Ukraine, augmentent, mais les passages diminuent aux frontières terrestres de ces pays. Les différences se creusent d'une part avec les nouveaux règlements aux frontières externes de l'Union européenne. Cet élément marque le phénomène actuel des circulations en Europe à lumière de ces deux tendances paradoxales de construction et de déconstruction évoquées par Zhurzhenko (Zhurzhenko, 2004, No.1 et No. 2). La migration est la cause et la conséquence du changement politique et économique. Les mobilités en Europe augmentent, mais pour cette recherche, je cherche plutôt à identifier les effets sur les personnes qui traversent les frontières et sur leurs stratégies. Si les frontières sont construites, pour les comprendre, il faut connaître comment elles sont construites et quels en sont les impacts sur les gens qui les traversent.

Certes, il y a des tendances dans les théories classiques qui demeurent encore pertinentes dans l'étude contextualisée des courants migratoires de l'Europe de l'Est; notamment la dépendance structurelle des pays d'immigration et d'émigration dans la continuation des processus de migration une fois établi et l'importance des réseaux d'immigrants dans les pays d'accueil qui motivent l'arrivée de nouveaux immigrants (Castles, 2006; Massey, 1999; Simons, 2002). Les règlements d'immigration sont observés seulement depuis les années 2000 et il s'agit d'une courte durée pour être en mesure de proposer une analyse de leurs effets sur les migrations, alors que les processus de migration en soit ont lieu sur une période de plus long terme, ce qui rend la

tâche encore plus difficile. C'est pourquoi dans cette recherche, je souligne l'importance d'analyser les migrations contemporaines dans le contexte d'une compréhension plus large de la mobilité, en portant attention à toutes ses dynamiques et de la percevoir comme un processus et non comme un événement.

LA MÉTHODOLOGIE

La méthode retenue pour répondre à ma question de recherche est celle de l'ethnographie politique, à travers laquelle j'ai réalisé des entrevues et fait de l'observation participative de court terme pour obtenir des données concernant les stratégies des individus qui souhaitent traverser de l'Europe de l'Est vers l'Europe Centrale à la suite des nouveaux règlements aux frontières externes de l'UE. La technique retenue m'aidera à répondre à ma question de recherche et à relever les stratégies des personnes interrogées.

Cette méthode qualitative est une initiative personnelle choisie consciemment afin de faire ressortir les particularités du problème micro étudié, qui explique les tendances plus générales sur les circulations aux frontières de l'UE. Ce type d'approche est le plus pertinent, puisque les résultats obtenus sont spécifiques aux gens rencontrés lors de leurs déplacements vers l'UE. Ma présence dans la recherche et dans les interactions avec les personnes interrogées ont aussi eu un impact important sur les réponses de celles-ci. Je suis consciente que ma présence même sur le terrain et dans mes questions posées, expose le caractère particulier de cette étude inspirée de l'ethnographie, qui a pu faire ressortir des réponses quant aux stratégies des personnes en mobilité, bien que l'ethnographie peut aussi être utilisé pour identifier des tendances plus générales. Dans l'analyse des entrevues, présentée dans la deuxième partie de cette thèse, la mise en contexte de chaque entretien et mes conclusions montrent l'impact de la présence du chercheur dans la recherche.

L'ethnographie est une méthode essentielle pour révéler des problèmes que des méthodes quantitatives ne pourraient le faire, puisqu'elle met en lumière des problèmes centraux de la vie politique et sociale, en établissant des liens de proximité avec le groupe de personnes étudié. Ma recherche se situe à un niveau micro, car c'est à cette échelle que j'observe les effets des politiques et transformations sociales sur les individus qui traversent les frontières étudiées et que je comprends le sens qu'ils donnent à leurs actions. Ces effets sont souvent non observables à une plus grande échelle, alors que les entrevues et observations me permettent d'étudier un problème en profondeur, qui n'en apparaissait pas un au premier regard. Conséquemment, cette méthode permet de comprendre des phénomènes selon différents points de vue.

Laurence Couture Gagnon

Successivement dans cette section, j'expliquerai mon approche méthodologique ethnographique et le choix de la technique retenue, avant de décrire le déroulement des entretiens et observations réalisés; le choix des personnes sélectionnées en entretiens ainsi que les lieux d'entrevues. Ensuite, je présenterai la méthode ethnographique plus en détails, puis le rôle de l'ethnographie interprétative dans ma recherche et son utilité. J'exposerai par la suite la structure des entrevues, puis les informations recherchées lors de celles-ci. Je terminerai en présentant les portées et limites de la méthode retenue.

D'après ma position épistémologique, les entrevues fournissent des informations sur la perception des gens et me permettent de comprendre des réalités cachées ou masquées par des concepts universels ou encore par des idées préconçues face aux expériences des individus. Je tenterai de déconstruire ces faux universalismes, masquant parfois des croyances d'acteurs dominants. J'entends ici les acteurs qui se retrouvent au centre des décisions des organes de l'UE, des États nationaux et de la mise en place des règlements frontaliers. Parfois, les réalités observées à première vue sont le reflet de structures, de modèles et de normes développés par ces instances de décision. J'accorde une importance marquée pour ces normes, ces modèles, ces structures et l'analyse de ceux-ci m'apporte à une analyse critique et une compréhension scientifique des réponses obtenues en entrevues.

En effet, je ne m'attache pas seulement aux informations factuelles recueillies dans les propos des répondants car dans cette étude, la valeur des informations entendues ne peut pas toujours révéler la signification des expériences pour les individus interrogés. C'est-à-dire que je cherche à savoir comment les individus comprennent leurs déplacements et leurs décisions personnelles et les questions posées vont dans cette direction. Les expériences m'intéressent plus que des informations factuelles, bien que j'ai retenu une part de ce type d'information qui m'a été utile afin de décrire le parcours dans lequel les personnes en mobilité étaient engagées. En fait, je tente de faire la distinction entre les faits, ou plutôt les expériences entendues des répondants et les interprétations que les gens donnent à ces faits, ou expériences. Au début de l'entretien, je leur demandais leur âge, pays d'origine, statut officiel et les documents dont ils disposaient pour traverser les frontières, puis les questions suivantes visaient à comprendre leurs expériences et perceptions.

Au niveau pratique, j'ai interrogé des personnes qui tentent, envisagent ou ont déjà tenté de traverser les frontières séparant l'Ukraine et les États de l'Union européenne. Peu importe le moyen de transport, le statut, la classe sociale, l'âge ou l'origine. Je voulais connaître leurs intentions, pour déterminer qui sont-ils, que veulent-ils et ensuite leurs stratégies. Avant de se rendre en Europe de l'Est, je ne savais pas quel type de courant majeur je trouverais aux frontières. Une fois sur place et dès les premières entrevues, j'ai rapidement réalisé qu'il y a certes un courant majeur et qu'il s'agit de celui des petits commerçants qui traversent les frontières pour une période de court terme pour acheter et vendre du matériel. De plus, toutes les personnes interrogées m'ont dit à quel point la mobilité aux frontières a diminuée depuis les années 1990 et le seul courant qui a survécu à l'application des règlements aux frontières de la Pologne, de la Slovaquie et de la Hongrie, est celui du trafic frontalier.

Étant donné que les informations disponibles dans la littérature et sur les sites Internet officiels d'organisations et des gouvernements ne sont pas assez nombreuses concernant les personnes qui traversent les frontières que j'étudie, il est difficile de se baser seulement sur ces informations pour faire des conclusions de recherche. Je m'intéresse non seulement à la mobilité aux points frontaliers, mais à l'ensemble des catégories de personnes qui traversent les frontières pour se rendre en UE et cela peut comprendre tous les types de circulations frontalières, y compris les courants liés au trafic frontalier. J'ai trouvé très peu d'information écrite attachée à ce phénomène, alors que mes entrevues ont rapportées plusieurs données par rapport aux stratégies et moyens empruntés par les commerçants pour traverser les frontières. Surtout, la littérature ne pouvait m'informer sur les perceptions de ces individus et la manière dont ils comprennent leurs actions. Je suis maintenant en mesure de décrire et d'estimer de manière précise un phénomène, ce que je n'aurais pu faire sans conduire des entrevues et sans l'observation des circulations aux frontières, puis je peux ressortir un sens aux expériences des gens rencontrés pour faire des liens avec les informations recueillies dans la littérature.

Le choix des entrevues

La technique de collecte des informations retenue pour cette thèse est l'entrevue semi-dirigée. J'ai réalisé plus de 25 entretiens entre le 1er juin et le 1er août 2010 dans les pays suivants: Rus-

sie, Ukraine et Pologne avec des personnes qui traversaient les frontières de l'Ukraine vers l'UE, afin de connaître leurs stratégies pour entrer sur le territoire de l'UE depuis l'établissement de nouvelles règles frontalières dans le cadre de l'élargissement de l'UE à 25 membres en 2004.

Les entrevues ont été effectuées dans la langue russe essentiellement, à l'exception d'un seul entretien en anglais, avec le Dr. Pilinski, directeur de l'Institut Kennan à Kiev. Pour l'analyse de cette recherche, j'ai retenu 21 entrevues, en raison de problèmes lors du déroulement de quelques rares entrevues. Certaines entrevues réalisées au marché par exemple ont été trop courtes et n'ont pu répondre au tiers de mes questions. Les réponses étaient incomplètes et je n'ai pu retirer d'élément utile à l'analyse. Dans un autre cas, la personne était en état d'ébriété et je ne peux retenir ses réponses. Enfin, dans un autre cas, la personne interrogée parlait seulement ukrainien et nous avions des problèmes de compréhension: J'ai alors décidé d'interrompre l'entretien après quelques minutes.

Mise à part mon séjour de deux mois en Europe de l'Est dans le cadre de cette étude, j'ai cumulé plusieurs expériences dans cette région pour différentes raisons; j'ai eu l'occasion de faire un an d'étude en Relations internationales dans une université de Moscou, travaillé dans la section immigration de l'ambassade canadienne quelques mois et j'ai aussi visité plusieurs pays de l'ex Union soviétique, dont l'Ukraine à deux reprises. Au total, ces deux ans d'expérience personnelle en Europe de l'Est m'ont permis d'échanger avec les gens de différents milieu et de comprendre leurs 'manières de faire' culturelles, puis de m'intéresser particulièrement à la situation des voyageurs dans cette région. La connaissance de la langue et des échanges interpersonnelles, ainsi que ma connaissance pratique des lieux (moyens de transport, instituts et organisations dans le domaine des migrations) ont facilité la réalisation des mes entrevues et observations.

De plus, la langue n'a pas été un problème lors de mes entrevues, car la plupart des personnes rencontrées aux frontières de l'Ukraine, parlait le russe et comprenaient mes questions, malgré mon accent. Dans plusieurs cas, mon accent me permettait d'attirer davantage d'attention que si l'ukrainien ou le russe étaient ma langue natale. Les personnes portaient alors une oreille attentive à mes propos et me parlaient parfois plus lentement, ou plus fort. Cependant, mon accent leur laissait aussi savoir rapidement que j'étais étrangère et à quelques rares occasions,

provoquait une réaction froide des répondants, interprétée de ma part, laissant croire que je ne pouvais comprendre leur situation.

Comme Allina-Pisano le mentionne dans la première partie de son livre *The Post-Soviet Potemkin Village: Politics and Property Rights in the Black Earth*, où elle décrit sa méthodologie lors de ses entrevues ethnographiques en Europe de l'Est, sa position d'étrangère, mélangée avec sa position d'initié ('*insider*'), lui ont permis d'avoir plusieurs perspectives dans la recherche (Allina-Pisano, 2008: xx). La connaissance de la langue russe et de la culture nationale sont des acquis importants pour interragir avec les personnes dans leur milieu, mais aussi pour comprendre leurs expériences, tout en conservant un point d'analyse extérieur. Bref, dans la plupart des cas, le défi de la langue était plutôt positif et résultait d'un intérêt marqué de mon interlocuteur. De mon côté, je m'efforçais plus qu'à l'habitude d'employer un vocabulaire adéquat et d'écouter en profondeur les questions obtenues, peut-être même plus que si j'avais réalisé les entrevues en français, dans ma langue natale.

Je m'intéressais à toutes les personnes en circulation; peu importe leur origine. C'est-à-dire les réfugiés de pays d'Afrique, d'Afghanistan étaient aussi inclus dans ma recherche en Europe de l'Est, puisqu'ils souhaitent ou sont en train de traverser les frontières vers l'UE. Les points frontaliers m'intéressent plus que l'origine des individus interrogés, comme je veux connaître leurs stratégies pour traverser les frontières.

Dans les 21 entrevues retenues, deux entrevues ont eu lieu avec des directeurs d'institut de recherche et d'académie, ainsi que deux avec des coordinateurs d'organisations d'aide aux immigrants. Les autres personnes interrogées étaient des réfugiés, demandeurs d'asile, des travailleurs, des commerçants et des visiteurs. Les commerçants rencontrés étaient souvent des Ukrainiens qui achetaient du matériel en Pologne ou en Slovaquie pour moins cher et allaient ensuite le vendre à leur retour en Ukraine, même si le petit commerce transfrontalier a lieu des deux sens de la frontière et impliquent les personnes originaires des deux pays. Les réfugiés étaient dans la plupart des cas avec leur famille ou seul. Les autres catégories voyageaient soit en groupe, soit seul. Ils se déplaçaient en autobus, à pied, en automobile ou en train. Concernant les commerçants, ils proviennent en grande majorité d'une classe sociale moins fortunée

que la moyenne nationale, il y a autant d'hommes et femmes et ils ont entre 20 et 45 ans. Dans la plupart des cas, ils habitaient dans des villes et villages près des frontières. À l'exception des réfugiés qui n'avaient pas de destination fixe, les commerçants et la plupart des travailleurs se rendaient dans la ville la plus proche de l'autre côté de la frontière. Quelques autres travailleurs rencontrés allaient plus loin dans les grosses villes européennes surtout pour travailler, dont ce travailleur ukrainien de 30 ans qui travaillait dans un hôtel de Versailles, en France, et qui venait souvent visiter sa famille en autobus. L'origine des personnes interrogées ne semblaient pas avoir un effet important sur les stratégies mises en place pour traverser les frontières, mais définissait de quelle catégorie de circulant il s'agissait. Nous verrons que les personnes habitant près des frontières font plus de commerce que les gens qui habitent plus loin des frontières et qui traversent moins souvent. De plus, les intérêts des personnes à se rendre en Europe, soit pour le travail, pour une visite, pour affaires ou pour aller y vivre dépendent souvent de leur origine.

J'ai combiné les entretiens avec l'analyse documentaire pour compléter les informations. J'ai eu recours à l'analyse de contenu comme support aux informations recueillies, mais je m'appuie principalement sur les données recueillies en entretiens pour cette thèse. Il existe plusieurs données concernant les règlements d'immigration et celles-ci sont facilement accessibles dans la littérature et sur les sites officiels de l'UE. Toutefois, les informations touchant aux choix et stratégies des individus pour traverser les frontières sont moins disponibles et souvent, elles ne sont pas spécifiquement liées à mon sujet de recherche et à la région de l'Europe de l'Est. Plusieurs données concernent d'autres régions ou d'autres frontières géographiques.

Mon itinéraire et le déroulement des entrevues

Le fait d'étudier le problème de recherche en contexte permet de faire des distinctions importantes qu'une recherche quantitative sur les courants migratoires aux frontières ne pourrait faire. Une fois aux frontières externes de l'UE, je me suis rapidement rendu compte que la plupart des gens qui traversaient en autobus, en automobile ou à pied aux frontières terrestres séparant l'Ukraine de l'UE étaient davantage des commerçants, que des immigrants permanents. Bien que cela n'indique pas de manière précise les données des tendances migratoires dans la

région, puisque plusieurs traversent aussi en avion, j'ai eu un aperçu des différents individus qui se retrouvent aux frontières. Plusieurs traversaient pour la journée et rentraient dans leur pays le soir venu. Tout comme les travailleurs, les étudiants ou visiteurs qui allaient voir leur famille de l'autre côté de la frontière, la plupart des personnes traversent pour des périodes de court terme. Mon travail ethnographique nous permet maintenant de faire des distinctions entre les types d'individus qui traversent les frontières, mais aussi les différents types de mobilité rencontrés, bien que l'objectif principal était celui de comprendre les comportements et leurs significations pour les personnes aux frontières

Mon itinéraire de travail de terrain s'est concentré en Russie, en Ukraine, en Pologne et en Hongrie. J'ai choisi les villes frontalières en Ukraine pour faire mes entrevues, après les capitales de Moscou et de Kiev. Comme j'avais déjà plusieurs occasions de réaliser des entrevues à Moscou, j'ai commencé mes entretiens dans la capitale russe, pour ensuite prendre le train jusqu'à Kiev, en Ukraine.

J'ai pris contact avec environ 25 personnes sur place. Avant d'arriver en Europe de l'Est, j'avais déjà contacté l'organisation de l'OPORA à Moscou, organisation d'aide aux réfugiés des Nations Unies, et le directeur général, Gezahn Wordofa, devait m'accorder une entrevue à mon arrivée et m'introduire à quelques migrants souhaitant se rendre en Union européenne. Pour la première semaine, je suis arrivée à Moscou, où j'ai conduit mes premières entrevues avec des réfugiés et demandeurs d'asile qui souhaitaient se rendre en UE et avec des membres de l'organisation OPORA, puis j'ai aussi fait de l'observation avec les gens à cet endroit. D'ailleurs, lors de notre visite au service fédéral des migrations de Russie ФМС (*Федеральная Миграционная Служба России*), division Afrique, Afghanistan et Iran, où les nouveaux étrangers appliquent pour un statut de réfugié, j'ai observé et entendu les procédures de demandes de réfugié, la manière dont elle sont reçues et traitées, et comment ces étrangers désirent quitter vers un pays l'ouest, malgré qu'un tel statut ne permet rarement de se déplacer à travers les frontières.

Je me suis ensuite déplacé à Kiev, en Ukraine, où j'ai réalisé une entrevue avec le directeur de l'Institut Kennan, sur les migrations en Ukraine, Yaroslav Pilinski. Quelques jours plus tard, je me suis rendue à l'Ouest du pays, à Lviv; où j'ai fait des entrevues avec des personnes qui se ren-

daient fréquemment travailler en Pologne. J'ai aussi passé quelques temps à la station d'autobus et à la gare de train, pour interroger les personnes en route vers la Pologne, mais aussi pour observer leur départ, leur organisation, leurs pratiques, leurs comportements et de discuter avec eux de la signification qu'elles attachent à leurs passages aux frontières.

J'ai fait le voyage avec un groupe de collègues musiciens en autobus jusqu'à la frontière polonaise, où les autobus s'arrêtent pour prendre des piétons et j'ai discuté avec quelques-uns d'entre eux. J'ai eu l'occasion d'assister à plusieurs conversations et de prendre part à des discussions portant sur les passages aux frontières. Dans les files d'attente, je me suis mise à discuter avec quelques Ukrainiens et ils m'ont ensuite introduit à tout le groupe. Nous sommes allés manger au restaurant du poste de contrôle frontalier, où j'ai eu l'occasion de discuter avec tous les membres du groupe pendant plus d'une heure. J'ai suivi le groupe pour traverser la frontière, qui m'ont expliqué et décrit en détails les procédés et méthodes entre circulants et douaniers. Je reviendrai sur ces méthodes dans la partie analyse. Une fois en Pologne, j'ai visité le marché général, où j'ai pu observer les pratiques des Ukrainiens qui venaient de traverser la frontière avec leur matériel.

Quelques jours plus tard, j'ai traversé de nouveau la frontière de la Pologne à l'Ukraine. J'ai passé une journée à observer les personnes à la gare d'autobus de Przemysl en Pologne avant de prendre l'autobus, car cette station est très bien connue des petits trafiquants et bien organisée pour leur commerce. J'ai observé plus de 20 personnes faisant du trafic de toute sorte et j'ai ensuite pris un autobus vers Lviv avec un groupe de commerçants qui avait soudoyé le chauffeur, ainsi que les caissières de billets de l'autobus, pour apporter leur matériel. Nous avons arrêté plusieurs fois en chemin pour prendre des personnes en Pologne et j'ai assisté à tous les préparatifs en vue de passer les douanes vers l'Ukraine ainsi que leurs discussions avec les agents frontaliers polonais, mais aussi ukrainiens. Ils ont presque tous accepté de répondre à mes questions.

À mon retour à Lviv, j'ai organisé mon départ pour Uzhgorod, en Transcarpathie. À cet endroit, je me suis rendue au centre de la ville, où les marshroutkas (petits autobus) prennent les passagers pour traverser en Slovaquie. J'ai rencontré un contact qui m'a ensuite introduit à plusieurs

personnes qui traversent fréquemment les frontières, soit en Slovaquie et en Hongrie. J'ai aussi visité le consulat slovaque, où les Ukrainiens appliquent pour des visas nationaux et pour des permis de trafic frontalier. J'ai surtout observé l'attente et quelques discussions.

Cinq jours plus tard, j'ai pris la marshroutka pour me rendre à Chop, à la frontière hongroise. J'ai concentré mon étude de terrain à la gare de Chop, où j'ai rencontré quelques personnes qui ont répondu à mes questions. J'ai ensuite traversé en Hongrie, jusqu'à la gare de Zahony avec les personnes qui traversent les frontières pour le travail, les études et les visites. J'ai terminé mes dernières entrevues lors de mon retour à Moscou, où j'ai d'ailleurs rencontré une chercheuse au laboratoire des migrations de l'Académie des sciences de Moscou.

La méthode inspirée de l'ethnographique

Puisque mon projet cherche à comprendre un phénomène particulier encore méconnu et que nous nous attachons à saisir des comportements d'individus impliqués dans une situation de mobilité particulière, les entrevues de recherche nous ont permis d'analyser les discours, en portant attention aux histoires, aux comptes-rendus et aux contextes.

Le travail effectué dans le cadre de cette thèse, inspirée de la méthode ethnographique, m'a donné l'occasion de vivre le sujet de recherche sur place en partageant l'expérience des individus étudiés et à comprendre l'effet des politiques, soit les règlements aux frontières, sur les comportements individuels. Notre approche micro se concentre sur les choix et décisions des individus et je compléterai avec des données secondaires issues des documents officiels et de la littérature. Cette méthode invite à l'induction et l'exercice de comprendre la situation d'un individu, puis d'un autre, me permet ensuite de dégager des généralités dans le phénomène étudié.

Comme définition, la méthode ethnographique dans le contexte des études politiques: «[...] *is used to study culture (meaning systems) or other aspects of the broadly conceived social, such as economy, power (politics), or social structure*» (Kubik dans Edward Schatz, 2009: 30). Selon Schatz, qui prône l'ethnographie comme instrument de connaissance, celle-ci peut être perçue selon deux perspectives qui se complètent souvent: C'est-à-dire l'observation participative et la

sensibilité par rapport au contact (2009: 5). Dans ma recherche de terrain, j'ai combiné l'observation participative et les entrevues, car je crois qu'un ne va sans l'autre pour étudier la mobilité aux frontières de l'UE. J'ai conduit des entrevues avec les personnes qui traversaient à ces frontières, mais j'ai également suivi ces individus dans leurs parcours et observé leurs pratiques, ce que je développerai plus loin.

Mes entretiens de recherche proviennent d'un travail tiré de la méthode ethnographique qui implique la participation active du chercheur. Le travail des ethnographes consiste à se rapprocher des personnes interrogées et à prendre part d'une certaine manière à leurs activités: "*Ethnographers are committed to going out and getting close to the activities and everyday experiences of other people[...]»* (Bayard de Volo and Schatz, 2004: 267). Puisque cette participation nécessite des contacts directs avec les répondants des entrevues, l'ethnographie prend en compte l'engagement émotionnel du chercheur face au répondant dans l'analyse des résultats. Étant donné que ces contacts individuels étaient d'une durée d'environ 45 minutes et parfois plus, la période de temps passé avec les personnes interrogées était souvent trop courte pour parler d'un attachement, avec lequel il est parfois possible d'obtenir des confidences du répondant. Cependant, une certaine sensibilité était aussi souhaitée, puisque je voulais justement aborder les gens de la manière la plus naturelle que possible. L'important, dans cette sensibilité, est d'éviter le jugement et de connaître ma position de chercheur, ce qui donne un plus à la recherche, dans la mesure où j'arrive à comprendre la vie et les choix de l'interlocuteur. Je m'intéressais réellement à ce dernier en tant que sujet d'étude d'un groupe social et à un certain niveau, en tant qu'individu. Tenter d'effacer toute trace de considération serait alors impossible.

J'étais plongée et faisais partie de l'environnement des sujets de recherche. Les entretiens ont eu lieu parfois à la résidence ou dans le moyen de transport du sujet, où je partageais leur expérience. Certes, j'ai eu le temps d'être immergée, puisque je suis restée 2 mois en Europe de l'Est à poursuivre mes recherches. Je cherchais justement à obtenir des réponses de vie personnelle, à connaître l'expérience perçue par les gens, mais non à obtenir des réflexions trop personnelles et hors contexte. J'évitais de cette manière les raisonnements extrapolés qui auraient complexifié mon analyse. Dans la plupart des cas, je me suis concentrée sur leurs parcours migratoires et sur les choix issus de leur vie en mobilité.

Néanmoins, une implication émotionnelle fait partie de la méthode ethnographique. Plusieurs chercheurs se sont intéressés à cet aspect de l'ethnographie et comme le résumait Bayard de Volo et Schatz: «[...] *in other ways letting trust and emotional engagement be of benefit to the research project. In short, ethnographers immerse themselves in their research setting and attune themselves to the daily rhythms of their subjects' existence*» (Bayard de Volo and Schatz, 2004: 267). Comme l'ethnographie veut décrire les comportements d'un groupe de personnes et veut comprendre les effets à une échelle micro des bouleversements sociaux et politiques, cela implique une immersion dans l'expérience vécue par le groupe. Le chercheur s'immerge dans l'environnement du groupe étudié en discutant dans sa langue natale, en prenant part à ses conversations, à ses plaisanteries et à ses traditions. À un moment, cette immersion perd son sens et devient naturelle.

Établir le lien de confiance avec son interlocuteur est bénéfique car le sujet peut se laisser aller, il est plus ouvert aux questions et sent l'importance de son rôle. Un intérêt commun s'établit, tout comme le chercheur devient plus ouvert aux détails des réponses et au discours de l'interlocuteur. Les deux parties se placent alors sur un certain pied d'égalité, de compréhension mutuelle, ce qui devient souvent un défi, car plusieurs difficultés sont causées par le lien informel inégalitaire entre le chercheur et le répondant. Les deux parties ont deux positions différentes dans l'entrevue puisqu'il s'agit du sujet choisi et mené par le chercheur, mais si la personne interrogée se sent en confiance, cet enjeu s'efface. Je souhaitais volontairement établir un lien de confiance mutuel avec mon interlocuteur afin de stimuler la conversation et l'intérêt par rapport au sujet. J'orientais mes questions adressées afin de percer le noyau du sujet et d'entrer en profondeur dans les idées de la personne interrogée. Cette proximité devient aussi une occasion de découvrir de nouvelles données par rapport au sujet d'étude.

Enfin, cette technique nécessite certainement une prise de conscience de ma propre démarche scientifique. Le fait de comprendre les cadres sociaux qui nous entourent est important ainsi que la relation que nous entretenons à l'objet d'étude, mais cela nécessite également un certain rapprochement avec la personne interrogée pour comprendre complètement son expérience. En fait, "*All modes of knowledge production are in some way subjective, but the ethnographer is equipped to contextualize and interpret her subjectivity to be conscious of the ways that her po-*

Laurence Couture Gagnon

sition conditions the observations she makes (Allina-Pisano dans Schatz, 2009: 54). Lorsque cette démarche est défendue et assumée par le chercheur, l'analyse des résultats obtenus devient alors pertinente.

L'ethnographie interprétative

L'ethnographie peut être utilisée de diverses manières, mais je m'inspire de l'ethnographie interprétative. Je crois que les récits racontés par les individus interrogés sont en partie analytiques et contiennent des messages cachés: «*Narratives, it was recognized, embody explanations. But they often mobilize the mythology and hagiography of their times, mixing literary tropes, notions of morality, and causal reasoning in efforts both to justify and to explain*» (Bates, Robert H. et Avner Greif: 12). J'assume que les expériences individuelles et la culture des personnes se reproduisent dans leurs réponses, mais je tente aussi de comprendre le rôle de ces éléments dans leurs réponses. Lorsque les personnes répondaient aux questions d'entrevues, ils y pensent et parfois, se construisent des explications. Ils cherchent toujours à donner des réponses logiques et qui font du sens pour eux, donc, cela en fera pour moi et je comprendrai davantage selon leurs perceptions. Je m'intéresse aussi à la manière dont ils se perçoivent par rapport à l'activité de migration qu'ils poursuivent.

J'ai identifié les expériences vécues et les histoires de chaque individu interrogé, puis j'ai tenté de mettre les pièces du récit ensemble. Sans chercher les faits, je me suis parfois servi des informations recueillies en entrevues pour construire mon analyse me permettant d'interpréter le phénomène dans son contexte.

Comme je cherche à connaître les stratégies des personnes interrogées, j'étais consciente qu'il était impossible de recevoir des récits toujours objectifs et complets en entrevues, mais je pouvais déduire des informations des discours entendus et en ressortir un sens. C'est-à-dire comprendre le contexte dans lequel les personnes prennent leurs décisions et les mettent ensuite en action. De surcroît, j'ai fait preuve d'interprétativisme pour comprendre une information ou une signification dans le discours recueilli: «[...] *we can only discern what is 'real' by taking peo-*

ple's worldviews seriously; after all, such worldviews lie at the core of the social construction of reality» (Berger and Luckmann 1967 dans Schatz, 2009: 13).

Selon mon approche épistémologique, ce qui est important n'est pas de connaître si les informations obtenues sont exactes et objectives, mais de pouvoir justifier pourquoi je décide de retenir une croyance ou une confession plutôt qu'une autre. Même si les mensonges aussi indiquent des informations, cela demande une part d'interprétation. Par exemple, Roby, un Ukrainien rencontré à Uzhgorod m'a dit avoir un passeport «VIP» pour l'Europe et que les gens du consulat hongrois lui avait donné car il était utile au gouvernement. En lui posant plus de questions, il m'a dit aider des amis ukrainiens qui voulaient aller en Slovaquie sans passeport, avec un permis spécial. Il agissait à titre de consultant. De plus, j'ai rapidement appris qu'il avait des origines hongroises et slovaques, ce qui lui permettait d'obtenir un visa Schengen. Je développerai son récit plus loin. Cependant, son discours a indiqué d'une part son rapport à l'Europe et d'autre part, à la mobilité à travers les frontières. Son souhait de se déplacer librement et les histoires qu'il raconte aux gens (j'ai assisté à plusieurs de ses discussions) évoquent un modèle de mobilité qui devient important pour certains Ukrainiens habitant aux frontières de l'UE. Cela montre aussi combien la mobilité à ces frontières apporte un statut particulier en Ukraine et la distinction qui se crée entre les personnes par rapport à leurs déplacements. Il est important de comprendre la signification qui se dégage des propos recueillis en entrevues.

Je suis consciente que mon travail de terrain est en partie en marge de la réalité des immigrants et autres personnes qui traversent les frontières, mais ce travail est aussi en marge de ma propre réalité. C'est pourquoi l'observation devient aussi importante et complémentaire aux entrevues. Lorsque j'ai décidé de faire le parcours entre les frontières avec les voyageurs, en autobus de l'Ukraine vers la Pologne, de la Pologne à l'Ukraine et ensuite de l'Ukraine à la Hongrie, j'ai énormément appris sur leur expérience et leurs stratégies. De plus, cela m'a aidé à comprendre les informations recueillies, puisque je «vivais» des parties des discours obtenus plus tôt.

Enfin, plusieurs de mes observations sont issues d'une part de jugement personnel, mais celles-ci sont réalisées dans un but d'interprétation. Je juge, d'après des discours recueillis qui contiennent des messages, des signes et des expressions. Je suis dorénavant en mesure d'évaluer

ma part de jugement dans ces analyses et de comprendre mon implication personnelle. Je reconnais ma propre position par rapport à l'information recueillie et par rapport à ma connaissance globale de la problématique et en entrevues, je me posais souvent la question suivante: En quoi ma position de chercheur a-t-elle influencée mes questions d'entrevues? Ce type de questions m'aident à faire preuve de réflexivité.

D'autre part, l'ethnographie est une méthode qui peut apporter plusieurs découvertes lors du travail de terrain et elle permet de se rapprocher des réalités épistémologiques. C'est-à-dire que je me penche sur les faits observés à un second degré pour comprendre une réalité qui semblait évidente au premier regard. Cela implique une étude critique des résultats d'entrevues ou des faits observés pour déterminer leur logique et leur valeur dans mon étude. Les réalités sont symboliques et il faut les comprendre à un autre niveau pour en ressortir leur signification et les informations pertinentes pour notre recherche.

Avant de se rendre en Europe de l'Est, j'avais d'abord dressé le portrait de la circulation frontalière et des pratiques des personnes y circulant, à l'aide de la littérature consultée. Une fois sur place en réalisant des entrevues et l'observation, celles-ci m'ont permis de refaire une description de cette réalité suite aux entretiens. J'ai ainsi construit ma problématique dans cette nouvelle réalité sociale pour compléter ma perception. Pour produire et accumuler de l'information spécifique, le contact direct avec le sujet d'étude est nécessaire, non seulement pour les informations recueillies en entretiens, mais aussi celles recueillies en observation et en implication personnelle.

Avec cette approche ethnographique à un niveau micro, j'ai étudié les gens dans leur réalité sociale et cela m'a donné l'occasion d'ajouter un aspect de l'approche constructiviste. D'après celle-ci, la réalité sociale étudiée est construite par les individus et par la société, en partie influencée par les politiques mises en place. Il est aussi intéressant de voir comment les personnes se perçoivent dans ce contexte et quel sens donnent-ils à cet environnement.

J'ai compris, à travers les pratiques des individus interrogés, comment ils se représentent respectivement, comment ils représentent les autres et comment ils se définissent dans cette so-

ciété, avec leurs origines et histoires. Massey dit que la meilleure façon de regarder les raisons du phénomène, est l'ethnologie ainsi que les entrevues avec les familles et individus dans les communautés d'origine pour les caractériser (Massey,1999). Cela permet aussi de regarder leurs caractéristiques communes et de les comparer à leurs caractéristiques personnelles.

Distinguer les différentes identités en entrevues

Pour comprendre l'appartenance nationale des gens rencontrés, étant donné que la majorité de mes entrevues ont eu lieu aux frontières, j'ai rencontré des personnes de nationalités différentes et plusieurs d'entre eux avaient plus d'une appartenance. Par exemple, aux frontières séparant l'Ukraine de la Hongrie, plusieurs personnes disaient avoir les deux nationalités ou avoir un passeport ukrainien, mais être d'origine hongroise. Dans l'analyse de ces entretiens, j'ai porté une attention particulière à leur appartenance et au sens qu'ils donnent à celle-ci.

Il est important de distinguer des catégories des personnes interrogées, car ils n'ont pas tous le même degré de proximité face à la problématique. Par exemple, les réfugiés, les commerçants ou les visiteurs ont tous une approche différente par rapport à l'action de traverser les frontières. D'ailleurs, «*Marcus argues, 'It is the burden of the modernist ethnography to capture distinctive identity formations in all their migrations and dispersions'*» (Marcus, 1998, 63 dans Kubik, Jan dans Edward Schatz, 2009: 47). L'observation et les entrevues permettent aux chercheurs de savoir comment les personnes maintiennent et répandent leurs identités culturelles et comment ils interagissent à travers les frontières.

En terminant, ajoutons que l': «*Ethnography focuses the research lens at a level of analysis that is often ignored or assumed to be insignificant-the micro-level*» (Bayard de Volo and Schatz, 2004: 269). Cette approche me donne aussi l'occasion de voir les liens ou pouvoirs informels agissant derrière les effets perçus au premier regard. Dans le cas de la hausse de la protection des frontières et de la surveillance accrue aux postes frontaliers; la littérature et les statistiques nationales montrent une hausse des arrestations et une diminution marquée de l'immigration irrégulière aux frontières depuis le début des années 2000 et surtout depuis 2004. Toutefois, en traversant les frontières avec les gens locaux et les autobus de l'Ukraine à la Pologne et vers la

Hongrie, j'ai pourtant obtenu des informations contraires à ces conclusions. Beaucoup de pratiques informelles ont lieu aux frontières et plusieurs personnes sont impliquées. J'élaborerai sur ces pratiques dans les sections suivantes, mais les entrevues et observations sur le terrain m'ont fourni beaucoup de données sur les liens informels, que la littérature et les statistiques n'évoquent presque pas.

Cette méthode permet aussi de comprendre une situation qui est en évolution, ainsi que les sources de changements; Pourquoi les formes d'immigration changent suite aux règlements, ainsi que les pratiques individuelles? J'ai pu remarquer quelques changements dans les tendances majeures des migrations dans la région; surtout dans les migrations de court terme, tel le trafic frontalier. Cependant, les principaux changements concernant la diminution des gens qui traversent aux frontières terrestres de l'Union européenne ne sont pas dû essentiellement aux règlements, mais aussi à la situation économique en Union européenne et en Ukraine. Il y a aussi plusieurs autres facteurs politiques et sociaux qui expliquent cette diminution de circulation frontalière, que je présenterai dans la prochaine partie. Bref, je m'interroge sur les raisons expliquant la modification des perceptions et des appartenances des personnes rencontrées.

La structure des entrevues

Le plan de cette recherche ethnographique se présentait en 5 étapes. D'abord, j'ai situé les lieux où conduire les entrevues et observations, deuxièmement, j'ai identifié les personnes à interroger, puis dans la plupart des cas j'ai décidé de suivre les personnes dans leur parcours. Quatrièmement, j'ai transcrit et résumé les entrevues réalisées, avant de les analyser.

Cette technique directe m'a donné l'occasion d'interroger des individus isolément et de manière semi-directive, c'est-à-dire que j'ai choisi les thèmes abordés et que les informateurs étaient libres quant à la façon de répondre aux questions (Angers, 1992: 142). Mes entrevues étaient d'une durée de 45 minutes environ, mais la forme des entrevues a varié d'une région à l'autre, d'un interlocuteur à un autre et d'un lieu à un autre.

À Moscou, j'ai conduit plus d'entrevues avec des immigrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile. Par exemple, je me suis rendue à la résidence d'un réfugié afghan, Shamzi, où nous avons eu une conversation très longue autour d'un plov (plat traditionnel afghan) partagé avec sa femme et ses six enfants. Ensuite, je me suis rendue au service fédéral des migrations, où les entrevues étaient beaucoup plus courtes et concises puisque je n'avais pas le temps d'élaborer et le lieu était beaucoup moins enclin à la discussion.

Toutefois, lorsque j'ai rencontré des directeurs d'institut et responsables d'organisations d'aide aux immigrants, mes entrevues étaient plus longues et développées. Bien entendu, les questions étaient différentes et adaptées à l'interlocuteur, qui avait une expertise différente de celle des individus interrogés, concernant la situation des mobilités en Europe de l'Est.

En Ukraine, comme je me rendais aux frontières, la structure de mes entrevues étaient également différente. Lorsque j'interrogeais les personnes aux frontières, je commençais par des questions privées, pour les mettre à l'aise. Par exemple: D'où venez-vous? Quelle est votre occupation? De quelle origine êtes-vous? À quel endroit vous rendez-vous? Dans la plupart des cas, j'abordais les gens en parlant de questions banales, pour introduire la conversation; je me présentais, disaient pourquoi j'étais ici et les informations dont j'avais besoin. J'abordais les questions à développement plus loin dans la conversation et je terminais habituellement par une conversation sur leurs intérêts personnels ou sur leur famille, c'est-à-dire un sujet qui leur plaisait et facilitait l'interaction.

L'objectif de cette technique consiste aussi à prendre en considération un nombre optimum de facteurs impliqués dans les parcours des personnes en mobilité. Il devient alors primordial d'observer l'ensemble du processus engagé par les personnes qui traversent les frontières pour distinguer les défis et changements rencontrés, ainsi que les impacts sur leurs comportements. L'entrevue permet de prendre en compte l'ensemble les dynamiques impliquées dans les courants migratoires étudiés, puisque j'ai posé des questions touchant à toutes les étapes franchies par chaque individu qui sont en mobilité.

Lors des entrevues, je m'assurais que le problème était entièrement couvert par les questions adressées. D'une part, je voulais stimuler le dialogue avec l'individu interrogé afin d'entendre un récit de ses expériences et identifier son parcours migratoire, sans toutefois tomber dans le récit autobiographique. Quelques questions de notre schéma d'entrevue visaient à obtenir des réponses courtes et directes pour caractériser les types de mobilité attachés à l'individu, mais d'autres questions cherchaient aussi à analyser le discours de l'individu. Par exemple, le statut, l'origine et la destination du répondant étaient toujours demandés par des questions courtes, alors que les questions reliées à leur motivation, à leurs objectifs à long terme, à leur perception des frontières et des changements post-2004 étaient des questions à développement, où je m'intéressais davantage au récit et à la propre signification des actions posées par les individus.

Dans ce type d'entrevue, il est important de s'adapter à l'interlocuteur et de s'intéresser à sa vie personnelle, puisque j'abordais une partie de sa vie et non des questions extérieures. Les Est-européens interrogés voulaient surtout discuter, en savoir sur moi et mes intentions (surtout de voyage) et pourquoi le sujet m'intéressait tant. Je n'ai perçu aucune résistance de la part des personnes interrogées, ni de manipulations de discours pour cacher des informations. Je n'ai pas censuré les questions adressées lorsque je me sentais à l'aise avec la personne interrogée, puisque le ton de l'entretien prenait un ton amical et naturel. Les personnes interrogées me percevaient, dans la plupart des cas, comme une étudiante touriste, ce qui rendait le contact beaucoup plus facile et la conversation, très légère pour eux, qui la plupart du temps, étaient ravis de discuter avec moi, de partager un repas ou une consommation, de me présenter à leurs amis et de m'apporter à leur lieu de résidence.

Les données recherchées en entrevues

Définissons ce que je cherchais spécifiquement à savoir dans les entretiens réalisés. Selon ma démarche, je ne cherchais pas à confirmer une hypothèse déjà formulée dans le projet de thèse, mais plutôt à répondre à ma question de recherche. Ce qui est important dans la réalisation d'entrevues, était de voir comment les nouveaux règlements aux frontières externes de l'UE marquent les courants migratoires en provenance de l'Europe de l'Est à une échelle micro. C'est-à-dire comment les individus réagissent et quelles stratégies mettent-ils en place pour tra-

verser les frontières? Dans cette optique, je ne pouvais élaborer d'hypothèse, ni anticiper de réponses.

En se basant sur la littérature des mouvements migratoires en Europe de l'Est, j'avais d'abord identifié des effets des règlements d'immigration appliqués aux frontières que je planifiais observer: Je m'intéresse aux impacts des règlements sur les parcours empruntés par les voyageurs transfrontaliers et la manière dont ils prévoyaient traverser les frontières; sur les choix faits avant de décider de traverser les frontières; sur les statuts appliqués afin de recevoir la permission de passer en Pologne, en Slovaquie ou en Hongrie et surtout, sur la forme de mobilité qu'ils empruntaient, soit la migration de travail, pour les études, l'immigration permanente, pour visiter ou pour faire du commerce frontalier.

Je devais aussi prendre en considération les influences du cadre socioculturel sur les stratégies des personnes en circulation. C'est pourquoi j'ai porté une attention particulière sur les aspects au niveau des référents identitaires, de la citoyenneté, des croyances, des valeurs, des origines et des pratiques culturelles des personnes interrogées afin de comprendre comment ces facteurs peuvent influencer le développement de leurs stratégies et de leurs motifs pour traverser les frontières vers l'UE. Je savais que ces éléments sont difficilement mesurables, mais ils peuvent apporter une valeur importante aux entrevues ainsi que plusieurs variations dans les réponses obtenues.

Outre les indicateurs relevés, j'ai tenu compte des ressources des personnes en mobilité et des influences auxquelles elles font face dans leur processus de déplacements; tels leur famille, les réseaux, les diverses approches de leur État d'origine face à l'émigration (Levitt et Schiller, 2007: 197). J'ai aussi fait confiance aux facteurs relevant du capital humain, tels l'instruction, l'emploi, la citoyenneté et les autres caractéristiques démographiques des personnes interrogées; l'âge, le sexe, le statut familial, dans l'analyse des entrevues puisqu'il s'agit de déterminants qui affectent la formalité et l'échelle de leurs activités (Zhou dans Portes et DeWind, 2007: 235). Cela contribue à caractériser l'ensemble des stratégies empruntées par les personnes qui traversent les frontières de l'Europe de l'Est à l'UE.

Avec cette approche ethnologique, j'ai identifié les motifs des personnes interrogées, puis déterminé les caractéristiques des mouvements dans lesquels ils étaient impliqués. J'ai tenté de relever leurs choix à se déplacer malgré leurs sacrifices et je peux ainsi faire des comparaisons entre les expériences de ces personnes et leurs motifs de départ.

Ces entretiens indiquent précisément les parcours empruntés par ces voyageurs, migrants et travailleurs, ainsi que la justification de leur mobilité. C'est pourquoi j'ai aussi considéré les définitions proposées pour les concepts de mobilité et d'immigration, afin de ne pas confondre toutes les catégories (voir la section définition des concepts). J'ai ainsi constaté que l'immigration permanente dans la forme de fuite définitive n'est pratiquement pas visible aux frontières visitées, c'est-à-dire que ce n'est pas le type d'information relevée. Le phénomène a peut-être lieu davantage lors de voyages en avion, ou bien les circulations relatives à l'immigration irrégulière sont des phénomènes cachés auxquels je n'ai pas été informée. J'estime qu'un événement non visible ne veut pas dire qu'il n'existe pas. La plupart des gens rencontrés étaient des commerçants, les visiteurs ou des Ukrainiens avec une double citoyenneté ou un permis spécial pour traverser les frontières de l'UE sans passeport. Leur parcours pour traverser les frontières était si fréquent qu'ils ne se définissent pas comme immigrant. Les travailleurs et étudiants ne se définissent non plus comme immigrant et la circulation frontalière devient pour eux une routine ou très souvent, un travail. Ils se sont adaptés aux nouveaux règlements et la mobilité fait maintenant partie de leur vie courante. Je développerai cette proposition dans les sections du cadre théorique ainsi que dans l'analyse des entrevues.

Je m'attendais à la possibilité de rencontrer certains individus se déplaçant toute leur vie, alors que pour d'autres, la migration est une activité occasionnelle. Bien qu'il fut d'abord difficile de faire une différence entre ces concepts, je peux maintenant avoir un portrait global des catégories des gens avec lesquels j'ai réalisé les entretiens, puis je connais désormais mieux les défis et impacts de chacune de ces personnes rencontrées, sans toutefois proposer de généralisations trop larges.

Ces entrevues me donnent l'opportunité de voir comment ces individus interagissent à travers les frontières et non seulement une fois arrivés dans le pays d'accueil. En s'intéressant à la mi-

gration et à la mobilité en tant que processus, je discerne alors les expériences et caractéristiques des gens en circulation avant leur entrée dans le pays d'accueil, puis sous quelles conditions ils s'engagent dans leurs déplacements.

Les portées et limites de la technique retenue

Cette méthode ethnographique politique d'entrevue et d'observation permet plus de possibilités de réponses que les autres techniques de collecte des informations. Le chercheur peut orienter les questions posées aux individus et ainsi aller en profondeur dans l'entrevue, ce qui permet aussi d'obtenir des réponses plus complètes, tout en s'adaptant à son interlocuteur afin que celui-ci se sente libre et consentant de répondre aux questions. De plus, si la personne interrogée ne comprend pas une question, le chercheur peut reformuler sa question tout en s'ajustant à l'individu et au contexte de la situation, en s'assurant de ne pas influencer le répondant par l'ordre des questions posées, qui pourrait suggérer des réponses.

Cependant, cette technique nécessite un certain espace de jugement de la part du chercheur pour évaluer les réponses recueillies; le degré d'influence de la présence du chercheur sur les réponses du répondant fut une possibilité dont j'ai pris en compte tout au long des entrevues. Les personnes interrogées n'ont montré pratiquement aucune résistance à avouer leur statut et à répondre à toutes les questions concernant leurs motifs, à ma grande surprise. Bien que je me présentais toujours comme chercheure, ils me percevaient davantage comme une touriste et de cette manière, ma présence avait moins d'influence que je l'avais anticipée.

Je n'ai connu aucune hésitation de la part des personnes interrogées, ni de suspicion. En contrepartie, un des problèmes vécus, surtout à Moscou, était l'intention et la pression des réfugiés à vouloir quitter le pays et je représentais une ressource importante d'informations. Tous les immigrants et réfugiés rencontrés à Moscou m'ont demandé des informations sur le Canada et comment faire pour y immigrer. À plusieurs reprises, on m'a demandé de leur faire des invitations. Le fait que je représentais pour eux une possibilité d'aide pour immigrer au Canada affectait probablement les réponses reçues ou leur rapport à ma personne. Ils cherchaient à me décrire la difficulté de leur situation de réfugié, de demandeurs d'asile et retournaient souvent

mes questions à leur avantage. Je crois effectivement qu'il y aura toujours des influences sur les récits des personnes interrogées, mais l'important est de pouvoir identifier ces influences.

Je devais être vigilante quant aux données recueillies lors des entrevues, que je vérifiais dans la littérature ou avec d'autres types de support pour m'assurer de leur pertinence. De plus, tel que mentionné au début de cette section, il est inconcevable de connaître tous les faits détaillés en entrevues et notre connaissance d'un phénomène est toujours incomplète. Cette approche ethnographique comprend certains défis et l'évaluation des récits recueillis est également un défi en soi. Par exemple, plusieurs reprochent à l'ethnographie d'être une méthode où les résultats ne sont pas vérifiables, car il est impossible de les répéter et de voir ainsi si les résultats observés une fois seront les mêmes lorsqu'ils seront observés une deuxième fois. En fait, je répondrais qu'il s'agit là de la richesse de la méthode, car elle s'attache à des phénomènes pris dans leur contexte unique et que pour vérifier si un résultat du même genre peut être répété, il faut se déplacer et aller faire une étude de terrain. Les résultats obtenus en entrevues et en observations concernant la problématique des circulations frontalières aux frontières externes de l'UE, pourraient être exportés à une autre région ou à d'autres types de frontières, comme les frontières au Sud de l'UE, mais pour ce faire, le même type de recherche s'impose et il serait d'ailleurs intéressant de comparer les deux régions et situations sous une étude comparée. Les résultats d'une recherche ethnographique révèlent des situations parfois cachées d'un problème qui semble unique, mais l'ethnographie peut aussi nous donner des perspectives locales sur des tendances plus larges.

PARTIE II

L'ANALYSE GÉNÉRALE

À la lumière des entrevues réalisées, certains éléments de notre cadre théorique ressortent davantage; Les personnes interrogées ont fait peu référence aux déplacements des frontières dans les critères influençant leurs décisions, mais les règlements frontaliers, les accords bilatéraux entre les pays de l'espace est-européen ainsi que les contextes social, économique et politique en Europe sont avérés avoir un gros impact sur leurs décisions. Les raisons personnelles et financières ont également été les plus mentionnées en entretiens pour traverser les frontières.

Voyons maintenant les effets des règlements sur les stratégies des gens en provenance d'Europe de l'Est pour traverser les frontières de l'UE. J'aborderai dans cette partie, les impacts des règlements frontaliers sur les migrations de l'Europe de l'Est en présentant les nouveaux enjeux aux frontières, les effets des visas et règlements sur les formes de migration, ainsi que la diversification des formes de migration. Dans la section suivante, j'aborderai les impacts des règlements appliqués aux frontières sur les comportements individuels, issus de mes entrevues réalisées en Europe de l'Est à l'été 2010.

D'après les informations recueillies dans la littérature, je croyais qu'à la suite des élargissements de l'UE de 2004, il y avait une intensification des déplacements sur le continent européen. Toutefois, mes entrevues et observations ont révélé qu'il y a une forte diminution des passages aux frontières terrestres comparativement à la période 1991-2000, surtout de l'Ukraine à la Pologne. La Hongrie est une exception en raison du trafic de marchandise qui occupe un rôle important à ces frontières et la Slovaquie est un peu moins touchée que la Pologne, puisqu'elle a moins ressentie les effets des mesures de restrictions frontalières que la Pologne sur sa frontière orientale, beaucoup plus courte. Les frontières externes sont sécurisées et seulement les détenteurs de visa Schengen peuvent séjourner sur le territoire de l'UE, bien que celles-ci ont été assouplies pour les habitants des régions frontalières ukrainiennes avec l'introduction de mesures spéciales.

Néanmoins, la diminution de la circulation entre l'Europe de l'Est et l'UE n'est pas seulement causée par l'application de nouvelles règles aux frontières dans le cadre de l'élargissement de l'UE en 2004. Plusieurs facteurs expliquent cette diminution dont une désillusion par rapport à l'Europe qui se fait sentir dans les pays de l'Europe de l'Est, où les Est-européens ne souhaitent plus immigrer de façon permanente en UE et quitter leur pays.

Les restrictions implantées depuis 10 ans dans les pays d'Europe centrale ont eu des conséquences avant 2004 sur les passages frontaliers. Il s'agit alors d'une tendance observée depuis les 10 dernières années et non d'un changement radicalement observé le lendemain de l'adhésion des nouveaux membres à l'UE. L'introduction de nouvelles mesures aux frontières externes de l'Union européenne et l'adhésion des nouveaux membres en 2004 n'ont fait que marquer un point final aux tendances entamées lors de la chute de l'Union soviétique et de l'ouverture des frontières à l'est.

La réduction des échanges commerciaux à petites échelles entre ces pays expliquent aussi en partie la baisse de la circulation aux frontières. Il y a encore beaucoup de commerçants qui y traversent, mais les niveaux atteints au cours des années 1990 sont très différents aujourd'hui. Il y a moins de circulation de l'Ukraine à la Pologne qu'auparavant, mais il y a une augmentation de la circulation de la Pologne vers l'Ukraine, car ces passages sont devenus beaucoup plus faciles pour les Polonais. Toutefois, ces niveaux demeurent encore très faibles et ne dépassent pas ceux du nombre de personnes traversant de l'Ukraine à la Pologne. Pourtant, à la lumière de la littérature consultée, la circulation aux frontières externes de l'UE semble être facilitée par le développement de réseaux, des technologies et des transports, mais je montre ici que la réalité est différente.

De nouveaux enjeux

Il existe d'autres enjeux que ceux évoqués par les autorités de l'UE et retrouvés dans la littérature relative aux effets des règlements frontaliers de l'UE sur les circulations migratoires. Les recherches académiques effectuées dans ce domaine montrent un intérêt grandissant concernant les conséquences du durcissement des frontières extérieures sur la diminution marquée

des déplacements aux frontières. Les entretiens réalisés en Europe de l'Est révèlent pourtant une autre problématique. Bien que la littérature se concentre énormément sur déplacement des immigrants, les enjeux relevés en entrevues concernent davantage les nouvelles stratégies élaborées pour traverser les frontières, surtout par les travailleurs et petits commerçants ainsi que les nouveaux moyens de passage aux frontières et les relations entre douaniers et commerçants. C'est-à-dire que les gens interrogés parlent davantage de leurs possibilités de traverser les frontières, plutôt que du durcissement des frontières. Les effets des règlements ne sont pas unilatéraux et ne visent pas essentiellement à arrêter l'entrée des étrangers sur le territoire de l'UE. Contrairement à plusieurs arguments consultés dans la littérature, les nouveaux règlements aident certaines personnes à se rendre plus souvent dans l'UE.

D'autre part, la littérature montre un intérêt grandissant pour le déplacement des frontières et les impacts sur les immigrants en Europe de l'Est qui veulent se rendre à l'Ouest. Cependant, lors de nos entrevues, cet enjeu n'a pas été mentionné et il semble que le rapprochement des frontières européennes ne soit pas un facteur important pour immigrer, tel que déclaré par les autorités de l'UE. De toute façon, l'Europe de l'Ouest n'affiche pas un degré de popularité assez important pour que les Est-européens choisissent d'aller y vivre et quitter leur pays d'origine.

Les élargissements de 2004 et les nouvelles règles aux frontières ont apportés moins de changements sur les passages aux frontières que le changement même du contexte en Europe et des facteurs socioéconomiques. En fait, il y a d'autres manières de percevoir et d'étudier la diminution des passages aux frontières et d'autres explications que la hausse de la surveillance aux frontières et l'idée d'Europe forteresse.

Les effets de l'introduction de visas versus ceux des règlements

L'introduction de visas pour les demandeurs des pays Tiers ont aussi accompagné les règlements appliqués aux frontières. En 2003, lorsque les visas obligatoires ont été introduits par les États d'Europe centrale pour les ressortissants des pays voisins de l'est, le nombre de personnes entrant en Pologne à travers sa frontière orientale a diminué de 7,5% (Vermeersh, 2005: 79).

Selon Faist et Ette, immédiatement après l'imposition de visa aux ressortissants de l'Ukraine et de la Biélorussie en 2003, les flux n'ont pas diminués, car les visas ont été facilement et rapidement émis (Faist et Ette, 2007: 189). Faist et Ette, croient qu'aujourd'hui ces mouvements migratoires ont retrouvés les niveaux de la période avant l'introduction des visas, bien que la frontière rende les processus d'obtention du visa plus compliqués et longs. Toutefois, aux frontières terrestres séparant les États d'Europe centrale et ceux de l'Europe occidentale, les circulations affichent une diminution constante depuis la fin des années 1990.

Ces frontières sont moins fréquentées qu'avant les années 2000 et les statistiques du département régional du service des frontières de l'Ukraine ont enregistré une diminution de 11% dans le nombre de personnes qui ont traversé la frontière occidentale de l'Ukraine au cours de la période de janvier à mars 2008 (Mitryayeva, 2010). Quelques exceptions sont remarquées, dont une augmentation de la circulation frontalière à la fois sur les zones hongroises et roumaines des frontières de l'Ukraine, dû aux nombreux commerçants qui traversent la frontière chaque jour pour vendre du matériel.

D'autre part, le nombre de citoyens polonais qui ont traversé la frontière ukraino-polonaise est deux fois plus élevé que le nombre d'Ukrainiens et la circulation a augmenté de 9% au cours des 3 premiers mois de 2008 (Mitryayeva, 2010). Selon nos résultats obtenus en entrevues, cette augmentation pourrait être expliquée par les accords de trafic frontalier permettant les résidents des zones frontalières de se déplacer sans visa aux frontières.

Les effets des mesures ne sont pas identiques à toutes les frontières est-européennes. La diminution des passages entre l'Ukraine et la Pologne n'est pas applicable aux frontières slovaques orientales. D'après le rapport de Benc et Buzalka, «En 2005 et 2006, 33% d'augmentation des mouvements de personnes à travers la frontière Slovaquie-Ukraine et le nombre de passages aux frontières est toujours en hausse en 2007. Le nombre de personnes traversant la frontière dans la première moitié de 2006 était de 1 087 410. Dans la première moitié de l'année 2007, le nombre est passé à 1 158 820 personnes» (Benc et Buzalka, 2007: 3). Cette frontière est à plusieurs endroits, facilement traversable à pied ou en marshroutka et la plupart des gens y traver-

sant sont des résidents des zones frontalières. Les accords sur le trafic frontalier leur autorisant le passage sans passeport semble expliquer cette hausse des circulations à la frontière slovaque.

Selon la chercheuse Jana Antonova Zayonchkovskaya, rencontrée à Moscou, il est maintenant beaucoup plus facile de se rendre en Europe, mais pas nécessairement d'y rester. Il est facile d'obtenir un visa et une lettre d'invitation, mais les dates indiquées sur le visa sont appliquées à la lettre et le statut de ce visa peut difficilement être changé. Les règles quant à l'accès des étrangers et leur circulation sont très strictes.

Les règles aux frontières sont en général plus sévères, surtout pour les demandeurs de visas touristes. Ceux-ci sont surveillés et ne peuvent dévier du visa obtenu. Ces visas sont donnés seulement pour quelques jours. D'après Zayonchkovskaya, même pour les visiteurs spéciaux de la Russie, tels les universitaires ou conférenciers, les règles de séjour sont très strictes et la sécurité aux douanes de l'Europe est accrue pour ceux-ci. C'est devenu plus difficile pour certains Russes de se rendre en Europe, surtout pour des séjours plus longs.

La diversification des formes de migration

Les nouvelles frontières est européennes et leurs règlements en place favorisent le développement des formes de migration de court terme. De plus, les gens qui demeurent en mobilité, sans s'installer de façon permanente dans un pays d'accueil, continuent de marquer une tendance importante des courants migratoires de la région, sans remplacer la migration permanente, certes, qui semble se dérouler davantage par les frontières aériennes et que je n'ai pu observer. Iglicka remarque d'ailleurs des changements dans le caractère de l'immigration en Pologne causés par le développement du trafic de valise. Les personnes qui voyagent moins de trois mois et ceux qui s'installent en permanence à l'étranger, sont deux catégories demeurées constantes pendant la période de transition politique et économique (Iglicka, 1999). Par la suite, il y a eu une augmentation soudaine de l'émigration de courte durée.

La hausse des personnes qui se déplacent pour des allées et venues fréquentes peut être liée directement à l'introduction de nouveaux règlements aux frontières et aux politiques d'immi-

gration favorisant le retour des migrants dans leur pays, mais peuvent aussi être expliqués par les écarts du prix des biens entre les États d'Europe Centrale et la région orientale de l'Ukraine, ce qui influencerait les gens en provenance d'Europe de l'Est à demeurer dans leur pays d'origine, tout en effectuant fréquemment des allers-retour en UE.

Plusieurs impacts sont observés suite aux nouvelles mesures sur les permis de résidence dans les nouveaux États européens. Suite à leur adhésion à l'UE, de nouvelles catégories de séjour ont été émises et il est maintenant plus difficile de faire des comparaisons valables avec les permis émis auparavant car les modalités ne sont plus les mêmes. Depuis 2006, il y a moins d'Ukrainiens qui reçoivent des permis de résidence en Pologne (25%). Il s'agit du deuxième plus grand groupe après les Allemands. Toutefois, de 1998 à 2003; les Ukrainiens recevaient 42,8% des permis de résidence temporaire, aussi connus sous le nom de '*Fixed term residence permits*'. Mais les permis de résidence permanente sont passés de 22.6% à 25,5% de 1998 à 2003 (Focus migration, 2010). Cela signifie que les Ukrainiens vont plus en Pologne pour des emplois temporaires, mais qu'il y a aussi une légère hausse de la migration permanente. Ces données ne montrent pas le volume des contrats de travail irrégulier, qui est beaucoup plus élevé car les immigrants en situation irrégulière ne révèlent pas leur statut ou leur intention véritable pour venir au pays.

Il y a certes une hausse des mobilités de court terme dans la région, évoqué par plusieurs auteurs et cela remontent aux années 1990 (Iglicka, Wallace, Sword, Morokvasic et Rudolph, De Tinguy), bien que l'émigration permanente des Ukrainiens se poursuit toujours vers l'UE et l'étranger: «Ukrainian emigrants are estimated to be up to 7 million individuals annually (World Bank 2006)» (Duvell, 2011: 3). Je tenais à mettre de l'avant la transnationalité dans la région, en lien avec le développement des nombreuses circulations de court terme qui ont lieu entre les «tats d'Europe Centrale et l'Ukraine. Comme Sassen mentionne, l'immigration est un processus hautement différencié: Il comprend les personnes cherchant à s'établir de manière permanente et celles qui souhaitent travailler de façon temporaire, leur permettant de circuler dans les deux sens (Sassen, 2006: 639).

En terminant, les nouveaux règlements n'arrêteraient donc pas la migration permanente, mais

Laurence Couture Gagnon

contribueraient à favoriser la mobilité des individus en provenance d'Europe de l'Est à se rendre en Europe Centrale et renforceraient les réseaux d'immigrants. Ceux-ci deviennent d'ailleurs de plus en plus importants dans le nouveau cadre législatif. Voyons maintenant comment les différents types de personnes qui se déplacent aux frontières, rencontrés durant leur voyage, réagissent aux nouveaux règlements mis en place dans le cadre des élargissements européens.

L'ANALYSE DES DONNÉES D'ENTREVUES

Je présenterai dans cette section, les résultats des entretiens et observations réalisés au regard de l'approche épistémologique décrite plus tôt. Je fournirai également des illustrations et exemples des stratégies employées par les personnes pour se déplacer à travers les frontières séparant l'Europe de l'Est de l'UE.

Avant de se rendre en Europe de l'Est pour la réalisation d'entrevues, j'avais pu constater dans la littérature, que les gens qui traversent aux frontières est-européennes habitent en grand nombre près des frontières ou dans des régions frontalières des pays étudiés (Buzalka, Benč, the Research Center of the Slovak Foreign Policy Association, 2007). De plus, il y a un lien significatif entre les gens qui proviennent de ces régions et leur aspiration à traverser les frontières de l'UE. Puisqu'il leur est plus facile en raison de la distance à parcourir, mais surtout en raison des mesures spéciales nommées plus haut facilitant le processus aux frontières, ils ont plus de possibilité que les gens qui n'habitent pas dans des régions frontalières. Les personnes avec la double nationalité ou qui ont de la famille en UE habitent souvent ces régions frontalières et sont nombreux à circuler fréquemment à ces frontières.

Dans plusieurs cas, la décision de traverser pour faire de l'argent est liée au fait qu'il n'y a pas d'autre option dans la ville ou le village qu'ils habitent, comme l'activité économique est souvent très faible dans cette partie d'Ukraine et les emplois, assez rares. D'un autre côté, plusieurs personnes ne peuvent espérer se faire engager dans la ville la plus proche en raison de leur mauvaise connaissance de la langue ukrainienne. Dans certaines régions d'Ukraine, le russe est encore la seule langue parlée.

J'ai divisé mon analyse par catégorie de personnes en mobilité rencontrées, conformément aux tendances migratoires décrites dans mon cadre théorique et afin de mieux répondre à ma question de recherche qui cherche à relever les stratégies des individus pour traverser les frontières externes de l'UE. Comme ces derniers font face à des défis et contextes différents, je commencerai par décrire les comportements des gens qui tentent habituellement de traverser pour une période définitive; les réfugiés, demandeurs d'asile et migrants irréguliers. Ensuite,

j'expliquerai les stratégies des travailleurs avant de présenter celles des commerçants transfrontaliers.

Le cas des demandeurs d'asile et des réfugiés en Russie

Même si l'Europe centrale n'est plus une zone de transit, les frontières occidentales de l'Europe de l'Est demeurent une porte d'entrée vers l'UE pour plusieurs arrivants qui ont réussi à entrer par la Russie de leur pays qu'ils ont fuit en demandant l'asile. Les demandeurs d'asile sont encore une catégorie importante dans la migration, car le phénomène des personnes qui cherchent à quitter un pays instable existe toujours et cela ne dépend pas des mesures de migration en place, mais de la situation interne de leur pays d'origine.

Malgré les mesures de contrôle aux frontières de l'UE, elles ne sont pas nécessairement considérées par les personnes en fuite, qui ont difficilement accès aux informations concernant l'évolution des mesures frontalières et n'évaluent pas toujours le risque qu'ils prennent en s'exilant. Ce groupe de migrants est d'ailleurs le plus susceptible de se faire arrêter en s'engageant dans un processus migratoire irrégulier. Puisqu'ils sont nombreux à recevoir une invitation et un visa pour aller en Russie, en quittant leur pays, ces demandeurs d'asile demeurent en Russie sans droit de travailler et d'avoir accès aux services publics. Ce sont ces personnes qui quittent la Russie de manière illégale dans l'intention de se rendre à l'Ouest. Le phénomène est aussi très important en Ukraine: «Officially there are about 3,000 refugees residing on the territory of Ukraine. There are citizens from over 40 countries, but most come from Afghanistan» (Maly-novskaya, 2006: 17). Cette situation est expliquée par le nombre important des consulats et ambassades ukrainiens et russes dans ces pays instables, qui donnent des invitations à presque tous les demandeurs, mais une fois arrivés, leur accueil est bien différent.

L'arrivée des migrants par la Russie peut expliquer pourquoi on observe une hausse des arrestations dans les pays d'Europe de l'Est et non seulement aux frontières terrestres de l'UE. Certes, il y a plus de surveillance aux frontières, mais cette surveillance se déplace de plus en plus à l'intérieur des territoires. Les organisations en charge de la sécurité des frontières européenne tentent de gérer les déplacements mêmes des étrangers à l'intérieur des territoires des États voi-

sins et non plus seulement aux frontières les séparant de l'Europe de l'Est. La mise en place de la police Frontex qui ne travaille plus seulement aux frontières, mais sur les routes principales à l'intérieur des États est un bon exemple. Ces patrouilles font même des contrôles dans les trains et autoroutes principales des pays.

La situation des réfugiés et demandeurs d'asile en Russie montre pourquoi le phénomène de la migration irrégulière est toujours présent dans la région, malgré le niveau de la surveillance mise en place. Je ferai ressortir dans mon analyse d'entrevues; que les immigrants qui se trouvent en Russie sont nombreux à vouloir quitter de manière irrégulière vers un pays de l'ouest et qu'ils sont aussi nombreux à se retrouver en camps de détention. Cela montre également à quel point les conditions de vie dans le pays sont déterminantes dans la décision de quitter ou de rester. La décision de quitter n'est souvent pas un choix, mais la seule solution envisagée pour ces immigrants, selon leurs propos recueillis.

Le soutien aux étrangers en Russie

J'ai rencontré le directeur général de l'OPORA, Gezagh Wordofa à Moscou en juin 2010. Cette Organisation des Nations Unies elle la seule organisation officielle d'aide aux réfugiés à Moscou et Wordofa m'a parlé du rôle de l'OPORA ainsi que des immigrants dont l'organisation s'occupe. Il m'a donné un portrait général des immigrants qui arrivent en Russie pour quitter dans un autre pays, préférablement à l'ouest et il s'agit d'un phénomène observé à l'unanimité. Selon lui, la situation est vraiment difficile et presque sans issue pour un demandeur d'asile ou un réfugié en Russie. Il m'a parlé de la vie de ces immigrants et pourquoi ils quittent la Russie: Il n'y a aucune reconnaissance de leur statut de réfugié en Russie; étant donné que les demandeurs d'asile qui postulent pour obtenir le statut de réfugié peuvent attendre plus de 6 ans avant de recevoir leur passeport bleu des Nations-Unies. De plus, à tous les 3 mois, ils doivent renouveler leur enregistrement prouvant qu'ils sont sur le territoire russe, mais celui-ci est peu reconnu par la police russe et ils doivent payer des amendes à tous les contrôles policiers. C'est pourquoi ils décident de quitter le pays.

En Russie, les demandeurs d'asile sont originaires d'Asie (Chine, Vietnam, Sri Lanka) du Proche Orient (Iran, Irak) et d'Afrique (Éthiopie, Somalie, Angola, Congo) (De Tinguy, 2001: 9). J'ai d'ailleurs rencontrés plusieurs demandeurs d'asile originaires d'Afghanistan, du Congo, de la Somalie, d'Afghanistan et d'Irak. Ils viennent habituellement avec leur famille et quittent des pays où les situations sont très instables, pour des raisons de violence, mais aussi pour des raisons de conjoncture économique. Ce sont souvent ces demandeurs d'asile en attente d'un statut, qui ne voient qu'une solution; celle de quitter de manière irrégulière et ce sont surtout ces individus qui se retrouvent le plus souvent dans les camps de détention sans avoir été capable de traverser les frontières qu'ils anticipaient: *«This list of nationalities claiming asylum does bear resemblance to the nationalities trying to cross the border illegally and indeed one strategy of asylum seekers in the Central European countries is to try to cross into the West, or -to put it otherwise- one strategy of transit-seekers is to claim asylum in Central Europe, especially when they are apprehended»* (Wallace, 2002: 609).

Ces nouveaux arrivants n'ont pratiquement aucun droit en Russie. Ils sont souvent victimes de racisme, de harcèlement, ne peuvent se trouver un logement officiellement avec leur statut de demandeur d'asile et n'ont pas de permis de travail. Les enfants des demandeurs d'asile n'ont pas d'enregistrement pour aller à l'école. Plusieurs doivent quitter de façon illégale, car de toute façon, ils sont pratiquement dans l'illégalité en Russie. Ils pensent que leur situation ne pourra être pire. Ils choisissent cette forme de migration lorsqu'ils n'ont pas d'autres stratégies pour quitter un pays ou se déplacer à travers les frontières (Wallace and Stola, 2001: 27). Wordofa est lui-même originaire de la Somalie et a vécu l'expérience d'immigrant. Il est étranger en Russie, mais y travaille pour aider les nouveaux arrivants à survivre. Il m'a dit avoir très hâte de repartir vivre au Canada et considère que la situation d'étranger demandeur d'asile ou réfugié en Russie est invivable.

Ensuite, la coordinatrice de l'OPORA, Vénéra Bessalah Koukissila, m'a parlé des pratiques des immigrants en Russie, de leur arrivée, de leur demande d'immigration et leurs projets pour quitter la Russie. «Ils entrent pour y ressortir» a-t-elle affirmé. Ses parents étaient réfugiés du Gabon, elle est née à Kiev avec un passeport de réfugié des Nations unies et a réussi à faire ses études universitaires en linguistique à Moscou. Elle ne veut maintenant pas quitter la Russie car

Laurence Couture Gagnon

elle veut continuer à aider les immigrants qui arrivent; elle se sent responsable de leur sort. Son rôle est de les défendre face à la loi dès leur arrivée (en train, à la gare, etc.), elle leur trouve un appartement; elle aide les femmes et enfants, les malades et elle est aussi interprète pour les services de migration russes. Elle habite avec sa fille de 2 ans, à Moscou et occupe 3 emplois. Elle n'a pas une vision plus positive de la Russie des immigrants que Wordofa, mais lorsque je lui ai demandé pourquoi elle ne voulait pas quitter la Russie, comme tous les étrangers ici, elle m'a dit qu'elle se sentait Russe et que la Russie est son pays. Plus tard, elle m'a avoué vouloir quitter, bien sûr, car la qualité de vie d'un immigrant est la pire de l'Europe et n'est pas souhaitable pour personne, mais elle ne peut pas maintenant, car si elle laisse tomber les immigrants, ils ne pourront s'en sortir.

Son aide est surtout pour la survie des migrants et pour qu'ils deviennent autonomes, car lorsqu'ils arrivent, ils ne savent presque jamais à quoi la Russie les attend et ce fut leur dernier choix. Ensuite, ils veulent tous quitter à l'Ouest, ou n'importe où pour avoir une meilleure vie. «Lorsqu'ils reçoivent leur visa, dans leur pays d'origine, ils voient la Russie comme une porte d'entrée vers l'Europe, mais ils se trompent, car ils ne peuvent pas recevoir de statut ici et ne peuvent donc pas quitter la Russie», selon Koukissila. Plusieurs attendent plus de 3 ans avant d'avoir même un passeport bleu des Nations Unies, confirmant leur statut de réfugié et ensuite, la militsiya (police russe) leur réclame toujours de l'argent lorsqu'elle fait les contrôles dans la rue, le métro, au marché, etc. Koukissila ajoute: «Ce document n'est pas reconnu en Russie et la militsiya peut toujours leur demander de payer des amendes». Cela peut expliquer en grande partie pourquoi il y a autant d'étrangers, partis de la Russie, qui se font arrêter en Ukraine, en Europe de l'Est ou aux frontières de l'UE.

Pourquoi y a-t-il autant de demandeurs d'asile en Russie et pourquoi sont-ils si nombreux à quitter vers l'ouest une fois arrivés? La réponse la plus obtenue est que la Russie donne un visa de tourisme ou de travail facilement et à presque tous les demandeurs. Koukissila affirme «Le problème, c'est que les immigrants qui veulent ou doivent quitter leur pays, sont dans une situation d'urgence, n'ont pas d'information et les consulats russes en Afrique sont partout et tout le monde sait qu'il est facile et rapide d'obtenir une lettre d'invitation, puis un visa en très peu de temps».

Koukissila m'a dit que la situation des immigrants en Ukraine est meilleure et qu'ils devraient y aller, mais comme l'Ukraine a moins de consulats et de visibilité dans les pays d'Afrique et en Afghanistan que la Russie, ils n'envisagent pas d'y émigrer. Alors que dans les autres pays d'Europe occidentale, le Canada et les États-Unis, les visas sont trop difficiles et longs à obtenir. C'est pourquoi ils viennent tous en Russie et se font prendre dans un piège, car ensuite ils ne peuvent plus sortir. Personne ne veut réellement aller en Russie, ils cherchent seulement une voie vers l'ouest.

Koukissila croit : «Si les gens (en Afrique surtout) savaient qu'ils peuvent aussi obtenir une lettre d'invitation pour l'Ukraine aussi facilement qu'en Russie, ils iraient tous là-bas». Vénéra Koukissila a des proches en Ukraine et considère que les immigrants y sont beaucoup mieux traités car ils peuvent travailler sans discrimination, les enfants peuvent aller à l'école et ils peuvent louer un appartement. Il y a moins de racisme selon elle, mais elle fait peut-être la comparaison avec la Russie et il est possible que ses affirmations soient exagérées. *«Officially there are about 3,000 refugees residing on the territory of Ukraine. There are citizens from over 40 countries, but most come from Afghanistan»* (Malynovska, 2006: 18). Je n'ai pu trouver les résultats pour la Russie, en raison du nombre élevé de personnes non enregistrées, donc il est difficile de faire des comparaisons avec l'Ukraine.

Beaucoup d'immigrants quittent chaque année de manière illégale par la Russie et par la Biélorussie et ils se retrouvent presque tous dans des centres de détention pour une durée d'au moins 6 mois lorsqu'ils sont arrêtés, avant d'être retournés dans leur pays d'origine. «Il y a beaucoup d'immigrants irréguliers au centre de détention de Lviv en Ukraine, surtout», comme Koukissila m'a dit. Il s'agit du centre de détention situé le plus près de la frontière polonaise. L'Ukraine et l'Europe centrale ne sont pas leur destination finale, mais rien ne prouve qu'ils vont plus loin.

Des demandeurs d'asile sans statut reconnu en Russie

La coordinatrice de l'OPORA est aussi interprète bénévole pour les arrivants et demandeurs d'asile Afrique, Afghanistan et d'Iran au service fédéral des migrations de la Russie, ФМС

Laurence Couture Gagnon

(Федеральная Миграционная Служба России), puisque ce service n'a pas les moyens de fournir des interprètes. Je l'ai suivi alors qu'elle allait faire de la traduction pour quelques arrivants d'Afrique qui ne parlent que français et doivent rencontrer un agent pour leur demande d'asile. À ce centre, j'ai réalisé quelques entrevues et assisté au processus que les nouveaux arrivants doivent passer en Russie.

Lorsque j'ai rencontré Wilfrid, il attendait en ligne avec les autres immigrants, qui venaient majoritairement d'Afghanistan. Réfugié politique de la Côte d'Ivoire, il est arrivé depuis 3 ans en Russie et attend toujours son statut de réfugié. Il a terminé ses études post-graduées dans son pays, mais devait partir d'urgence, car il était poursuivi par le gouvernement et risquait sa vie. Il a demandé son visa russe, car il savait que c'était le plus rapide. Il était étudiant et à son discours, il semble être une personnalité académique qui critiquait le pouvoir en place. Il a fui en Russie sans connaître la langue; il l'a appris en 2 ans et travaille maintenant dans la vente (pas de précision). Il doit maintenant prouver au gouvernement russe qu'il est un réfugié politique, afin de recevoir son statut des Nations Unies et quitter vers l'ouest. Il doit se présenter une fois à tous les 3 mois au bureau du service fédéral des migrations. Il m'a posé plusieurs questions sur le Canada et sur le Québec. Il est désespéré et lorsque je lui ai demandé dans quel pays il aimerait aller, il m'a dit qu'il ne rêvait plus maintenant et qu'il cherchait seulement à quitter: «N'importe où, je veux seulement quitter la Russie». Il est prêt à tout, mais n'a pas de plan fixe.

Ce bureau des migrations fournit les visas de 3 mois, mais les immigrants attendent en vain leur statut de réfugié et espèrent tous avoir la permission de quitter la Russie. Ils sont tous désespérés et occupent des emplois non officiels en attendant de quitter. Je me suis ensuite entretenu avec un Somalien de 22 ans, qui était arrivé seul en croyant pouvoir se rendre facilement en UE. Malheureusement, cela fait déjà 2 ans qu'il attend son passeport de réfugié, avant la fin de son enquête par les autorités russes. Il ne peut pas travailler et m'a avoué penser partir de manière non officielle, puisqu'il ne peut travailler à Moscou avec son statut actuel.

Le bureau est situé en banlieue de Moscou et les affiches sont simplement écrites en russe. Les immigrants avaient auparavant inscrit les traductions sur les murs, mais les fonctionnaires les ont enlevées. La salle d'attente est pleine et les lieux sont assez défavorisés. Les fonctionnaires

qui y travaillent traitent les immigrants avec beaucoup de condescendance. Les immigrants peuvent attendre plusieurs heures en ligne, bien qu'ils aient reçu une invitation pour se présenter à une heure donnée. Il y a évidemment un lien important à faire entre l'accueil des étrangers en Russie et leurs choix de quitter vers l'ouest de manière illégale et cela n'est qu'un exemple.

Avant de quitter vers l'Ukraine, j'ai fait une dernière entrevue en me rendant à la résidence de Shamzi pour partager un plov (plat de riz traditionnel) avec sa femme et ses cinq enfants, qui sont des réfugiés afghans arrivés en 2002 pour fuir la guerre. Shamzi et sa famille sont en situation de survie à Moscou et il m'a seulement parlé à quel point leur vie est en danger et pourquoi ils veulent quitter. Ils n'ont aucune information du pays de destination, ils pensent bien sûr au Canada, mais en ignorait pratiquement la situation géographique avant que la soeur de la femme y émigre en 2002. Ils ne comprenaient pas tellement ce que je faisais ni pourquoi je m'intéressais à leur situation, mais croyaient que j'allais les aider. À tous les jours suivant l'entrevue, Shamzi m'appelait environ deux fois par jour, afin de savoir si je pouvais l'aider. Ils ne cherchent qu'une issue et pour eux, tout le monde peut les aider puisque nous ne sommes pas réfugiés, ni Russes.

Shamzi et sa famille sont arrivés en 2002, en train. Ils ont dû attendre 3 ans avant de recevoir leur statut de réfugié, mais la militsiya russe ne reconnaît pas leur passeport et lui demande toujours de payer des amendes d'environ 200 roubles quelques fois par semaine (10 dollars CAD). Shamzi travaille dans un marché en banlieue de Moscou où il vend des fruits et légumes. L'hiver, lorsque le marché est fermé, il reste à la maison. La famille habite dans un appartement de 2 pièces, mais ils louent la deuxième chambre à des travailleurs saisonniers ouzbeks.

Shamzi veut quitter n'importe où, mais n'a pas les moyens de présenter une demande d'immigration dans un autre pays. Il cherche seulement à économiser de l'argent gagné au marché pour amener sa famille à l'Ouest, mais en raison de son statut de réfugié et de sa situation économique, il ne sera accepté dans aucun pays. De plus, la charte des Nations Unies ne permet pas à un réfugié recevant déjà la protection d'un État autre que son État d'origine, de faire une deuxième demande de réfugié dans un État. Donc Shamzi ne pourra se rendre dans un autre

pays, son unique solution est de passer illégalement à l'Ouest. Il ne veut pas non plus retourner en Afghanistan car ils n'ont plus rien là-bas, ni terre, ni maison.

Pourquoi y-a-t'il autant de personnes d'origine africaine ou du Proche et Moyen-Orient qui se retrouvent en Europe de l'Est et non pas d'Asie centrale, comme nous aurions pu l'imaginer? Jana Antonova Zayonchkovskaya, chercheuse à l'Académie des sciences de Moscou a déclaré en entrevue: «Contrairement à ce que l'on pourrait penser, il n'y a pas beaucoup d'individus provenant des anciennes républiques soviétiques qui traversent en Russie pour aller à l'Ouest (et ce même s'ils vivent déjà en Russie). Ils savent que les frontières sont fermées. C'est plus facile d'aller en Turquie, Azerbaïdjan et Géorgie pour aller en Europe». De plus, les citoyens des anciennes républiques soviétiques trouvent plus facilement du travail en Russie. La chercheuse a avoué qu'il y a quelques Ouzbeks et Tadjiks qui essaient de traverser illégalement et sans visa les frontières, mais il s'agit surtout des rares cas, lorsque les personnes n'ont pas d'information concernant les mesures frontalières. Bien entendu, elle reconnaît qu'il y a encore beaucoup de trafic de drogues qui transite en Russie, de l'Afghanistan, puis du Tadjikistan, pour aller en Europe. Ces réseaux sont bien organisés et sont de grosses organisations, difficilement identifiables.

La plupart des migrants irréguliers en transit se font arrêter à l'intérieur des territoires, bien avant de traverser les frontières, et ceux qui se font arrêter sont les migrants et demandeurs d'asile, entrés en Russie et en attente d'un statut. Il est difficile de calculer le succès des tentatives mises en place, mais la hausse des arrestations donnent de bons indices qu'il y en a moins qu'avant. Cela est dû à la surveillance des frontières externes de l'UE, mais aussi à la hausse de la surveillance des États est-européens.

Comment ces migrants sans statut envisagent-ils traverser vers l'UE?

La réalité de ces personnes est bien différente des choix et idées des migrants rencontrés à Moscou. Ils ne quitteront pas tous et même si plusieurs le savent, c'est difficile à affirmer. De plus, même s'ils n'ont pas d'attache en Russie, plusieurs hésiteront à la dernière minute de prendre le risque. Ils ont peu d'idée concernant les moyens de traverser. Selon la chercheuse

Jana Antonova Zayonchkovskaya, les gens plus pauvres, les étudiants et les commerçants traversent en autobus. En automobile, c'est trop difficile et il y a aussi des frontières en Biélorussie et en Ukraine pour sortir de la Russie. «Avant, on voyait le phénomène, mais maintenant, c'est très rare», selon Zayonchkovskaya. Leur seule chance de réussite est de se fier sur des réseaux ou recevoir une invitation de famille ou d'amis installés dans un pays à l'ouest. Les migrants en fuite n'élaborent pas de stratégies comme les commerçants et travailleurs, qui ont un plan défini et qui sont au courant des mesures aux frontières et des pratiques douanières. Ces derniers connaissent déjà les méthodes, les coutumes et sont en relation avec des groupes de collègues à travers les frontières. Dorénavant, avec la fermeture des frontières de l'UE, les personnes qui traversent le plus les frontières de l'Ukraine avec l'Europe sont surtout des touristes et des 'smugglers', ce qui est légal et fréquent dans la région», a affirmé Pilinski.

Le directeur du bureau de l'Institut Kennan à Kiev, croit que les immigrants irréguliers qui sont en Ukraine sont originaires de la Somalie et aussi, un des plus gros groupes, d'Afghanistan. Le directeur de l'Institut Kennan m'a aussi dit que les immigrants en provenance de pays comme l'Afghanistan viennent pour toujours en Ukraine, ne veulent pas partir ailleurs ou retourner, l'Ukraine est leur destination finale. Cela montre une différence avec la Russie, où ils veulent quitter.

Selon Pilinski, depuis l'élargissement de l'UE, il n'y a pas de différence pour les Ukrainiens qui traversent les frontières. Les voyages en Europe sont aussi fréquents et il est tout de même facile pour eux de traverser les frontières. Pour les immigrants réfugiés et les migrants illégaux en transit, il avance que l'élargissement a définitivement arrêté cette immigration de transit. Les nouveaux règlements frontaliers et les politiques d'immigration sont destinés à bloquer les migrants en situation irrégulière, en fuite vers l'ouest.

L'immigration irrégulière aux frontières est-européennes

Depuis le milieu des années 2000, il y a une forte diminution des migrants irréguliers traversant les frontières orientales de l'UE et ce déclin est expliqué en grande partie par la hausse des arrestations en Europe de l'Est, puisqu'il y a plus de surveillance policière aux frontières et à l'inté-

rieur des pays de la région. De surcroît, il y a une augmentation du nombre de centres de détention pour immigrants et étrangers en Europe de l'Est, surtout en Ukraine et en Pologne. Pilinski pense que l'immigration de l'Ukraine vers l'UE est majoritairement légale, car il est pratiquement impossible aujourd'hui de passer illégalement en UE. Ceux qui tentent de traverser illégalement, sont arrêtés avant les frontières et transférés dans des centres de détention, puisque les frontières est-européennes sont maintenant bien organisées.

Au début de 2002, le Conseil des ministres européens a adopté un plan d'action pour contrôler l'immigration clandestine et la traite des êtres humains. J'ai décidé de ne pas aborder le problème de la traite de être humains dans cette recherche dû à l'ampleur du phénomène et à l'impossibilité de la documenter lors de mes entrevues. Aussi, c'est à ce moment que la police européenne des frontières européennes a été mise en place, accompagnée par un durcissement des sanctions pour les personnes arrêtées aux frontières (Focus-Migration, 2010). L'Ukraine a suivi ces mesures européennes en matière de contrôle des migrations irrégulières en instaurant un programme de prévention de la migration illégale en 2001-2004, afin d'améliorer les frontières et le contrôle de visa. Le nombre d'arrestations a connu une hausse durant cette période et le système de déportations des immigrants illégaux a aussi été établi. Dorénavant, ce qui se passe à la frontière Russie-Ukraine est un point important pour l'Union européenne.

Pour Wallace, «*The numbers of illegal border crossings have generally fallen since the early 1990s, which may reflect a real fall in transit migration or it may reflect the changing efficiency of the border patrols. In Poland there has been a fall in these statistics, as is the case in Hungary*» (Wallace, 2002: 610). Elle explique ce résultat car les migrants sont prévenus d'entrer avec les mesures mises en place aux frontières. Ils n'arrivent pas à passer et savent qu'il s'agit d'une mission presque impossible.

Cependant, on estime entre 4 à 7 millions d'immigrants irréguliers en Europe actuellement (Focus-Migration, 2010). Environ un million et demi tente d'entrer en Union européenne chaque année, sur ces chiffres, la majorité passe par la frontière à l'Est (Bojcun, 2005). Ce phénomène continue par ailleurs à être très important en Pologne: Le nombre de migrants illégaux saisi à la

frontière orientale de la Pologne n'a cessé d'augmenter au cours des dix dernières années, notamment à la frontière entre la Pologne et l'Ukraine et surtout depuis le début des années 2000. Nous savons que durant la période 1991-2001, 85 000 immigrants illégaux ont été arrêtés aux frontières ukrainiennes (Malynovskaya, 2004: 5). Entre 1996 et 2006, 43 283 personnes ont été saisies à la frontière polonaise, 18 688 (43,2%) de ces personnes tentaient d'entrer illégalement et 24 595 (56,8%) tentaient de traverser en Pologne illégalement en provenance d'un pays limitrophe. Les autorités polonaises ont déportées 52 419 étrangers dans des pays voisins entre 1998 et 2006, principalement en l'Ukraine (2006: 76,8%) (Focus Migration, 2010). De plus, il est possible de voir l'augmentation des centres de détention dans ce pays, de 2005 à 2009 (voir les cartes des camps en Annexe C).

En fait, la majorité des migrants irréguliers (93%-98%) sont arrêtés aux frontières ukrainiennes: «[...] *the apprehended persons are predominantly nationals of CIS countries; the largest numbers of detected illegal border crossing occur on the Slovak, Russian and Moldovan segments of the border. Illegal border crossings on its Russian and Moldovan segments are usually bound for Ukraine, while most attempts of leaving Ukraine illegally take place at the Slovak and, less often, Polish border*» (Gromovs and Pribytkova, 2007: 10). Les agences ukrainiennes de protection des frontières affirment que pour la période 2003-2006, il y a eu une diminution croissance des migrants irréguliers arrêtés sur le territoire (voir le tableau des personnes arrêtées pour avoir traversé une frontière ukrainienne illégalement entre 2004-2006 et le tableau des principales routes appréhendées des immigrants irréguliers en Annexe C). Enfin, ces données montrent que la hausse de la surveillance et des activités des agences de protection aux frontières ukrainiennes donnent des résultats sur le nombre des arrestations.

D'ailleurs, suite à mon entrevue avec la coordinatrice de l'OPORA à Moscou, il semble que la plupart des étrangers qui se retrouvent dans les camps de détention en Russie et en Ukraine sont des étrangers et demandeurs d'asile qui quittent la Russie vers l'Europe. Puisque plusieurs demandeurs d'asile arrivent par la Russie et désirent y quitter, il y a plus d'arrestations qu'auparavant en Russie et en Ukraine. Dans la plupart des cas, si les migrants irréguliers arrivent de la Russie vers l'Ukraine, ils sont rapidement arrêtés à Kharkiv, en Ukraine. Ils entrent habituellement par la Russie: «*The main routes include illegal entries into Ukraine through the green bor-*

Laurence Couture Gagnon

der and continuing illegal border crossing further via Bryansk-Chernigiv and Sumy on the Russian border, Gomel-Chernigiv on the border with Belarus, and Berehivske, Velykoberezhnyanske and Vynogradarske on the border with Slovakia and Hungary» (Gromovs and Pribytkova, 2007: 10) (Tableaux en Annexe C).

Est-ce que ces nouvelles frontières externes de l'UE, plus sécurisées que jamais, risquent paradoxalement d'encourager l'illégalité? Les mesures restrictives, en mettant des obstacles à la circulation de ces personnes, estime Morokvasic, risquent de les amener à une démarche radicale, l'émigration qui ne pourra, dans la plupart des cas, se faire que dans l'illégalité (Morokvasic, 2004). Plusieurs auteurs partagent ce point de vue: «*Paradoxically, the ability to control migration has shrunk as the desire to do so has increased*» Portes et DeWind citant Bhagwati, 2007: 29). D'après De Tinguy, l'illégalité s'auto-stimule; plus les migrations de transit se développent, plus elles favorisent le développement de l'immigration irrégulière et du travail clandestin (De Tinguy, 2001: 11). Ces désordres favoriseraient alors le développement de réseaux clandestins et le trafic de migrants. Cela rejoint en partie les arguments de Zayonchkovskaya et de Pilinski, croyant que ceux qui réussissent à passer illégalement les frontières font affaire avec une agence ou un contact qui les aident à traverser illégalement et avec de faux papiers.

À la suite des entrevues réalisées aux frontières, il ne semble pas avoir de possibilité pour les immigrants sans document de traverser les frontières sans papier. Le phénomène est très caché et non visible. J'ai appris qu'il y a plus d'arrestations d'étrangers sur le territoire ukrainien et russe, mais il est pratiquement impossible de vérifier en entrevues un changement dans le passage aux frontières de ces étrangers depuis les 10 dernières années. L'immigration illégale frontalière est extrêmement secrète et aucune information n'a été recueillie en entrevues indiquant une hausse et une poursuite des activités.

Les chiffres existants sont souvent soit incroyablement bas ou incroyablement élevés: la Russie affiche une extrême diversité «à partir de 700.000 jusqu'à un peu plausible de 15 millions» (Duvell, 2004: 486). Les chiffres des gardes frontaliers sont aussi une autre source d'information. Ils sont souvent plus faibles, car ils ne couvrent que les personnes appréhendées à la frontière et

sur le territoire, laissant non comptabilisés ceux qui échappent à l'appréhension (Duvell, 2004: 486).

Le nombre d'arrestations ne dit pas comment les formes de passages aux frontières prennent forme et évoluent dans l'illégalité. L'absence de données sur leur départ, ainsi que leur entrée dans un pays ne fournit pas d'information sur l'évolution complète du phénomène. Si les immigrants illégaux ne reviennent pas et ne sont jamais arrêtés, nous ne pouvons estimer le nombre. «[...]according to Europol, 80 percent of 'illegal' immigration is due to expiration of tourist visa, while only 20 percent result from illegal frontier crossing» (Bigo, Guild, 61). La différence de ces données avec celles des autorités ukrainiennes évoquent la difficulté du problème avec précision. C'est aussi pourquoi Zayonchkovskaya m'a dit qu'il était difficile d'évaluer l'immigration illégale, car la plupart des irréguliers sont ceux qui décident de rester, mais qui sont entrés soit comme touristes, soit comme travailleurs. Toutefois, nous pouvons au moins nous fier sur l'augmentation du nombre des arrestations sur le territoire pour analyser l'évolution du phénomène dans le temps.

Même les personnes habitant près des frontières de l'UE m'ont répondu n'avoir jamais été au courant de telles pratiques dans leur localité et ne pas connaître l'ampleur du phénomène des passages d'immigrants irréguliers aux frontières, sauf une information donnée par Pilinski, mais que je n'ai pu vérifier en entrevues. À la frontière Slovaque-Ukraine, il y a plusieurs montagnes et cours d'eau, puis ces deux régions étaient très pauvres, mais quand ils ont ouvert ces frontières après 1991, les personnes habitant en Ukraine, à la frontière, sont devenues riches et ont construit de grosses maisons, sans travailler plus. «*Because this is the last point before Europe, when migrants come to Ukraine, they go to this point, so they definitively receive some money. Everyone knows that, it is not a special information, you can read that in magazines and newspapers*» (Pilinski). Une autre pratique commune et souvent rapportée au moment de leur arrestation: les immigrants irréguliers se retrouvent souvent sans document. Dans la plupart des cas ils ont délibérément caché ou détruit leur passeport ou ils cachent leur identité pour ne pas être retournés dans leur pays d'accueil ou dans un pays tiers. Ceci pose problème lors de leur retour.

En outre, l'importance de la corruption à grande échelle dans la région favorise le développement des passages illégaux, les irréguliers sont souvent assistés dans leur démarche et relèvent de réseaux et de filières organisées. Il y a encore beaucoup de corruption et d'irrégularité aux frontières étudiées malgré les nouveaux règlements mis en place, mais cela n'est pas seulement attaché à l'immigration illégale. J'ai obtenu beaucoup de témoignages concernant les pratiques non officielles des douaniers et des individus en circulation mêmes dans plusieurs de mes entrevues et cela concernaient toutes les catégories de personnes rencontrées. De plus, j'ai moi-même assisté à plus plusieurs paiements et autres méthodes de pots-de-vin entre douaniers et voyageurs. Les différentes stratégies sont également développées par les autres catégories de personnes en mobilité, tels les commerçants et travailleurs pour traverser les frontières et contourner la surveillance renforcée.

Autres pratiques irrégulières aux frontières externes de l'UE

Lors de mon arrivée aux frontières occidentales de l'Ukraine, j'ai pu remarquer et entendre parler de plusieurs pratiques de corruption aux frontières, concernant le trafic de marchandise. S'il n'y a plus de voyageurs irréguliers sans passeport ou visa qui traversent les frontières de l'UE depuis l'application des règlements frontaliers dans le cadre de l'élargissement européenne de 2004, certes, il y a encore beaucoup de mesures non officielles qui ont lieu aux frontières.

D'abord, dans cette recherche et lors de mon travail de terrain, il fut difficile de distinguer les pratiques de mobilité irrégulière et régulière. La ligne est très mince entre le respect des lois et la déviance dans les comportements des personnes en mobilité, mais je ne veux pas proposer une définition de l'immigration illégale pour classer ces concepts et je ne considère pas les marchands transfrontaliers et travailleurs en tant que migrants irréguliers en fuite.

Si à la suite des années 1990, on voit resurgir une économie parallèle avec l'apparition du commerce frontalier, représentant les transformations qui marquent l'Europe de l'Est après la chute du régime soviétique, les entrevues réalisées cet été aux frontières révèlent aussi une transformation du régime actuel. De nouvelles stratégies sont développées par ces commerçants en circulation qui doivent s'adapter aux frontières plus surveillées qu'auparavant. Cela donne lieu à

l'apparition de nouvelles méthodes cherchant à contourner cette surveillance et les règlements mis en place par l'UE. Les frontières sont maintenant contrôlées par l'État et la police, alors que la mobilité, elle, est indépendante et les acteurs y prenant part cherchent à poursuivre leurs activités.

Il est connu parmi presque tous les voyageurs rencontrés, qu'ils soient Ukrainiens, Slovaques, Polonais ou Hongrois, que presque tous les agents des douanes acceptent et demandent des pots-de-vin aux frontières. J'ai entendu plusieurs histoires concernant les douaniers ukrainiens, mais la majorité de mes entrevues ont eu lieu avec des Ukrainiens, en Ukraine, donc je n'affirme pas qu'ils sont plus corrompus que les autres. À la frontière séparant l'Ukraine de la Slovaquie, les gardes frontaliers ukrainiens demandent presque toujours des pots-de-vin de 5 à 10 Grivna (environ 1 dollar canadien) pour permettre de procéder plus rapidement dans la zone frontalière. Parfois, ce montant est plus élevé, mais cela indique la permanence de ces pratiques parmi les gardes frontaliers. Il est aussi possible de traverser les frontières sans payer de pot-de-vin, mais l'attente sera plus longue. Aux frontières, il y a une hiérarchie parmi les voyageurs. Ceux-ci offrent très souvent des pots-de-vin pour entrer dans la zone frontière de l'Ukraine et certains voyageurs reçoivent un traitement préférentiel, en raison de leurs relations particulières avec les douaniers.

Du côté de la Pologne et de la Slovaquie, il y aurait depuis quelques années, une diminution de la corruption aux frontières (Buzalka and Benč, 2007: 7), mais il est également possible que ces pratiques soient plus cachées et moins discutées concernant les comportements des agents frontaliers, en raison de leur place dans l'UE et des exigences de sécurité et de transparence. Selon plusieurs voyageurs interrogés, certaines pratiques de corruption restent présentes, mais sont devenues plus sophistiquées et cachées, par exemple lorsque les officiers doivent inspecter un autobus rempli de marchandise destinée à la revente, ils sont plus discrets dans la manière de demander des pots-de-vin. Toutefois, il est aussi possible que les comportements des marchands qui transportent cette marchandise soient aussi plus discrets.

Enfin, malgré le contrôle des passeports et des visas qui respectent les règlements des politiques migratoires et sécuritaires de l'UE, ne laissant rien passer, le matériel, les petits commer-

çants et les marchandises passent souvent sans problème, sous le regard des douaniers qui demandent de l'argent et des voyageurs qui semblent habitués de voir ce type de pratiques.

Conclusion sur les demandeurs d'asile et migrants irréguliers en l'Europe de l'Est

Le phénomène des migrants irréguliers est encore présent en Europe de l'Est, mais la hausse des arrestations aux frontières montre qu'ils n'arrivent plus à traverser en UE et que les règlements aux frontières et dans les territoires des pays fonctionnent selon les objectifs des autorités de l'UE.

Les tentatives de migration irrégulière sont toujours présentes, car cela ne dépend pas des frontières et autres mesures mises en place par les États, mais des conditions de vie dans un pays instable. Lorsqu'ils décident de quitter et de risquer leur vie en immigrant de façon irrégulière, ils sont en situation de survie ou ne connaissent pas les mesures en place. Même si les frontières étaient encore plus sévères, leur décision ne changerait pas. Les frontières n'affectent pas leurs décisions d'immigrer, mais les règlements bloquent leur entrée sur le territoire de l'UE dans la plupart des cas.

Mes entrevues ont montré que cette tendance d'immigration illégale chez les demandeurs d'asile en Russie se poursuivra car il n'y a pas de mesure efficace pour leur accueil la gestion des arrivants. J'ai montré que leur départ illégal dépend aussi de leur accueil et des services disponibles en Russie. Cependant, plusieurs immigrants avaient déjà prévus quitter la Russie vers un pays de l'Ouest et ce, avant d'arriver.

Je tenais à montrer que les effets des règlements aux frontières ne touchent pas tous les individus en mobilité de la même façon et au même degré. Bien que les stratégies pour traverser en UE dépendent des facteurs socioéconomiques de la personne, du visa obtenu et de son occupation; il y a aussi une part importante à l'origine et au statut de la personne en circulation. Un demandeur d'asile d'Afrique a peu de choix de stratégies à mettre en place pour traverser alors que le commerçant habitant en Ukraine en a plus. Plusieurs migrants rencontrés à Moscou se rendent vers l'UE, mais très peu passeront les frontières pour entrer en UE.

Ces immigrants ne reflètent toutefois pas le cas des personnes que j’ai rencontré plus tard aux frontières. Pour les demandeurs d’asile et réfugiés entrés par la Russie, ils quitteront pour toujours et veulent s’exiler à l’Est. Alors que les travailleurs et commerçants quittent seulement pour des périodes de court terme en UE, sont engagés dans un mouvement de mobilité et envisagent d’autres perspectives que la fuite.

La migration de court terme aux frontières

La migration de court terme représente un des points majeurs de la recherche, puisqu’il s’agit de la nouvelle dynamique de migration qui caractérise la région étudiée. Partant de l’Europe de l’Est pour aller en Europe centrale, les voyageurs sont caractérisés par une mobilité pendulaire, ou temporaire. Cette forme de migration est définie par un départ d’une durée limitée dans un pays d’accueil et est présente dans les domaines de l’emploi, où les transfrontaliers se rendent dans un pays de l’Union européenne pour la durée d’un contrat de travail, mais elle est aussi observable pour les commerçants de valise, qui traversent la frontière pour aller vendre des produits qu’ils ont obtenu à des prix moins élevés dans un pays de l’Europe de l’Est. En bref, le retour de ces individus dans leur pays d’origine est fréquent et même ancré dans leur mentalité (Wallace, 2002: 38) (voir Définitions des concepts). La littérature considère qu’une migration temporaire ne peut dépasser plus de trois mois à l’extérieur du pays (Bigo and Guild, 2005: 17), mais dans notre recherche, celle-ci est plus courte et ne dépasse pas quelques jours passés à l’extérieur du pays.

Le cas des travailleurs en circulation

Les circulations des travailleurs de l’Europe de l’Est vers l’UE évoluent conformément à la tendance migratoire générale de cette région. Les travailleurs traversent les frontières pour des séjours de court terme plutôt que pour de longues périodes ou de manière permanente et cela convient aussi aux intérêts de certains États de l’UE, qui sont encore hésitants à accueillir des travailleurs pour de plus longs séjours. Les règlements n’ont pas eu d’effet radical sur les permis de travail attribués par les États de l’Union européenne et les destinations historiques et les réseaux sont encore en place. Tel que Portes et DeWind croient, une fois que les courants dans le

marché du travail démarrent, les réseaux émergent entre les migrants et leur lieu d'origine, ce qui rend les mouvements autosuffisants à travers le temps (Portes et DeWind, 2001: 7).

D'ailleurs, Sassen croit que la dynamique du mouvement de travailleurs sera toujours présente. Ces travailleurs sont prêts à prendre des emplois à bas salaires dans des économies plus avancées que dans leur pays d'origine (Sassen, 2006: 641). Les années 1980 ont été marquantes pour ce besoin de travailleurs, en raison de l'inégalité croissante des revenus. Aujourd'hui, plusieurs mesures sont mises en place afin de lutter contre cette impasse d'emplois offerts à bas salaire, mais en raison de la durabilité des réseaux de travailleurs d'étrangers dans plusieurs pays européens, les flux se poursuivent. De plus, étant donné la hausse constante du besoin de travailleurs, accompagnée par le déclin démographique, l'UE souhaite surtout accueillir des travailleurs mobiles. Ils sont prêts à venir travailler pour une période de court terme, mais pour des horaires plus longs.

Les permis de travail en UE sont maintenant plus faciles à obtenir en Europe de l'Est pour les travailleurs temporaires, la gestion des migrations clandestines est plus organisée et l'arrivée de certains types de travailleurs mobiles provenant de plus loin est toutefois davantage surveillée: *«This has now been made more difficult by the fact that migrants must apply for work permits before they enter the country and by the imposition of visas upon CIS nationals [...] Before, migrants from the East had to obtain vouchers; now they need to find an invitation in order to obtain a visa - this might be troublesome, but is not a great barrier to mobility»* (Wallace, 2002: 615). Les visas de travail, obligatoires dans plusieurs États de l'UE, ne diminuent pas l'arrivée des travailleurs, et d'ailleurs, peu de travailleurs ukrainiens se voient refuser le visa de travail lorsqu'ils en font la demande. D'autre part, dans les États d'Europe centrale, telle la Pologne, des mesures sont mises en place pour attirer les travailleurs de l'Europe de l'Est et dans certains domaines comme l'agriculture, on accueille des travailleurs sans permis de travail.

Les Ukrainiens qui travaillent à l'étranger sont estimés entre 2 et 7 millions, le nombre fait actuellement objet de plusieurs guerres politiques, puisqu'on ne compte pas toujours les travailleurs sans visa et non enregistrés (Zimmer, 2007: 3). Les Ukrainiens sont le groupe d'immigrants travailleurs le plus nombreux en Pologne, en République tchèque et en Slovaquie.

«*Ukrainians in each country- except Hungary- represent the majority of work permit holders*» (Wallace, 2002: 611). En Pologne, ils sont 300 000, 200 000 en Italie, 200 000 en République tchèque, 115 000 au Portugal et 100 000 en Espagne. La Pologne a délivré environ 10.300 permis de travail aux étrangers en situation légale en 2005 (Honekopp, 2008: 203). La Pologne a surtout besoin de main-d'œuvre dans les domaines de la construction et de l'agriculture. On estime toutefois que 200 000 Ukrainiens travaillent illégalement dans les exploitations agricoles polonaises (ibid). Ce n'est pas tout, les Ukrainiens en Pologne trouvent souvent des emplois dans des lieux de rencontre tels les bazars, ou encore certains vont directement chercher du travail sur les fermes et sur les sites de construction. Ces derniers sont surtout des travailleurs irréguliers dans permis de travail. Wallace explique ce nombre élevé de travailleurs irréguliers par les facteurs suivants: les disparités salariales, les politiques d'entrées plus libérales (les nouvelles mesures mises en place en Pologne pour accueillir plus de travailleurs temporaires confirment ce facteur relevé par l'auteure), la proximité, l'accessibilité et l'ampleur du marché noir, facilité par les réseaux de migrants déjà sur place (Wallace, 2001: 30).

En Pologne, «les conditions de travail des Ukrainiens sont extrêmement rudes puisqu'ils occupent toutes les niches économiques délaissées par les Polonais. Ils travaillent généralement 7 jours par semaine, pour à peine 1200 złotys (300 euros) par mois en tant que femmes de ménage, garde-malades ou agents d'entretien[...]» (Graslin, 2008: 294). Les travailleurs immigrants continuent à occuper des emplois dans les sphères et domaines souvent moins bien rémunérés que les travailleurs nationaux, tel dans les domaines de la restauration et l'hôtellerie, l'agriculture, la construction et les emplois ménagers ou domestiques. «*The lower segment of the labour market is much larger, so migrants from the East make up most of the total, even if many are better educated and more skilled than their jobs require* (Williams et al. 2001)» (dans Wallace, 2002: 611).

En UE, les mesures d'attribution des permis de travail ne se comparent pas à l'évolution des mesures plus sévères appliquées aux frontières, qui montrent plutôt une tendance inversée. On observe une diminution des flux vers l'Europe de l'Ouest comparativement aux années 1990, alors que la circulation est plus facile depuis Schengen pour les Est-européens qui souhaitent aller travailler en UE. D'un autre côté, les conséquences de la crise financière, des changements

économiques et la désillusion envers l'Europe ne motivent pas les Est-européens à aller définitivement en Europe de l'Ouest en grand nombre. Selon Pilinski, le visa Schengen est plus facile à obtenir aujourd'hui et il est plus facile pour les Ukrainiens d'aller travailler dans un pays de l'UE, mais: «Comme les niveaux économiques sont les mêmes de l'autre côté de la frontière en Hongrie, je ne vais jamais y aller pour travailler. Ces régions frontalières en Europe ne sont pas vraiment plus riches que l'Ukraine».

Dans ce contexte, quels types de travailleurs quittent alors l'Europe de l'Est pour traverser en UE? Selon Zayonchkovskaya, les travailleurs, les étudiants universitaires, les spécialistes et les programmeurs russes sont les plus nombreux à se rendre en UE. Ils terminent leur troisième cours et vont ensuite en Scandinavie, en France, car ils n'ont pas de chance ici. Ils n'y reviennent souvent pas car ils y font ensuite carrière. Ces pays offrent aussi plusieurs travaux pour les étudiants en saison saisonnière, ce qui les attire à venir et même y demeurer après leurs études. Cependant, il y avait beaucoup plus de mouvements des travailleurs russes qui se rendaient en UE pour travailler dans les années 1990, mais ils revenaient presque toujours en Russie et maintenant ce courant est de moins en moins populaire, selon Zayonchkovskaya.

Les gens d'affaires vont aujourd'hui plus à l'Ouest pour augmenter leurs profits, surtout ceux dont les enfants y étudient. En raison des nombreuses activités commerciales dans la région occidentale entre Ukraine et la Slovaquie orientale, les hommes d'affaires constituent un autre groupe nombreux de voyageurs régionaux importants. Pour ces types de migrants travailleurs, il n'y a pas eu de changement suite à l'élargissement de 2004, car c'est aussi facile d'obtenir le visa. Toutefois, ces types de travailleurs gens d'affaires ne traversent rarement les frontières terrestres de l'UE et c'est pourquoi je n'ai pas observé aux frontières, les conséquences des nouveaux règlements sur leurs circulations.

Il y a encore plusieurs travailleurs irréguliers en Europe de l'Ouest, mais surtout de nombreux touristes ou étudiants arrivés dans le pays d'accueil et qui décident de poursuivre leur séjour en travaillant sans permis de travail. Selon Graslin, pour 80% des étudiants ukrainiens, un travail illégal vient s'ajouter aux études. Pour pouvoir rester dans la société d'accueil, les Ukrainiens sont forcés de multiplier les contacts pour s'y intégrer. Ceci explique le plus grand nombre de

mariages mixtes qu'ils contractent avec des ressortissants polonais (Graslin, 2008: 295). Il y a donc un nombre important de travailleurs non enregistrés dans l'Union européenne, malgré les restrictions aux frontières externes de l'UE, qui n'ont pas affecté directement les travailleurs qui se trouvaient déjà en UE. Zayonchkovskaya remarque que les travailleurs qui quittent pour travailler dans des familles en Espagne, en Italie, en Allemagne ou au Portugal sont souvent irréguliers, ou le deviennent par la suite. Ceux-ci ne reviennent souvent pas et jettent leur passeport.

La situation des travailleurs de l'Europe de l'Est vers les pays de l'UE a aussi évolué depuis les règlements frontaliers plus sévères. Schengen et la fermeture des frontières ont changé bien des choses en Europe de l'Est et ont des impacts sur les Russes. «Plusieurs immigrants russes sont demeurés en Europe lors de l'application de Schengen, car ils ont eu peur de ne pas pouvoir retourner en Europe s'ils revenaient en Russie» (Zayonchkovskaya). Ils sont donc devenus illégaux en Europe en allongeant leur séjour. Il s'agit surtout des travailleurs en Espagne, au Portugal et en Italie, mais il est difficile d'estimer le nombre et de voir s'il y a eu une augmentation ou une diminution depuis les années 2000.

D'après Pilinski, certains courants et réseaux n'ont pas changés depuis les années 1990, alors que plusieurs travailleurs ukrainiens allaient en Italie ou Espagne pour travailler. Aujourd'hui, il y a encore des familles qui s'y installent: «C'est le processus normal de l'immigration, depuis toujours, un village peut s'installer peu à peu d'un pays vers un autre. Les nouveaux arrivants font venir leurs cousins, leurs amis, leurs voisins et cela devient un réseau» (Pilinski).

Zayonchkovskaya affirme qu'il y a encore des destinations plus populaires pour les travailleurs russes en UE, comme dans le domaine de la construction, les immigrants vont au Portugal. C'est facile, car leur statut est rapidement reconnu et ils peuvent acheter des maisons pour moins chers. Ce pays donne une autorisation aux étrangers plus facilement que dans les autres pays d'Europe. Le chercheur Yaroslav Pilinski croit que les Ukrainiens vont plutôt en Espagne pour travailler dans le domaine de la construction. Il s'agit ici d'un changement important de ce courant, accentué même après la crise financière, où plusieurs immigrants ukrainiens vont en Espagne et en Italie pour travailler avec le visa Schengen, accordé maintenant plus facilement. Pour

les Ukrainiens, ce n'est pas difficile et peu coûteux d'obtenir le visa Schengen, mais en même temps, il ne donne pas trop d'avantages, d'après Pilinski.

Avant les années 2000, les Ukrainiens se rendaient en plus grand nombre pour travailler en Allemagne. «Depuis 2 ans, ils reviennent, mais il y en a encore qui quittent vers ces pays. Quelques Ukrainiens vont travailler en Italie comme 'housekeepers'» (Pilinski). Il y a aura encore des besoins importants en Europe pour les travaux dans l'agriculture et les travaux manuels, où les Est-européens sont le groupe le plus nombreux à appliquer.

Toutefois, il y a encore des problèmes de 'gastarbeiters' (les travailleurs visiteurs) en Allemagne. «Ceux qui vont à l'étranger pour travailler, disent qu'ils veulent revenir, mais cela ne veut rien dire et lorsqu'ils quittent avec leur famille, ils sont immigrants» (Pilinski). Plusieurs se rendent en tant que touristes en Écosse ou en Angleterre, mais restent ensuite pour travailler non officiellement et cela est même avantageux pour l'Angleterre car ils sont des travailleurs à bon marché. Une des stratégies courantes des immigrants travailleurs est d'entrer au pays comme touriste, ou pour visiter un membre de la famille ou un ami et dans plusieurs cas, ils restent pour un contrat de travail (Wallace et Stola, 2001: 108).

La chercheuse de Moscou m'a parlé d'une tendance inversée des travailleurs est-européens depuis les années 2000. Il y a plus d'Ukrainiens qui travaillent en Russie depuis les années 2000. En 2004, on comptait entre 1 et 3 millions d'Ukrainiens en Russie (Duvell, 2011:3). La destination centrale est Moscou, où les Ukrainiens travaillent surtout dans les domaines de la construction et des transports; ils représentent le tiers de la force de travail étrangère du pays (Bojcun, site Eurozine.com [article mis en ligne le 12 janvier 2005]). Toutefois, dans la littérature, il y aurait moins d'Ukrainiens qu'avant qui vont en Russie pour travailler, après avoir atteint un point culminant à la fin des années 1990, mais le phénomène demeure encore important (Zimmer, 2007: 3). Pour la chercheuse Zayonchkovskaya, les changements aux frontières de l'UE après 2004 n'ont pas eu d'effet marqué en Russie, mais la crise économique oui et les Russes sont moins attirés qu'avant à aller en UE.

Alors que les Ukrainiens ont été plus touchés par cette crise, accompagnée par une situation politique non stable, ces travailleurs sont attirés par la Russie. Cela peut être expliqué par les informations que Pilinski a données; il y a moins d'avantages qu'auparavant pour les Ukrainiens à aller travailler en UE, puisque les salaires ne sont pas si élevés.

Entrevues avec des travailleurs migrants qui se rendent en UE

Dans cette recherche et dans mes entrevues réalisées, il est normal que plus de déplacements de court terme aient été observés aux frontières de l'UE, puisque plusieurs personnes qui se déplacent à ces frontières habitent près des frontières, mais aussi parce que les mesures européennes sont plus souples envers les travailleurs de court terme et donnent plus facilement des permis de travail. Comme un des objectifs de l'UE est d'éviter que ces travailleurs migrants restent après leur contrat de travail et deviennent irréguliers, les politiques migratoires sont plus strictes envers les migrants de long terme. Les travailleurs qui partent pour plus longtemps ou qui quittent de manière permanente choisissent habituellement de faire le voyage en avion plutôt qu'en autobus ou en train.

Il y a aussi des travailleurs qui quittent pour une période non déterminée. C'est le cas de deux Russes, Tania et Artem, 23 et 28 ans, que j'ai rencontré à Moscou en juillet 2010. Ils habitaient depuis un an au Monténégro et étaient d'abord partis pour voyager en Europe centrale, orientale et du sud-est, mais ils m'ont dit être tombé en amour avec le mode de vie d'une ville au Monténégro et ont décidé d'investir dans un magasin de produits artisanaux. Je les ai rencontrés alors qu'ils étaient à Moscou pour visiter leur famille et amis, ainsi que pour se procurer du matériel moins cher pour apporter dans leur petit commerce au Monténégro. Ils font ce trajet seulement quelques fois par année, en raison de la distance à parcourir, du coût du billet de train et pour refaire les demandes du visa Schengen. Ces jeunes sont assez marginaux et font partie d'une minorité, mais ils représentent aussi une certaine catégorie de personnes vivant en Europe de l'Est qui ont envie de partir dans un pays du sud différent de la vie en Russie, puis ils ont aussi profité de l'ouverture des frontières pour partir. Pour eux, qui ont un certificat universitaire et avaient des économies avant de quitter, le visa Schengen n'a pas été difficile à obtenir. Par contre, pour rester sur place plus longtemps, ils doivent refaire la demande et revenir en

Russie à tous les trois mois. Ils en profitaient pour acheter dans les marchés de Moscou, du matériel pour leur magasin d'artisanat et apportaient dans le train, des valises remplies de matériel destiné au commerce, en devant parfois payer des pots-de-vin aux douaniers qui les laissent passer.

J'ai aussi rencontré Bogdan à Lviv en Ukraine qui travaille à Versailles comme serveur dans un hotel luxueux et revient chaque été pour passer les vacances avec sa famille, demeurée à Lviv. Il fait le voyage en autobus à chaque fois de la France, car c'est moins cher et il m'a dit que presque la majorité des passagers dans les autobus traversant les frontières de la Pologne à la Slovaquie, sont des travailleurs et des marchands qui font l'aller-retour le jour même entre leur ville en Ukraine. Il connaît aussi des travailleurs comme lui qui sont partis pour plus longtemps, mais ils sont plus rares que ceux qui effectuent l'aller-retour pour aller travailler en Pologne.

La tendance principale observée lorsque j'étais à Lviv est en effet celle des travailleurs ukrainiens qui vont en Pologne chaque jour pour travailler. Dans la plupart des cas, il s'agissaient de travailleurs qui se rendaient à moins de 3 heures de l'autre côté de la frontière. Les salaires sont un peu plus élevés et l'aller-retour en autobus ou en train ne coûte presque rien, soit moins de 10 dollars.

Vassil, un Américain rencontré à Lviv, travaille comme professeur d'anglais et connaît plusieurs amis qui travaillent au consulat polonais de Lviv. Il m'a décrit les procédures pour l'obtention du visa national. Selon lui, ce sont essentiellement des travailleurs de court terme qui en font la demande. Souvent, ils n'ont besoin qu'un d'un simple papier (permis spécial) pour traverser la frontière et n'ont pas besoin du visa Schengen ou du visa national polonais. Toutefois, Vassil incluait les marchands dans cette définition de travailleurs, étant donné que ses amis du consulat, les considèrent également travailleurs lors de l'attribution du permis donné dans le cadre de l'entente sur le petit trafic frontalier. Je parlerai des commerçants dans la section suivante, mais je ne les inclue pas dans cette catégorie de travailleurs, car ils sont habituellement des commerçants autonomes et les mesures européennes mises en place pour les travailleurs ne les concernent pas selon les autorités de l'UE.

Aux frontières séparant l'Ukraine de la Slovaquie, il y a aussi plusieurs travailleurs qui habitent en Ukraine et qui vont chaque matin en Slovaquie, en autobus ou en marshroutka. Les salaires y sont légèrement plus élevés, mais le coût de la vie en Ukraine est un peu plus bas qu'aux frontières de la Slovaquie. Dans la ville d'Uzhgorod, en Ukraine, située près de la frontière slovaque et hongroise, les travailleurs ont plus de possibilités de passer et ils en profitent, puisque les distances sont très courtes et qu'il y a peu de travail dans leur région d'Ukraine.

Conclusion sur les travailleurs migrants

Le visa Schengen et les permis de travail sont plus faciles à obtenir qu'avant, mais il est plus difficile de demeurer longtemps dans un pays de l'UE, comme les travailleurs d'Europe de l'Est sont de moins en moins intéressés à quitter leur famille pour une longue période, montrant une diminution importante de travailleurs permanents souhaitant s'installer dans un pays de l'UE. Les travailleurs qui partent plus longtemps vont travailler dans un pays de l'Europe de l'Ouest pour y rejoindre un réseau ou pour travailler dans un domaine en particulier, alors que les personnes qui se rendent travailler l'autre côté de la frontière, vont plutôt profiter des quelques écarts de salaire entre les frontières. En Ukraine, «[...]in 2007, average salaries are \$ 221 (*State Statistics Committee*). Unemployment rate stands at about 10 per cent, those who are in employment often work only half-time and because wages are low, a large proportion of those in employment are actually working poor. As a result, a quarter of the population (decreasing) lives in poverty (\$ 5/day), in some regions this is as high as 38 per cent (*UKUHC 2004: 11*)» (Duvell, 2011: 2). En fait, les écarts économiques entre l'Ukraine et la Pologne et la Slovaquie sont en hausse depuis quelques années, si nous regardons les indices du Produit intérieur brut dans le tableau ci-dessous.

Table 1: GDP and GNI, comparison with neighbouring and destination countries, 2002 (UNDP 2004: WB 2005)

	<i>Ukraine</i>	<i>Belarus</i>	<i>Romania</i>	<i>Turkey</i>	<i>Russia</i>	<i>Poland</i>	<i>Slovakia</i>	<i>Czech R.</i>	<i>Port.</i>	<i>Greece</i>	<i>Spain</i>	<i>Italy</i>
<i>HDI rank</i>	70	62	69	88	57	37	42	32	26	24	20	21
<i>GDP</i>	4,870	5,520	6,560	6,390	8,230	10,560	12,840	15,780	18,280	18,720	21,460	26,430
<i>GNI</i>	1,260	2,120	2,920	3,750	3,410	6,090	6,480	9,150	14,350	16,610	21,210	26,120

Il y a encore beaucoup de pratiques irrégulières des travailleurs sans permis de travail en UE en provenance de l'Europe de l'Est. L'accueil des travailleurs-migrants en UE dépend aussi des besoins croissants du pays d'accueil et cela résulte souvent par la mise en place de mesures assouplies pour certains groupes de travailleurs. Toutefois, plus tous les travailleurs sont attirés par l'Europe, car les conditions de travail sont encore difficiles pour les travailleurs migrants, souvent destinés à des emplois manuels et rémunérés en dessous de la moyenne nationale. Ils ont maintenant le choix de se déplacer pour moins longtemps et c'est souvent leur décision.

La différence est très mince entre les travailleurs et commerçants, mais leurs stratégies respectives pour traverser les frontières sont différentes, puisque qu'ils ont des visas différents et sont soumis à des règles et des défis parfois opposés. Contrairement aux travailleurs de courte durée ou des travailleurs saisonniers, ces travailleurs pendulaires décident eux-mêmes de leurs horaires et de leur retour.

Le commerce transfrontalier

Un nouveau phénomène qui a pris son essor au cours des années 1990 et qui m'intéresse particulièrement dans cette recherche, est celui de l'apparition du commerce transfrontalier. Il s'agit du groupe de personnes le plus fréquemment rencontré lors de mes entrevues aux frontières de l'UE et les commerçants mettent en place une variété surprenante de stratégies afin de poursuivre leurs activités commerciales à travers les frontières, malgré l'établissement des nouveaux règlements frontaliers. L'objectif de traverser la frontière pour ces personnes est exclusivement le petit commerce de cigarettes, d'alcool, de nourriture, de vêtements, de produits ménagers, etc. Les commerçants ont dû s'adapter à la nouvelle situation frontalière et bien que le

nombre de commerçants frontaliers ne soit pas en hausse depuis 2004, le phénomène est encore bien connu et très étendu dans la région est-européenne.

D'une certaine manière, le régime européen autorise le petit trafic frontalier puisqu'il encourage la mise en place d'accords bilatéraux destinés à faire bénéficier les frontaliers d'une série d'avantages lors du franchissement des frontières terrestres extérieures des États membres. Ces commerçants peuvent franchir la frontière à condition qu'ils possèdent un permis délivré par leur consulat national. Il est également possible pour eux de séjourner sans visa, dans la zone frontalière fixée par l'accord bilatéral signé entre un État membre et son pays voisin.

Tel que mentionné dans l'historique du phénomène, lors de l'ouverture des frontières au début des années 1990, où l'idée était de réunir les villages autrefois divisés et de rétablir les liens familiaux, les petits commerçants en ont profité pour faire des affaires et bénéficier de l'écart des prix entre les pays désormais ouverts à la circulation. De plus, des raisons économiques amenaient les personnes à s'engager dans une autre activité pour leur rapporter des revenus supplémentaires: *«Thus in Ukraine, 92 per cent of the population were not able to live on their earned incomes; even if people have a job they are often not paid for long periods of time and wages have fallen far behind inflation»* (Wallace et al. 1999a)» (dans Wallace, 2002: 604). Le commerce frontalier évolue encore aujourd'hui malgré l'application de règlements frontaliers et les petits commerçants ajustent leurs comportements aux frontières, les conduisant facilement à contourner certains quotas ou règlements en place.

D'abord, ces commerçants ne cherchent pas à aller s'installer à l'Ouest, mais sont souvent 'installés' dans la mobilité. Pour plusieurs, le commerce frontalier représente un travail, mais les tâches et activités reliées à ce commerce peuvent se modifier à travers leurs déplacements. «Pendant cette période de mobilité, leur activité peut se transformer plusieurs fois, passant du commerce au travail au noir, du trafic sur le change au travail au travail saisonnier dans l'agriculture, ou de nouveau au commerce» (Morokvasic et Rudolph, 1996: 138).

Pour plusieurs, cette activité est leur emploi principal et ils vivent de ses voyages entre les frontières. *«According to Iglicka (Chapter 7) petty traders consist mainly of young and energetic*

people, who (because of their disastrous financial situation) have resigned from their original professions and careers and have begun to engage in trade on a professional basis» (Iglicka and Sword, 1998: 90). L'âge moyen des voyageurs est de 38,2 ans et il s'agit en grande majorité d'hommes (77%). Il y a aussi un niveau élevé de personnes ayant une formation supérieure (31% enseignement supérieur et 37% secondaire) (Benc et Buzalka, 2007: 4). Leur profil ne s'est pas reflété de manière aussi uniforme lors de mes rencontres, mais en général, il y a beaucoup plus d'hommes que de femmes, qui semblent travailler plus souvent en groupe de femmes, alors que les hommes sont souvent seuls ou en petit groupe.

Sans affirmer que les commerçants sont les personnes les plus nombreuses à traverser les frontières entre l'Ukraine, la Pologne, la Slovaquie et la Hongrie, il s'agit du groupe le plus visible aux frontières, puisqu'ils voyagent en groupes souvent semblables les uns aux autres, transportent du matériel en passant des contrôles allongés aux frontières et leurs allers-retours sont fréquents. Ils ont aussi été les plus nombreux à me parler de leurs stratégies élaborées pour traverser les frontières. Il y a aussi d'autres personnes qui traversent en grand nombre et régulièrement, tels les voyageurs et travailleurs, mais les commerçants ont été affectés de manière plus marquée que ces derniers par les nouveaux règlements frontaliers. Les travailleurs et voyageurs obtiennent des visas plus facilement, ont à mettre en place moins de stratégies pour poursuivre leurs activités, comparativement aux commerçants, pour lesquels leur travail dépasse souvent les limites de la légalité.

Presque toutes ces personnes interrogées avaient accumulées plusieurs expériences de circulation à travers les frontières, avec des séjours de durée variable. Pour la majorité, il s'agit de seulement quelques jours, moins d'une semaine, alors que pour plusieurs, il s'agit d'un départ le matin et d'un retour le soir de la même journée. Selon Pilinski, les Ukrainiens qui vont en Pologne et Slovaquie sont surtout touristes, puisque selon lui, les commerçants ne sont pas des migrants, mais des touristes: *«This is not immigration and this is not diaspora, it is normal here. Even Hungarian come here for smuggling. They come for gasoline, or for cigarets. They do this smuggling all the time, for many, many years»*. D'après mes entretiens et observations, les commerçants sont assez différents des touristes ou visiteurs. Ils sont plus visibles car ils font des relations sociales et ne restent pas dans leur automobile comme la plupart des touristes. Ils sont

Laurence Couture Gagnon

également plus nombreux dans les voyages en autobus et ne se rendent pas visiter de la famille ou des amis dans le pays voisin.

Les récits recueillis aux frontières confirment que la circulation est plus facile depuis 2004, malgré l'organisation accrue des postes frontaliers et des frontières. Les nouveaux critères de surveillance montrent également un écart avec les pratiques des douaniers, qui reçoivent et demandent des pots-de-vin sans discrétion de la part des commerçants afin qu'ils puissent apporter leur marchandise. Puisque les frontières sont achalandées de petits commerçants qui ne respectent pas les quotas, les douaniers savent qu'ils peuvent recevoir plus que leur salaire en une journée de travail. De l'autre côté, les commerçants prévoient aussi leurs billets avant de traverser les frontières.

Rencontre avec un groupe de musiciens à Lviv

Lviv en Ukraine, est située à moins d'une heure de la frontière polonaise et est considérée comme étant une porte pour le trafic européen, en raison du nombre élevé de marchands et de travailleurs étrangers. De Lviv, il y a trois points de frontières majeurs avec la Pologne; dont le premier vers la ville de Przemyśl (à environ 3 heures), ainsi que la frontière de Medyka est située entre la route de Lviv et de Rzeszów. Ces points comprennent habituellement une frontière pour les piétons, les autobus et les camions. De Lviv, j'ai pris l'autobus pour Przemyśl, qui quitte à tous les trois heures. La frontière polonaise est située à environ 90 minutes de la ville de Lviv en autobus.

Dans l'autobus de Lviv à Przemyśl en Pologne, j'ai rencontré 5 musiciens Ukrainiens, dont Bogdan, Taras et Sergeï, avec qui j'ai fait le voyage et discuté pendant tout le trajet. Ils traversaient en Pologne, puis en Allemagne dans le cadre de leur tournée. En leur posant des questions dans l'autobus et lors de nos nombreux arrêts, les autres passagers de l'autobus se sont également joint à notre conversation et lorsque nous sommes arrivés à la station de douanes, les conversations se sont transformées en débat général. Les 5 membres sont de la région de Lviv. Ils sont surtout populaires en Allemagne, mais font aussi des concerts dans tous les pays d'Europe. Ils se rendaient en Pologne pour rejoindre leur autobus de tournée, qui voyage seulement en Union

européenne. À tous leurs voyages entre les frontières ukrainiennes et polonaises, l'autobus qu'ils prennent jusqu'en Pologne est rempli de commerçants; Ils m'ont affirmé que 99% des passagers sont des petits commerçants qui traversent pour aller vendre du matériel où aller en chercher en Pologne et ceux-ci habitent surtout à Lviv et près des frontières avec la Pologne. En effet, les personnes situées plus près de la frontière polonaise ont tendance à se déplacer souvent à travers les frontières et même immigrer pour des périodes de court terme (Iglicka, 2001: 65).

Habituellement, les commerçants apportent de la vodka et des cigarettes de l'Ukraine pour les revendre en Pologne, car celles-ci sont beaucoup plus chères en UE. De l'autre côté, les commerçants apportent des vêtements, de la nourriture, des produits ménagers, du Martini et du vin de la Pologne vers l'Ukraine. Plusieurs produits viennent aussi d'Allemagne et passent à cette frontière. Selon les musiciens rencontrés, les commerçants seraient pratiquement tous Ukrainiens et non Polonais.

Sergeï m'a dit «Les quotas sont fixés et on ne peut apporter plus d'un litre de vodka en UE et 2 cartouches de cigarettes, mais les commerçants paient dans la plupart des cas des pots-de-vin; en payant le chauffeur, qui paie les douaniers, et transportent plus que la limite permise. Le processus est simple et le groupe en est témoin à chaque voyage: Les commerçants paient les douaniers, qui entrent dans l'autobus pour vérifier la marchandise et ouvrent les coffres à bagages, ils font semblant de faire l'inspection, mais ne voient rien et retournent à leur poste avec l'argent reçu». En fait, pour entrer en Ukraine, il faut passer par la voie verte 'The Green Channel'⁴, qui permet d'apporter un maximum de 3000,00\$ de devises étrangères, 300,00\$ en biens, 1 litre d'alcool spiritueux/ 2 litres de vin/ 10 litres de bière et un maximum 200 cigarettes (200 grammes de tabac).

Ces musiciens traversent depuis longtemps à ces frontières pour aller faire leur tournée et ils avouent qu'il est plus facile de traverser les frontières depuis 2004, car il y a moins d'achalan-

⁴ *Ukraine operates a 'Green' and 'Red' customs system and you may use the 'Green' channel unless you have to make a declaration. Non Residents may use the Green Channel provided they have no more than USD 3,000 in cash ; Spirits - 1 litre ; Wine - 2 litres ; Beer - 5 litres; Tobacco products - 200 cigarettes (or 200 grams of tobacco) and Food-stuffs for personal use - for the sum of 50 Euro (except meat products)* (Site 'Customs Service of Ukraine', <http://www.customs.gov.ua/dmsu/control/en/index>, [page consulté le 5 octobre 2010]).

dage et moins de gens en général qui traversent. «Maintenant, les autobus de l'Ukraine à la Pologne sont pratiquement vides comparativement à 10 ans plus tôt». Il y aurait eu un changement encore plus marqué après l'entrée de la Pologne à l'UE et lors de l'application des nouvelles mesures aux frontières. Selon les voyageurs de mon autobus, le temps d'attente aux frontières était souvent supérieure à 7 ou 8 heures au début des années 2000, alors que nous n'avons pas attendu plus d'une heure. Les passagers m'ont aussi dit qu'il y a 10 ans, le temps d'attente était d'au moins 3 heures de l'Ukraine à la Pologne et parfois il était plus rapide de traverser à pied (une allée pour piétons est située à 10 mètres des frontières pour automobiles). Dorénavant, les lignes d'attentes, même pour les piétons, sont plus longues de l'Ukraine à la Pologne, alors qu'il n'y a pas de files d'attente pour les piétons de la Pologne à l'Ukraine. Plusieurs habitent très près de la frontière et y vont à pied pour ensuite prendre un autobus qui s'arrête après avoir traversé les douanes.

Nous avons attendu 30 minutes à la frontière ukrainienne pour sortir du pays, mais celle de la Pologne est plus longue à traverser car les douaniers nous font débarquer de l'autobus, pour l'examiner. En général, il est beaucoup plus facile de revenir de la Pologne à l'Ukraine; le temps d'attente est moins long et les douaniers moins suspicieux. De la Pologne vers l'Ukraine, les contrôles et la circulation vont plus vite et il y a une différence d'environ 30 à 45 minutes en autobus, mais cela n'a peut-être pas de lien avec la marchandise transportée, mais plutôt avec l'organisation aux frontières polonaises, plus effective. Toutefois, cela peut être différent en fin de journée, lorsque les commerçants reviennent en grand nombre avec leur matériel en Ukraine. J'ai aussi appris que du côté de la frontière slovaque, les procédures et les passages sont faciles et le temps d'attente est de 30 minutes.

Les gardes frontaliers ne sont pas toujours courtois envers les Ukrainiens, mais cela dépend toujours du gardien ou de la journée selon les propos recueillis. Comme les postes frontaliers ont été changés depuis l'adhésion des nouveaux États européens, il est difficile de d'évaluer le changement d'attitude des douaniers. D'ailleurs, lorsque nous avons passé les douanes en autobus, la première question que les gardes frontaliers ont demandé aux passagers: «Avez-vous de la vodka?», comme la plupart des Ukrainiens rencontrés transportaient plus de bouteilles de vodka que la limite permise.

Laurence Couture Gagnon

Bref, l'attente aux frontières a fortement diminué depuis 10 ans et il est maintenant plus simple de passer les douanes, bien que les pratiques de gratification entre douaniers et passagers ne semblent pas avoir changé. Les frontières répondent aux conditions de l'UE, mais une importante partie du contrôle des entrées et sorties a plutôt lieu à l'intérieur des territoires de chaque État. Les gardes frontaliers ne font que vérifier les permis et visas aux frontières, mais le véritable contrôle est effectué auparavant, lors de l'enquête pour l'attribution d'un droit d'entrée. Ce qui laisse croire que les règlements ne sont pas appliqués aux frontières directement, mais à distance, dans les bureaux des services consulaires des pays, pour les permis et visas nationaux ainsi que pour les demandes du visa Schengen.

Les changements aux frontières pour les commerçants

D'autre part, il n'y a pas de courant unilatéral dans le commerce transfrontalier, qui se produit de chaque côté des frontières ainsi que dans les deux sens, même si la plupart des commerçants rencontrés sont Est-européens. Les voies ne changent pas, à l'inverse des pratiques qui continuent de se développer. Le phénomène semble tellement commun dans la région étudiée, qu'il est devenu accepté et normal. Ces commerçants traversent de manière répétée les mêmes frontières, développent leurs pratiques habituelles aux frontières et ils connaissent les actions et façons d'agir des douaniers. De plus, à chaque frontière sa spécialité; les produits transportés sont spécifiques à chaque frontière et à chaque région traversée par les commerçants.

Pour la chercheuse Jana Antonova Zayonchkovskaya, il n'y a pas moins de petit commerce entre l'Europe de l'Est et les pays d'Europe centrale, à la suite des règlements introduits lors des accords de Schengen. Cependant, les tendances dans le petit commerce changent, car bien qu'il y ait plusieurs mesures permettant de circuler aux frontières sans visa, les marchands doivent pouvoir également apporter leur matériel. Par exemple, avant, il y avait plus de commerçants ou d'immigrants qui traversaient en automobile. Maintenant, il y en a beaucoup moins, car ces commerçants sont plus pauvres et n'ont pas d'automobile cher lorsqu'ils arrivent aux douanes. Les Est-européens qui traversent avec des automobiles plus coûteuses aux frontières ne font pas ce genre de commerce et les douaniers les reconnaissent de cette façon. D'après d'autres

témoignages recueillis, pour échapper aux amendes d'inspection ou pour payer moins de pots-de-vin, il est préférable de traverser en autobus.

D'après Pilinski, les commerçants choisissent de traverser en autobus car c'est beaucoup moins cher, ou encore en marshroutka qui est beaucoup plus rapide, puisque l'autobus prend parfois de 2 ou 3 heures à la frontière pour les contrôles: «Les marchands peuvent même y aller à pied et ensuite prendre une marshroutka du côté ukrainien, traverser en marchant, puis ensuite prendre une marshroutka du côté polonais pour aller à la ville frontalière la plus proche».

J'ai remarqué que plus de piétons traversent les frontières de l'Ukraine à la Pologne, que de l'Ukraine à la Slovaquie. Ils traversent la frontière à pied et ensuite prennent un autobus, donc ils n'ont pas à attendre aux postes frontaliers pour les contrôles des voitures et peuvent ainsi traverser plus facilement et rapidement. Même les commerçants traversent avec leurs valises et sacs remplis de matériel à pied, pour prendre un autobus de l'autre côté de la frontière ou bien pour faire de l'autostop, réduisant ainsi les coûts de transport (voir photos en Annexe B).

De plus, une des stratégies employées par les commerçants pour réduire leur temps passé aux frontières et apporter plus de marchandise est de faire du covoiturage aux points frontaliers. Puisque le nombre de voyageurs dans les voitures augmente les quotas, notamment des cigarettes (il est permis d'apporter dix paquets de cigarettes par semaine et par personne selon un garde frontalier rencontré), les gens qui traversent seuls en voiture ont aussi avantage à prendre des passagers pour payer moins de pots-de-vin aux douaniers lorsqu'ils transportent leur marchandise. De plus, à l'est de la Russie, la chercheuse Zayonchkovskaya remarque des stratégies semblables de commerce transfrontalier: comme les Chinois peuvent apporter 500kg de matériel par personne, ils passent le matériel par les étudiants qui viennent étudier en Russie. «Avant 2004, les Chinois étaient beaucoup dans les marchés européens, maintenant, il y en a beaucoup moins car les frontières aussi sont contrôlées de la Russie» (Zayonchkovskaya).

On observe une certaine spécialisation du commerce aux frontières. Le phénomène est présent à toutes les frontières, mais tous les commerçants sont différents à chaque frontière et cela dépend de la marchandise et des produits à exporter-importer dans chaque région. À la frontière

ukraino-hongroise, le commerce transfrontalier concerne plutôt les cigarettes, le vin d'Italie et la vodka. Le chercheur Yaroslav Pilinski pense que les commerçants proviennent des deux côtés de la frontière et non seulement de l'Ukraine, même si aujourd'hui, ils sont les plus nombreux à la frontière de la Pologne. Les commerçants commencent à se spécialiser et plusieurs surtout dans les textiles, les vêtements, les souliers, les lins et les tapis (Wallace et Stola, 2001: 118). Comme ce petit trafic frontalier fonctionne surtout en réseaux, en famille et en amis, il repose sur un système de partage d'emplois et de tâches. Chaque groupe semble développe son propre parcours, même si la marchandise transportée se ressemble dans la plupart des cas.

Les marchands peuvent venir de loin ou de près des frontières qu'ils traverseront, mais habituellement leur circulation reflète les liens entre voisins: en Pologne, il y a beaucoup de trafic de l'Ukraine, de la Biélorussie et de la Russie; en Slovaquie, il y a également beaucoup de trafic d'Ukraine et de Roumanie (Wallace and Stola, 2001: 29). Plusieurs Polonais viennent acheter la vodka en Ukraine pour la revendre en Pologne, mais plusieurs passent de la Hongrie à l'Ukraine pour venir vendre du vin qu'ils ont acheté en Italie. Pilinski mentionne que le vin italien se vend très bien en Ukraine et les marchands achètent des caisses de vin dans des marchés pour les revendre plus cher.

La chercheuse Zayonchkovskaya m'a aussi avoué qu'aujourd'hui, le commerce en Pologne et en Italie augmente comparativement aux autres pays. Les Est-européens se déplacent plus à l'Est et les Polonais et Italiens vont plus en Russie, en Moldavie, en Ukraine et en Biélorussie pour vendre du matériel dans les marchés. «À la fin des années 1990, nous croyions que le futur du commerce allait provenir de la Turquie, mais cela a changé», affirme la chercheuse. Il s'agit d'un marché en évolution, bien qu'il soit moins visible qu'il l'était dans les années 1990.

À la frontière polono-ukrainienne, ce sont plus des personnes locales qui traversent, comparativement à la frontière séparant la Hongrie de l'Ukraine qui est beaucoup plus occupée par les commerçants venus de divers pays d'Europe centrale et orientale. Toutefois, il arrive même aux touristes d'apporter avec eux de la marchandise pour la revendre. Pilinski affirme avec engouement: «*Everyone does smuggling, not just the Ukrainians, everyone*»! Cela montre que le commerce transfrontalier peut aussi être une activité occasionnelle en Europe de l'Est.

D'autres facteurs caractérisent aussi le commerce à certaines frontières: Pilinski croit que le fait qu'il n'y a presque pas de minorités slovaques ou polonaises en Ukraine, explique pourquoi il y a moins de Slovaques et Polonais qui font du commerce en Ukraine. D'un autre côté, les Hongrois sont réputés pour faire beaucoup de commerce aux frontières et en effet, les populations hongroises se sont retrouvées dans plusieurs pays à la suite du traité de Versailles, mais suite à la Deuxième Guerre mondiale, le phénomène du commerce frontalier a explosé pour chez ces populations. Dans chaque pays, dont la Slovaquie, l'Ukraine, la République tchèque, l'ex-Yougoslavie, les minorités hongroises ont un statut particulier grâce aux lois du statut, créées en Hongrie en 2000. Un nombre important d'Hongrois habitent dans ses pays voisins : «84 % de cette minorité hongroise se concentrent à la frontière entre la Hongrie et l'Ukraine et vivent dans un rayon de 20 km; 95 % de cette population vivent dans un rayon de 50 km» (l'Accès au droit de l'Union européenne, 2011). Ajoutons que l'accord sur le petit trafic frontalier permet de circuler dans un rayon de 50 km aux frontières séparant l'Ukraine et la Hongrie, sans visa.

Les frontières sont aussi plus facilement traversables aujourd'hui et les commerçants arrivent même à connaître les gardiens frontaliers. Pilinski m'a par ailleurs dit: «*There is no problem and even if the borders are closed for everybody, the borders are not closed for them. This is legal here and they are really effective*». Les liens entre les pays voisins, entre les populations et minorités apportent aussi une certaine fluidité des passages frontaliers. Voici un exemple concret des pratiques des commerçants aux frontières.

Traverser en autobus de Przemyśl-Lviv avec un groupe de commerçants

De Przemyśl, en Pologne, vers Lviv, l'autobus devrait aussi quitter à tous les trois heures, mais toutefois, les horaires à la station de Przemyśl sont beaucoup moins réguliers, car ceux-ci dépendent des commerçants, qui paient la plupart du temps le chauffeur pour apporter leur matériel qu'ils souhaitent revendre en Ukraine. Il s'agit d'autobus presque entièrement payés par les commerçants.

En attendant à la station d'autobus de Przemyśl, j'ai vu un groupe de femmes qui se tenaient à la plateforme où notre autobus devait arriver et à chaque 5 minutes un camion arrivait pour ap-

porter du matériel à cette plateforme et les femmes regroupaient la marchandise et la mettaient dans des sacs de plastiques et des sacs de voyage. En demandant au couple près de moi, qui semblait être découragé: «Elle va revendre toute cette marchandise en Ukraine; il y a de tout, tous les fruits et légumes que tu peux imaginer et autres produits ménagers qui sont bien moins chers en Pologne». Ce couple était marchand de tableaux; Ils n'apportaient pas autant de matériel, car cela prend moins de place et plus de valeur, mais font le voyage assez souvent et habitent un village en Ukraine, situé près de la frontière polonaise. À chaque fois, l'autobus qu'ils prennent est pleine de matériel et presque pas de passagers. Les marchands paient le chauffeur, qui connaît les douaniers et les paie ensuite pour qu'ils ferment les yeux devant la marchandise. Ce couple de commerçants n'a pas à payer le chauffeur, car ils n'ont pas de quotas à respecter sur leur transport de cette marchandise: «ce n'est que du papier», affirme le couple.

J'ai observé, à la station d'autobus, qu'au sous sol de la station, il y a un endroit pour laisser les bagages le temps d'une journée, cet emplacement est rempli de gros sacs de plastique noir, pour cacher le matériel à l'intérieur (voir photos en Annexe B). De plus, derrière la station et la gare de train, qui sont situés à quelques mètres de différence, se trouve un marché en plein air qui prend place chaque jour et où presque tous les marchands ont leur kiosque. La plupart des marchands sont Ukrainiens et certains vendent même leur marchandise à des marchands qui revendront les articles acquis en Ukraine (voir photo en annexe A). À proximité de presque toutes les villes près des frontières, il y a un marché où les commerçants peuvent y vendre et acheter leur marchandise avant de retraverser la frontière, mais la marchandise transportée de l'autre côté de la frontière n'est pas nécessairement destinée à ces marchés, mais aussi à des vendeurs locaux qu'ils connaissent préalablement.

Habituellement et d'après nos rencontres, la marchandise apportée de l'autre côté de la frontière ne va pas très loin, alors que plusieurs nous ont dit que le marché de Varsovie était, au cours des années 1980, rempli de produits de l'extérieur, apportés par des marchands à travers les frontières en autobus ou dans leur automobile. Cependant, la gare de Przemysl, située la plus près de la frontière ukrainienne, semble être fréquentée majoritairement par les marchands frontaliers et l'entrepôt au sous-sol de la gare le montre bien. Plusieurs personnes ren-

contrées à cet endroit sont des marchands et les visiteurs et touristes étaient peu représentés, même dans l'autobus que j'ai pris pour traverser en Ukraine.

J'ai fait le voyage en autobus avec ce groupe d'environ 15 marchands ukrainiens qui avaient chargé l'autobus avec l'aide du chauffeur de matériel pendant plus d'une heure. La marchandise comprenait des boîtes de savon, les sacs de patates, autres boîtes de fruits et légumes, des boîtes de crème et plusieurs autres produits laitiers. Il y avait des boîtes dans les espaces réservés pour les bagages, dans la partie arrière de l'autobus, dans plus de la moitié des sièges et en bas de tous les sièges, même ceux occupés par les passagers (voir photos en Annexe B).

Ce manque d'espace a alors causé de la friction avec les autres passages, ce qui semblait habituel, et la dame à la tête du groupe répond qu'elle a payé tout l'autobus et le chauffeur pour mettre sa marchandise. Elle va vendre une partie à une autre dame en chemin, puis le reste dans les marchés de Lviv. «Parfois, il n'y a même pas de place pour les passagers et leurs bagages, car le chauffeur apporte aussi avec lui de la marchandise à revendre», m'a répondu une autre passagère fâchée par l'attitude du groupe de commerçants qui semblent avoir l'habitude de prendre autant d'espace dans l'autobus. Le départ prévu à 16:10 est retardé à 17:30. Tout le monde attend après le chauffeur et le groupe de commerçants. En route, le groupe s'assoit tous à l'avant et discutent avec le chauffeur et entre eux; pour régler leur entente. Ils échangent ensuite de l'argent et la chef du groupe donne au chauffeur un gros paquet de billets de 50 zloty (environ 16 dollars CAD). Plus l'on s'approche des douanes, plus le groupe est silencieux et l'atmosphère est tendu.

Lorsque nous arrivons alors aux frontières, à la file d'attente pour les douanes polonaises, 4 passagers du groupe sortent de l'autobus pour traverser à pied. Aussi deux autres automobiles nous suivent et ont apporté avec eux le reste du matériel (Ils ont reçu la marchandise avec la dame et le groupe à la station de Przemysl). Le garde frontalier arrive en parlant avec le chauffeur, demande les passeports et ressort rapidement. Le douanier 'ne voit pas' la marchandise, qui occupe plus du 3/4 de l'espace de l'autobus. Tous les passeports des membres du groupe sont ukrainiens et à voir celui de mon voisin de siège (le seul homme du groupe), toutes les pages sont remplies d'étampes. Durant l'attente, 4 autres membres du groupe, dont la dame, sor-

tent et entrent dans un bâtiment administratif. Il ne s'agit pas de leur premier voyage et même, ceux-ci doivent être assez réguliers.

Nous attendons 10 minutes à l'intérieur de l'autobus, à la frontière polonaise alors que lorsque j'étais arrivée de l'Ukraine à la Pologne, quelques jours plus tôt, tous les passagers de l'autobus ont dû sortir avec leurs bagages pour rencontrer le douanier qui posait des questions et ouvraient les bagages. Les autres passagers m'ont dit que cela arrivait parfois lorsque le groupe de marchands 's'entendait bien' avec les douaniers. L'autobus que j'avais pris de la Pologne à l'Ukraine, contrairement à celle que j'avais pris de l'Ukraine à la Pologne, emportait beaucoup plus de matériel et de personnes, mais réussit à passer le contrôle frontalier. De plus, la ligne d'attente pour entrer de l'Ukraine à la Pologne est habituellement beaucoup plus longue et achalandée que celle de la Pologne à l'Ukraine.

Ensuite, nous passons les douanes ukrainiennes et un douanier entre dans l'autobus et demande de nouveau les passeports. Il ne voit rien de la marchandise et discute avec le chauffeur en le tutoyant. Un autre garde, vêtu de noir, entre dans l'autobus et ressort en parlant avec le chauffeur. Il a également vu la marchandise et clame qu'il n'a pas été averti de son passage à l'avance, ou peut-être ne connaissait-il pas le chauffeur. Enfin, ils sortent de l'autobus quelques minutes pour trouver une solution à leur conflit. Plus tard, deux autres gardes, vêtus de noir, entrent et regardent la marchandise en demandant à qui elle appartient. Ils ressortent également en discutant avec le chauffeur. Je remarque que le chauffeur connaît les douaniers et avant d'arriver aux frontières, il a fait des appels, c'est pourquoi en arrivant, le chauffeur dépasse la file d'attente et sort de l'autobus pour aller chercher le douanier, et ce, aux deux postes de la frontière; soit polonais et ukrainiens.

Le contrôle à la frontière ukrainienne, est clairement informel. Les douaniers n'ouvrent pas les boîtes, ne posent pas de questions, il est possible qu'il s'agisse aussi d'une stratégie utilisée par les gardes frontaliers pour demander de l'argent au chauffeur, car les gardes ont vu la marchandise de l'extérieur.

De plus, Pilinski croit que cette loi sur le petit trafic frontalier est bénéfique pour toutes les parties impliquées et pour tous les pays: *«You know, people living in the Eastern part of Europe, in the eastern part of Hungary, Poland, Slovakia are more poor than the rest of Europe and one way to help them is to close your eyes on smuggling»*. Selon ce chercheur, cette mesure aide les régions pauvres de l'Est des pays de l'Europe du centre à se développer, puisqu'ils montrent des écarts économiques plus marqués dans bien des cas avec la partie occidentale de leur pays qu'avec l'Ukraine. Il est possible que cette loi ait été signée par les deux pays pour permettre aux marchands de poursuivre en quelque sorte leurs activités dans ces régions, mais il est difficile de voir les effets de cette loi sur toutes les populations et de savoir s'il s'agissait du but premier de cette loi, bien que les effets remarqués par Pilinski associent les deux phénomènes. Cela ne signifie pas nécessairement que la loi a été créée pour ce but.

Ceci pose aussi un paradoxe avec les règlements mis en place et élaborés par les États européens, car les ententes sur le petit trafic frontalier permettent maintenant à ces commerçants de traverser sans visa, mais il n'y a pas de mesures prévues pour leur marchandise transportée, laissant ces décisions à la discrétion des douaniers.

Entrevues à Uzhgorod: aux frontières slovaques et hongroises

Voyons maintenant comment ces espaces de liberté aux frontières européennes créent des différences entre les circulants, les catégorisant selon leurs droits de passage. Dans ces régions frontalières, une importance sociale est accordée à cette mobilité européenne et dans les exemples suivants, les propos des répondants indiquent les écarts entre les catégories de personnes qui traversent les frontières.

Il y a cinq points de contrôle frontalier séparant la Slovaquie de l'Ukraine et je me suis rendue dans la ville d'Uzhgorod en Ukraine, située près des postes slovaques, mais aussi hongrois. J'ai rapidement réalisé que plusieurs personnes circulant à la frontière de la Slovaquie, sont Slovaques ou habitent Uzhgorod et travaillent ou étudient en Slovaquie. La frontière slovaque, à partir du centre-ville, est facile d'accès et plusieurs petits autobus s'y rendent chaque jour. Plusieurs Ukrainiens d'Uzhgorod ont un permis spécial leur permettant de traverser en UE sans visa

Schengen, en raison de l'accord sur le petit trafic frontalier permettant une circulation dans le pays voisin pour ceux habitant soit à 50 km des frontières slovaques et hongroises, mais j'ai rencontré peu de personnes qui en profitaient pour faire du commerce en Slovaquie; Ils se rendaient plutôt en Hongrie. Plusieurs voyageurs qui traversent la frontière slovaque ont un passeport slovaque. «Environ 45% des voyageurs traversent à la frontière Vyšné Nemecké / Uzhgorod sur une base hebdomadaire. Selon les gardes frontaliers, 95% des voyageurs rencontrés sont citoyens de la Slovaquie (et autres pays de l'UE) et de l'Ukraine. Dans le 5%, ils proviennent surtout des pays de l'URSS» (Benc et Buzalka, 2007: 4).

J'ai rencontré Roby à Uzhgorod dans un café-restaurant où il fait souvent des contrats pour des amis. Il est Ukrainien de 31 ans et est né dans cette ville. Détenteur du passeport ukrainien, il défend sa nationalité hongroise, en raison des origines hongroises de son père, puis il a encore beaucoup de famille qui habite à Budapest, dont son oncle diplomate ukrainien. La Hongrie accepte la double citoyenneté, mais pas l'Ukraine et il ne peut avoir deux passeports; Il m'a dit qu'il a tenté à plusieurs reprises de demander son passeport hongrois, sans succès.

Il a affirmé avoir maintenant un passeport 'multiple destinations' pour l'UE. Roby a fait la demande du permis de franchissement local de la frontière, permettant de traverser les frontières de la Hongrie pour une période de 90 jours. «En arrivant au consulat de Hongrie en parlant hongrois, expliquant que l'on a de la famille là-bas et payer 35 euros, cela suffit pour obtenir le papier pour traverser les frontières de la Hongrie quand je veux». Il va en Hongrie environ 5 fois par année et aussi souvent en Slovaquie avec un permis similaire, mais selon l'entente bilatérale entre la Slovaquie et l'Ukraine, pour visiter sa famille, ses amis et travailler. En réalité, s'il veut se rendre dans un autre pays européen, il doit faire la demande du permis Schengen, qu'il obtiendra facilement.

Selon lui, la plupart des gens qui traversent souvent vers l'UE sont soit des touristes, des visiteurs qui ont de la famille ou amis; des travailleurs, dont surtout des gens d'affaires. «Contrairement aux citoyens slovaques, il n'y a pas beaucoup de choses que les Ukrainiens peuvent faire sur la partie slovaque de la frontière, mais la majorité des gens qui se rendent en Hongrie sont des Ukrainiens et des Roms qui vendent des produits».

Roby m’a surtout parlé de l’aspect négatif de ce commerce frontalier et bien qu’il expose son explication avec le cas de Roms, cela évoque les opinions souvent entendues en Ukraine concernant les répercussions négatives d’une espace de libre circulation à ses frontières. «Ce sont presque essentiellement des Roms d’Ukraine qui font du commerce de gazoline, de cigarettes, de vodka et de vêtements pour les vendre en Hongrie. Ils vont tous à Chop et reviennent la journée même». En effet, presque tous les autobus d’Uzhgorod vont jusqu’à Chop, qui est le village frontalier avec la Hongrie. Selon Roby, 50% des personnes qui traversent les frontières sont des Roms, mais c’est très négatif, car ils vendent et apportent avec eux de la drogue et des armes, d’après ces propos. Ces Roms habitent presque tous à Chop et dans les villages autour (en banlieues des agglomérations).

Ce groupe ethnique est très stigmatisé en Ukraine et en Europe de l’Est en général, ce qui influence le jugement des Ukrainiens. Ils sont souvent accusés de vols et réputés étant tous des voleurs. Selon les idées qui circulent en Ukraine, les marchands roms font plus de commerce illégal que les autres marchands aux frontières, mais il m’a été impossible de vérifier si ces idées sont fausses. Les affirmations entendues en Ukraine généralisent les Roms comme voleurs. Certes, j’ai aperçu plusieurs Roms aux frontières et surtout à la gare d’Uzhgorod pour se rendre à Chop et ensuite aux frontières hongroises. Ils apportaient avec eux sacs et valises comme les marchands ukrainiens. Ils ont tous refusé de me parler, car ils communiquent plus entre eux, voyagent en groupe et en famille et leurs relations avec les Ukrainiens sont plus limitées. De plus, il est important de noter que les Roms sont souvent les magyarophones. Ce qui apporte un défi supplémentaire dans la communication avec les ukrainophones et dans leurs perceptions mêmes des Roms.

Il y a plus de commerce aux frontières hongroises que slovaques et cela est connu comme phénomène. Par contre, il y a plus de pratiques cachées aux frontières de la Slovaquie d’après Roby, puisque plusieurs Roms s’y rendent, mais cela peut aussi être expliqué par la fermeture des frontières après 2004 et au fait que ce soit plus difficile d’y traverser qu’en Hongrie. Cela rejoint les affirmations de Pilinski, concernant certains Ukrainiens habitant près des frontières slovaques qui sont devenus riches lors de l’installation des frontières, en laissant passer des immigrants irréguliers vers la Slovaquie. Toutefois, suite à la nouvelle entente avec l’Ukraine de libre

Laurence Couture Gagnon

circulation à l'intérieur des frontières, les gens ne quittent pas pour des périodes de long terme, mais demandent le papier pour aller visiter ou faire des affaires plus souvent, cela est aussi une des idées de l'application de la loi. Afin de réduire les risques de l'immigration illégale, plus de liberté aux frontières est accordée.

En tant que ville bordant les frontières de l'UE, Uzhgorod est au coeur des circulations frontalières entre l'Europe de l'Est et centrale. Plusieurs types de personnes traversent les frontières pour diverses raisons et selon leur profession et situation. À cet endroit, les espaces de liberté frontalières donnent lieu à des clivages entre les circulants et leurs statuts. Certaines stigmatisations touchent davantage des groupes particuliers, dont les commerçants et de manière encore plus prononcée pour les Roms, accusés de profiter de la nouvelle circulation frontalière pour faire du commerce de substance illicite. D'un autre point de vue, les individus aux multiples origines, tel Roby, qui traversent les frontières européennes pour visiter leur famille et amis en UE, se retrouve avec un statut particulier dans cette région ukrainienne en se rapprochant encore plus de l'Europe.

La circulation entre l'Ukraine et la Hongrie

Les règlements frontaliers en Europe de l'Est n'ont pas touchés toutes les personnes qui traversent fréquemment les frontières de la même façon et il faut savoir qu'avant 2004, plusieurs espaces étaient déjà ouverts en quelque sorte pour déjà certaines personnes, dont les minorités hongroises, qui ont des liens avec la région voisine frontalière en Hongrie depuis déjà bien longtemps. Ces liens historiques ne peuvent être brisés ou modifiés par les nouvelles frontières de l'UE.

La dernière ville ukrainienne visitée fut Chop, à la frontière hongroise. À partir d'Uzhgorod, il y a un départ aux 10 minutes en marshroutka, située à la gare de train. Plusieurs Roms font le transfert, ainsi que d'autres travailleurs qui se rendent de l'autre côté de la frontière pour la journée. Diverses personnes rencontrées m'ont dit qu'à tous les matins, vers 5 heures, les voyages sont complets. Les commerçants prennent habituellement le train tôt le matin car il y a deux trains par jour qui traversent de Chop à la Hongrie par jour et les commerçants doivent

revenir le soir dans leur ville en Ukraine. La frontière est très occupée par les marchands, mais il y a aussi beaucoup de visiteurs, en raison des nombreuses personnes qui ont des origines partagées et qui traversent souvent pour visiter leur famille.

J'ai rencontré un chauffeur de taxi à la gare de Chop avec qui j'ai longtemps discuté. Pour lui, il n'y a pas de différences marquées depuis 2004, car de toute manière il habite à la frontière de la Hongrie et peut traverser comme il veut, sans le passeport hongrois (il m'a dit qu'il l'attendait présentement). Toutefois, un changement majeur selon lui a été l'accord sur le trafic frontalier à l'intérieur d'une zone de 50 km⁵: «Ce qui est beaucoup mieux qu'entre la Slovaquie, où c'est seulement 30 km. Par contre, je ne sais pas du tout pour la Pologne». La connexion qu'il a avec l'Europe est seulement en Hongrie et Slovaquie, mais non en Pologne. Ensuite, comme la circulation est permise aux gens d'origine hongroise, c'est aussi facile de passer. «C'est normal, car il y a beaucoup d'Ukrainiens-hongrois et beaucoup de Hongrois en Ukraine».

Sa famille est aussi en Hongrie, mais il a décidé de rester en Ukraine. Il a fait son service militaire avec l'Union soviétique: «Avant, nous pouvions aller en Hongrie deux fois par année, maintenant, je peux y aller quand je veux». C'était aussi une destination très populaire pour les touristes de l'Union soviétique et il était commun de voir des groupes organisés visiter le pays pour les vacances. Pour ce chauffeur de taxi et pour la plupart des Ukrainiens qui habitent près de la frontière, les nouvelles mesures ne changent presque rien sur la fréquence à laquelle il traverse en Hongrie, car c'est le même niveau de difficulté pour aller en Hongrie et il ne va pas vraiment plus souvent visiter sa famille qu'avant.

Ensuite, j'ai discuté avec Nazar qui est travailleur autonome à cette gare. Il vend des billets de train et différentes devises. Il m'a raconté que sa famille est ukrainienne, mais il était né en Hongrie et toute sa famille y habite actuellement. Il a décidé de venir travailler en Ukraine plus jeune et y est demeuré. «La vie est plus facile et meilleure en Ukraine, et surtout pour mon emploi». Les différences de la qualité de vie entre l'Ukraine et la Hongrie du nord se ressemblent

⁵ Le chauffeur m'a dit 70 km, mais d'après nos informations, il s'agit de 50 km: L'Accès au droit de l'Union européenne, <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:52009DC0383:FR:NOT>, [page consultée le 10 janvier 2011])

selon lui, mais les produits sont moins chers en Ukraine et la vie en général. De plus, comme les Ukrainiens se retrouvent plus à ces frontières et les traversent plus souvent pour le commerce, ce sont les principaux clients pour ses billets de train et ses devises.

Il va visiter les membres de sa famille environ quatre fois par année et eux se déplacent aussi souvent en Ukraine. Leur histoire de vie s'est passée entre ces frontières. Ils ont déménagé plusieurs fois pour le travail, parfois en Hongrie, parfois en Ukraine, mais c'était plus compliqué avant de traverser et ses parents ont fait la demande de citoyenneté hongroise. Il peut maintenant traverser comme il veut les frontières, car il profite de la libre circulation à l'intérieur des frontières avec la Hongrie, «De toute manière, en Ukraine du sud, ce n'est pas un problème, car à 70 km, on peut traverser comme on veut, en demandant un papier spécial»⁶. Il n'a pas besoin de traverser les frontières de la Hongrie pour ses affaires. Il fait tout lui-même; achète les billets et les devises étrangères en Ukraine pour les revendre. Son travail n'est pas officiel, mais tout-le-monde le sait à la gare et dans la ville et cela est accepté. Il fait son travail devant la caissière à la gare, ainsi que devant le garde de sécurité, qui ne semblent pas surpris.

Conclusion sur le commerce transfrontalier

Les liens de proximité entre certaines régions frontalières n'ont pas été modifiés avec l'établissement des frontières de l'UE, mais ont donné plutôt lieu à certains rapprochements et d'une part à une liberté de circulation facilitée. Les gens rencontrés à ces frontières ne se disent pas concernés par les changements des frontières dans le cadre des élargissements; ils restent mobiles, mais dans leur espace régional.

J'ai aussi montré que les points de frontières sont très «régionalisés» et les personnes traversent aux frontières où ils habitent le plus près. *«More than half of those crossing the border were from a very close vicinity of the border (51 per cent lives no more than 50 km away from the border, 28 per cent no further away than 100 km). These numbers showed that almost 80 per cent of travelers were 'locals'»* (Buzalka, Benč, the Research Center of the Slovak Foreign

⁶ Nazar m'a aussi dit que la zone était de 70 km, alors que l'accord a été signé pour 50 km.

Policy Association, 2007: 4). Une des observations m'ayant le plus marquées lors de cette recherche est que je n'ai pas rencontré d'immigrant permanent, c'est-à-dire que le phénomène de l'immigration n'est pas visible aux frontières terrestres de l'UE. Les personnes rencontrées, qui traversaient en train, en autobus, en automobile, en marshroutka ou à pied, étaient essentiellement des gens locaux et des visiteurs.

Les stratégies des commerçants sont facilitées par loi sur les accords bilatéraux du trafic frontalier à l'intérieur des zones définies, mais aussi par les nombreux liens et pratiques frontalières non officiels qui ont lieu aux postes frontaliers. Les propos recueillis en entrevues confirment que ces nouveaux espaces de liberté permettent aux habitants de ces régions de circuler sans problème et aux commerçants de poursuivre leurs activités. Comme toutes ces personnes ont un permis spécial, le visa n'est plus nécessaire dans plusieurs cas. Les règlements frontaliers ne cherchaient pas à les contraindre dans leurs déplacements, mais sont plutôt dirigés à arrêter l'immigration irrégulière.

La mobilité entre ces frontières n'est pas nouvelle, car plusieurs personnes sont déjà ancrées dans cette circulation depuis longtemps et partagent des origines communes avec leur pays voisin et surtout entre régions frontalières.

Développement d'une identité transfrontalière

En m'intéressant aux règlements des frontières externes de l'UE, j'ai aussi réalisé que les appartenances des gens interrogés dans les zones frontalières sont bouleversées. Les appartenances des individus en circulation s'embrouillent dans les définitions classiques de la migration.

Roby ne fait pas de commerce aux frontières, mais connaît plusieurs personnes qui en font et selon lui, c'est une activité illégale. Roby se considère comme quelqu'un de plus important et m'a dit vouloir profiter le plus possible de son statut lui permettant de se rendre facilement et gratuitement en UE. J'ai aussi rencontré plusieurs de ses amis qui ont comme lui des origines hongroises et plusieurs même slovaques. Ils sont tous ancrés dans la mobilité et ne se considère pas totalement ukrainiens. Ils sont, pour la plupart, nés à Uzhgorod ou dans une ville fronta-

lière, mais ont plusieurs expériences à l'extérieur de l'Ukraine et ont souvent traversé les frontières avec leurs parents, pour étudier, pour aller travailler, etc. Plusieurs se sont même mariés avec des Slovaques et Hongrois(es) et ont habité dans ces pays. Leur situation les différencie beaucoup des autres Ukrainiens d'après eux et ils m'ont dit avoir beaucoup d'autres intérêts et projets, comparativement à la moyenne nationale. *«Processes of identity, border and order construction are therefore mutually self-constituting. Borders, for instance, are in many ways inseparable from the identities they help demarcate or individuate. Likewise, they are also inseparable from orders constituted to a large extent via such acts of individuation and segmentation»* (Vertovec citant Lapid dans Portes et DeWind, 2001: 157).

Cette circulation facilitée récemment transforme la mobilité pour Roby, ses amis et surement plusieurs autres personnes dans leur situation. Les nouvelles formes de circulations dans la région reflètent aussi les nouvelles formes d'identité. Le fait qu'il me disait être maintenant différent et avoir plusieurs projets montre en partie qu'il tente de développer une nouvelle forme d'identification avec la référence de sa liberté de circulation aux frontières. Il a maintenant le choix de ses déplacements. Une certaine 'culture de la migration' ou de la mobilité s'installe progressivement et comme Morokvasic l'affirme, «Par cette mobilité continue, les migrants font le lien entre les deux systèmes, celui de départ et celui d'arrivée, en construisant progressivement un seul» (Morokvasic, 2004: 25).

Une personne peut avoir plusieurs contacts sociaux avec des gens dans leur pays d'origine, mais ne pas s'identifier comme appartenant à cette terre natale. Elle est engagée dans un parcours transnational d'être, mais pas d'appartenance. Ces individus combinent les façons d'être et les façons de s'intégrer dans des contextes différents (Levitt and Glick Schiller dans Portes et DeWind, 2007: 189). Les individus ne sont pas nécessairement attachés à une société ou un pays, mais plutôt à une zone géographique non définie par des frontières étatiques, ou par rapport à un groupe transnational. Les pratiques partagées entre les individus deviennent un point de rencontre et définissent parfois leur appartenance, alors le point d'analyse de l'État, délimité par ses frontières, ne devient plus pertinent.

Dans le cas de Roby, il s'associe à son groupe de compères, qui comme lui, traversent les frontières fréquemment pour le travail, les études et pour visiter des amis, mais se disent ne pas s'attacher à un pays en particulier, puisqu'ils sont transnationaux. Dans son cas, ce n'est pas nécessairement le cas, car bien qu'il n'a pas d'emploi régulier, il habite avec sa soeur et son frère à Uzhgorod pour la plupart du temps. Il aimerait bien trouver du travail et déménager en Slovaquie ou en Hongrie pour un plus haut salaire qu'à Uzhgorod.

Cette situation est bien différente des marchands rencontrés à la frontière séparant l'Ukraine de la Pologne, qui semblaient développer une identité et un mode de vie dans leur activité transfrontalière. Peut-être sans en être conscient ou sans l'affirmer. *«If individuals engage in social relations and practices that cross borders as a regular feature of everyday life, then they exhibit a transnational way of being. When people explicitly recognize this and highlight the transnational elements of who they are, then they are also expressing a transnational way of belonging»* (Levitt and Glick Schiller dans Portes et DeWind, 2007: 190). On peut aussi penser l'expérience de l'immigrant comme pivotant entre un nouveau territoire et une intégration transnationale.

CONCLUSION DE LA THÈSE

Tel que je l'anticipais avant mes entrevues, il y a une transformation des mouvements de mobilité aux frontières séparant l'Europe de l'Est des pays de l'UE observée après 2004, mais les données recueillies en entretiens montrent que ces changements ne touchent pas de la même façon toutes les personnes qui traversent les frontières vers l'UE. Étonnamment, plusieurs espaces de liberté existent aux frontières externes de l'UE pour les personnes habitant dans les pays voisins, à proximité des frontières, et dans la plupart des cas, celles-ci n'ont plus besoin de visa pour se rendre sur le territoire de l'UE. Enfin, plusieurs individus rencontrés en Europe de l'Est traversent les frontières avec un permis de libre circulation à l'intérieur des zones frontalières.

Lors de l'adhésion des pays d'Europe centrale à l'UE en 2004, beaucoup de tâches attendaient ces pays et celles-ci avaient déjà été annoncées par la Commission européenne au cours des années 1990. Les autorités européennes avaient évoqué leurs priorités de surveillance et de sécurisation des frontières les séparant de l'Europe de l'Est. Une panoplie impressionnante de règlements, d'équipements et de technologies a alors été mis en place à leurs frontières, visant d'emblée à arrêter l'immigration illégale et clandestine provenant de l'Est du continent.

Toutefois, les nouveaux règlements aux frontières n'ont pas marqué une rupture dans le temps, visant à contraindre la liberté de circulation des pays de l'Europe de l'Est vers leurs pays voisins, nouvellement membres de l'UE, puisque plusieurs ententes bilatérales ont été signées entre ces États, concernant le passage de leurs citoyens, dont une des plus importantes, l'entente sur le petit trafic frontalier. Comme les circulations transfrontalières sont très régionales en Europe de l'Est, les gens qui habitent dans les régions frontalières peuvent traverser sans visa, tout comme les citoyens pouvant prouver avoir des origines dans un pays d'Europe Centrale. Pour plusieurs, l'élargissement européen, mais plus précisément, le droit récent de traverser sans visa vers les pays de l'Ouest, facilite la circulation vers l'UE.

Les règlements aux frontières n'ont pas touché les personnes en mobilité de la même façon et au même degré. L'origine et le statut de la personne qui traverse vers l'UE deviennent alors très importants et ces nouveaux espaces de liberté aux frontières européennes creusent aussi des différences entre les circulants, les catégorisant selon leurs droits de passage.

Pour leur part, les petits commerçants poursuivent leurs affaires entre l'Ukraine, la Pologne, la Slovaquie et la Hongrie, profitant de leur permis spécial, mais surtout des nombreuses pratiques non officielles aux frontières et des liens informels entretenus avec les douaniers. Il y a encore des quotas à respecter pour le transport de la marchandise à travers les frontières, mais presque tous ces commerçants enfreignent ces mesures et les douaniers acceptent et parfois demandent que les commerçants les soudoient. De surcroît, les permis de travail sont maintenant plus faciles à obtenir pour les travailleurs est européens de court terme. Les Est-européens plus riches, dont plusieurs Russes, n'ont pas de problème à traverser en UE, car ils reçoivent le visa facilement et peuvent aisément contourner les mesures en place sans subir aucune conséquence des règlements frontaliers.

À l'opposé, d'autres catégories de personnes sont fortement touchées par les nouvelles mesures, dont les étrangers provenant des pays évalués 'à risque' selon les autorités de l'UE. Ces derniers ont moins de chance d'obtenir un visa Schengen et de se déplacer librement en Europe. Le régime des visas européen devient donc l'instrument de base du contrôle des migrations aux frontières européennes. D'après Bigo et Guild, les évaluations relatives aux demandes du visa Schengen pour entrer et séjourner en UE ainsi que la réponse des autorités, sont basées sur des soupçons que les États d'Europe de l'Ouest entretiennent envers certains pays étrangers et selon les origines des demandes reçues (Bigo et Guild, 2005). Il ne s'agirait donc pas d'évaluations individuelles lors de l'attribution d'un 'droit d'entrée' sur le territoire de l'UE, mais d'une ligne directrice de l'UE que les autorités en charge de la sécurité aux frontières se doit de respecter.

Bien que le phénomène des migrants irréguliers est encore présent en Europe de l'Est, la hausse des arrestations montre que les règlements, accompagnés par de nouvelles mesures de protection des frontières, fonctionnent selon les objectifs des autorités de l'UE. Il y aura toujours des

tentatives de migration irrégulière, car ces décisions individuelles ne dépendent pas des frontières et autres mesures mises en place par les États, mais souvent des situations individuelles de plusieurs personnes pour qui la fuite irrégulière représente la seule solution, tel qu'entendu en entrevues. Bref, si le désir de se déplacer et d'immigrer est issu de réactions personnelles, le droit de se déplacer librement est encore sous un certain contrôle des États et est appliqué de manière inégalitaire en UE. La libre circulation des Est européens en UE répond en partie aux intérêts de l'UE, qui méritent cette libre circulation, ou plutôt, qui ne mérite pas.

Cependant, comme nous l'avons vu dans le cadre théorique de cette recherche, la perception des frontières évoluent selon les contextes et les individus qui les traversent et souvent, celles-ci sont perçues davantage comme des lignes de connection que de séparation pour plusieurs individus engagés dans des activités transfrontalières. Pour De Tinguy, les frontières européennes seraient de plus en plus perçues comme des espaces de circulation par les gens qui les traversent et donc, cela favoriserait la mobilité dans cette région (De Tinguy, 2004). De plus, Simonyi et Pisano évoquent dans leur recherche ethnographique, que plusieurs liens sont même créés aux frontières, ce qui est l'effet contraire d'une séparation (Simonyi and Pisano dans Debardeleben and Hurrelmann, 2011). Ces individus qui ont l'habitude de traverser les frontières, y voient des opportunités de susciter des interactions entre les personnes prenant part aux mêmes activités, dont les échanges commerciaux. Debardeleben parle également d'une zone de contact érigée aux nouvelles frontières est-européennes et entre les régions d'Europe, plutôt qu'un mur de séparation (Debardeleben, 2005). Enfin, les gens traversant ces frontières sont donc des constructeurs d'espaces de liberté et ce, peu importe leur origine et de quel côté des frontières ils demeurent, mais plutôt grâce à leurs activités poursuivies.

D'un autre point de vue, la problématique actuelle présente plusieurs paradoxes entre les politiques de l'UE et l'évolution de certaines mobilités aux frontières est européennes dans les conséquences mêmes des règlements. Certes, ces derniers visent principalement à éliminer les immigrants non désirés, mais laisse tomber d'autres catégories dans l'élaboration des politiques. On cherche à intégrer les immigrants, mais d'un autre côté, on introduit des mesures de protection des frontières de manière plus sévère pour certaines catégories d'immigrants. «C'est dans ce contexte que s'inscrivent les stratégies des États ouest européens, qui ont développé

Laurence Couture Gagnon

des mécanismes permettant d'absorber certains groupes, tout en mettant à l'écart les autres, ceux dont ils n'ont besoin que de temps à autre» (Morokvasic et Rudolph, 1996: 12). De manière plus large, cela reflète aussi une exclusion à la mobilité sur le continent européen pour ces étrangers, perçus comme dangereux pour l'intégrité de l'UE, mais une fraction de ces personnes visées, interrogée à Moscou, ne semblait pas donner une importance plus grande aux frontières est européennes, qu'à leur dernière chance d'accéder à de meilleures conditions de vie pour eux et leur famille.

L'application du visa Schengen participe à créer une différence de traitement entre circulants aux frontières. Certains en sont exemptés, comme plusieurs personnes aux frontières de l'Ukraine, puisqu'ils ne représentent pas un danger en raison de leur retour le soir même dans leur pays. Alors que d'autres migrants doivent remplir toutes les conditions de l'UE pour obtenir un visa avant de pénétrer dans l'espace Schengen. Ainsi, une «hiérarchie de la mobilité» émerge où les gens des pays soupçonnés d'apporter des activités irrégulières obtiennent le visa plus difficilement où se voit refuser l'accès au territoire de l'Union (Bauman, 2000). Les effets des restrictions sont contradictoires. Ils cherchent à décourager la migration permanente d'Europe de l'Est, mais non les comportements des individus qui ont à se déplacer pour leur travail ou pour leur commerce, puisque les possibilités qu'ils demeurent en UE et deviennent un poids pour l'État est très faible.

Toutefois, en entretiens, ces différences entre circulants est peu visible et n'a jamais été entendu comme commentaire, sauf concernant les Roms, qui forment un phénomène exceptionnel. Cela remet en question l'importance de l'origine nationale dans la circulation frontalière. Ce qui m'intéressait davantage dans cette thèse était de comprendre comment les individus en circulation se percevaient par rapport aux frontières, ou la signification de ces frontières sur leurs activités et parcours. Finalement, pour la plupart des personnes se trouvant aux frontières mêmes avec leur marchandise destinée à être vendue de l'autre côté, la frontière signifiait un avantage et une opportunité.

Les règlements aux frontières n'ont pas eu comme effet de fermer radicalement les frontières de tout immigrant et de transformer l'Europe en forteresse, il ne s'agit pas nécessairement d'un

durcissement des frontières, puisque les individus les traversant forment eux-mêmes leurs espaces de liberté, où ils établissent des contacts et échangent et surtout, mettent en place leurs méthodes pour réussir à continuer leurs activités commerciales. À l'inverse, plusieurs craintes annoncent que les frontières externes des États d'Europe centrale sont trop souples et laissent circuler les personnes sans que les règlements en place aient d'effets significatifs sur l'arrêt des migrations irrégulières, qui malgré les frontières, traversent les frontières illégalement.

Les effets que j'ai observé à l'été 2010 ne se retrouvent pas nécessairement dans l'une de ces positions, puisque je ne perçois pas les frontières d'après une perception unique. Des zones d'espaces existent pour certaines personnes (surtout les habitants des zones frontalières et les personnes aux origines partagées), où les frontières ne sont pas vues comme des postes de surveillance et de contrôle, mais à l'inverse, peuvent être perçues comme une zone de contact et d'échanges, manipulées à la guise de ces personnes, pour répondre à leur besoin. D'un autre point de vue, les frontières réorganisées sont fermées pour les réfugiés, irréguliers et étrangers des pays non tiers, leurs bloquant l'accès au territoire des États européens. Il n'y a donc pas de conclusion unilatérale à ressortir de ces frontières, ni concernant le degré d'ouverture de celles-ci. Les perceptions des frontières externes de l'UE et de la mobilité en Europe de l'Est dépendent davantage des personnes qui les traversent. Elles sont présentées et vécues de manière différente pour chaque groupe d'individus. La frontière dépasse l'origine du voyageur et dépend plutôt la manière dont il la perçoit. Un commerçant peut percevoir les frontières de l'UE comme une porte d'entrée pour ses activités commerciales et se représente lui-même privilégié comme circulant frontalier. Lorsqu'une activité différente est associée au fait de traverser une même frontière, la représentation de celle-ci n'est plus la même. Le sens de la frontière dépend donc de la personne qui se retrouve à un point frontalier et se représente une activité ou but associé à cette frontière. Bien que l'origine soit importante dans le traitement des règlements d'immigration européens, pour la personne qui traverse les frontières, cette origine ne devient plus significative.

L'étude ethnographique d'un problème à l'échelle micro représente une réalité aux frontières externes de l'UE et peut être appliquée de manière plus générale. Les règlements frontaliers appliqués dans le cadre des élargissements européens signifient une occasion et une porte d'en-

trée pour certains, alors qu'ils sont désormais infranchissables pour d'autres. C'est ce changement qui distingue de la période précédente lors de l'ouverture des régimes communistes et qui caractérise les frontières aujourd'hui, dans le cadre des derniers élargissements de l'UE. D'un point de vue comparatif, ce phénomène n'est pas nécessairement unique à la région est européenne, car l'ampleur du commerce transfrontalier est aussi observable à d'autres frontières, telles les frontières à l'Est de la Russie, les séparant de la Chine.

En terminant et en s'inspirant des propos de Zayonchkovskaya pour réaliser une recherche future, il serait intéressant de comparer l'évolution du trafic frontalier aux frontières orientales de la Russie. Certes, le commerce entre la Chine et la Russie avant 2004 était florissant et la marchandise se rendait parfois même jusqu'en Europe avec quelques étudiants chinois qui apportaient du matériel lors de leurs déplacements à travers les frontières. Zayonchkovskaya affirme : «Les Chinois peuvent apporter 500kg de matériel par personne, mais plusieurs dépassent ces limitations et passent leur matériel par les étudiants qui viennent étudier en Russie». Toutefois, avec les mesures plus sévères appliquées à ces frontières orientales, le commerce frontalier a diminué, bien que plusieurs commerçants continuent de mettre à l'avant des moyens d'apporter leurs marchandises sans respecter les quotas en place. Sans avoir fait plus de recherche sur ces frontières, il aurait été intéressant de voir les ressemblances dans les commentaires des commerçants en navette à ces frontières. Peut-être auraient-ils eu des réactions semblables face à la nouvelle réglementation en place se rapprochant de celles des Est-européens rencontrés en Ukraine. De plus, il y a beaucoup de transport et de la revente de matériel entre la Finlande, la Suède et les pays baltes par bateau. Ces personnes doivent aussi avoir leurs propres stratégies et représentations des frontières, qui sont loin de ressembler aux frontières terrestres est-européennes, mais qui séparent également deux régions auparavant séparées par des frontières de l'UE. Ainsi, en étudiant d'autres cas semblables, la méthode ethnographique permettra de dégager des tendances plus larges, tout en se concentrant sur une étude micro.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

Allina-Pisano, Jessica, *The Post-Soviet Potemkin Village: Politics and Property Rights in the Black Earth*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

Angers, Maurice, *Initiation à la méthodologie des sciences humaines*, Anjou, Éditions de la Chenelière Inc., 1992.

Bates, Robert H., Avner Greif, Margaret Levi, Jean-Laurent Rosenthal and Barry R. Weingast, *Analytic Narratives*, Princeton, Princeton University Press, 1998.

Bigo, Didier and Elspeth Guild, *Controlling Frontiers: Free Movement Into and Within Europe*, Aldershot, Ashgate Publishing Limited, 2005.

Buckley, Cynthia J., Blair A. Ruble and Erin Trouth Hofmann, *Migration, homeland, and belonging in Eurasia*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2008.

DeBardeleben, Joan, *Soft or hard borders?: managing the divide in an enlarged Europe*, Burlington, Ashgate Publishing Limited, 2005.

DeBardeleben, Joan and Achim Hurrelmann, *Transnational Europe*, Houndmills, Palgrave Macmillan, 2011.

De Tinguy, Anne, *La grande migration : la Russie et les Russes depuis l'ouverture du rideau de fer*, Paris, Plon, 2004.

Faist, Thomas and Andreas Ette, *The Europeanization of national policies and politics of immigration: between autonomy and the European Union*, New York, Palgrave Macmillan, 2007.

Fargues, Philippe [et al.], *L'Europe face aux migrations: quelle politique migratoire après Sangatte?; les filières économiques de la migration; les scénarios démographiques pour une Europe vieillissante; Méditerranée: imaginaires, conflits, frontières*, Paris, Esprit, 2003.

Geddes, Andrew, *The politics of migration and immigration in Europe*, Thousand Oaks, SAGE Publications, 2003.

Guild, Elspeth, Groenendijk, Kees and Sergio Carrera, *Illiberal Liberal States: Immigration, Citizenship and Integration in the EU*, Aldershot, Ashgate Publishing Limited, 2009.

Iglicka, Krystyna and Keith Sword, *The Challenge of East-West Migration for Poland*, London, School of Slavonic and East European Studies-University of London, 1999.

Laczko, Frank, Irene Stacher and Amanda Klekowski von Koppenfels, *New challenges for migration policy in Central and Eastern Europe*, The Hague, T-M-C Asser Press, 2002.

Morokvasic, Mirjana et Hedwig Rudolph, *Migrants: Les nouvelles mobilités en Europe*, Montréal-Paris, L'Harmattan, 1996.

Portes, Alejandro and Josh DeWind, *Rethinking Migration New Theoretical and Empirical Perspectives*, New-York, Berghahn Books, 2007.

Schatz, Edward, *Political Ethnography: What Immersion Contributes to the Study of Power*, Chicago and London, The University of Chicago Press, 2009.

Sussmuth, Rita and Werner Weidenfeld, *Managing integration: the European Union's responsibilities toward immigrants*, Washington, Migration Policy Institute, 2005.

Wallace, Claire and Dariusz Stola, *Patterns of Migration in Central Europe*, New-York, Palgrave, 2001.

Withol de Wenden, Catherine, *L'Europe des migrations*, Paris, Documentation française, 2001.

Chapitres de livre

Castles, Stephen, «The Factors that Make and Unmake Migration Policies», dans *Rethinking Migration New Theoretical and Empirical Perspectives*, (sous la direction de Portes et DeWind), New-York, Berghahn Books, 2007, pp. 29-61.

Hollifield, James, «The Emerging Migration State», dans *Rethinking Migration New Theoretical and Empirical Perspectives*, (sous la direction de Portes et DeWind), New-York, Berghahn Books, 2007, pp. 62-89.

Simonyi, A. and J. Pisano, «The Social Lives of Borders: Political Economy at the Edge of the EU», dans *Transnational Europe*, (sous la direction de DeBardeleben, Joan and Achim Hurrelmann), Houndmills, Palgrave Macmillan, 2011.

Vertovec, Steven, «Migrant Transnationalism and Modes of Transformation», dans *Rethinking Migration New Theoretical and Empirical Perspectives*, (sous la direction de Portes et DeWind), New-York, Berghahn Books, 2007, pp. 149-180.

Wihtol de Wenden, Catherine, «Flux croisés de l'Est et du Sud», dans *Migrants: Les nouvelles mobilités en Europe*, (sous la direction de Morokvasic, Mirjana et Hedwig Rudolph), Montréal-Paris, L'Harmattan, 1996, pp. 57-70.

Weber, Frank-Paul, «Des migrations du travail en Allemagne: le territoire introuvable», dans *Migrants: Les nouvelles mobilités en Europe*, (sous la direction de Morokvasic, Mirjana et Hedwig Rudolph), Montréal-Paris, L'Harmattan, 1996, pp. 159- 186.

Zhou, Min, «Revisiting Ethnic Entrepreneurship: Covergencies, Controversies, and Conceptual Advancements», dans *Rethinking Migration New Theoretical and Empirical Perspectives*, (sous la direction de Portes et DeWind), New-York, Berghahn Books, 2007, pp. 219-256.

Documents officiels

[Anonyme], «Communication from the Commission to the European parliament and the council-Fighting trafficking in human beings: an integrated approach and proposals for an action plan», Commission of the European communities, Bruxelles, septembre 2005.

[Anonyme], «Council regulation-Establishing a Community Code on the rules governing the movement of persons across borders», Commission of the European communities, Bruxelles, mai 2004.

[Anonyme], «Migration policies and EU enlargement: the case of Central and Eastern Europe», Organisation for Economic Co-operation and Development, Paris, 2001.

[Anonyme], «Plan d'action de l'Union européenne dans le domaine de la justice et des affaires intérieures en Ukraine», Journal officiel de l'Union européenne, Bruxelles, décembre 2001.

[Anonyme], «Poland-Quantitative data and procedures concerning foreigners in the years 2003-2005», Office for Repatriation and Aliens, Warsaw, Poland, Mars 2005.

Busuttil, Simon, «Rapport sur une politique de l'immigration pour l'Europe: principes, actions et instruments», Parlement européen, Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures, 6 avril 2009.

Buzalka, Jura and Vladimír Benč, «EU Border Monitoring: Slovak – Ukrainian Border», the Research Center of the Slovak Foreign Policy Association, Bratislava and Prešov, Slovakia, Novembre 2007.

Collett, Elizabeth and Rainer Münz, «The Future of European Migration: Policy Options for the European Union and its Member States», International Organization for Migration (IOM), Geneva, Switzerland, 2010.

Duvell, Franck, «Transnationalism from Below: How transnational migration strategies undermine the European Union's control regime », Centre for Migration, Policy and Society (COMPAS), University of Oxford, Octobre 2008.

Gromovs Juris and Irina Pribytkova, «Migration Trends 2004-2006 Soderkoping Process Countries», Cross-Border Cooperation Process Secretariat, Kyiv, Ukraine, 2007.

Herm, Anne, «Recent migration trends: citizens of EU-27 Member States become ever more mobile while EU remains attractive to non-EU citizens», Eurostat, Statistics in focus, 2008, http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_OFFPUB/KS-SF-08-098/EN/KS-SF-08-098-EN.PDF.

Malynovska, Olena, «International migration in contemporary Ukraine: Trends and policy», Global Commission on International Migration Report, 2006, http://www.iom.int/jahia/webdav/site/myjahiasite/shared/shared/mainsite/policy_and_research/gcim/gmp/gmp14.pdf.

Salt, John, «Types of migration in Europe: implications and policy concerns», European Population Conference 2005 Demographic Challenges for Social Cohesion, Council of Europe Conference, Strasbourg, Avril 2005.

Sources académiques et autres documents

[Anonyme], «Europe: Germany, Poland and Ukraine: asylum-seekers and the 'domino' effect», *Race Class*, Vol. 39, 1998: 62-76.

Allina-Pisano, Jessica, «From Iron Curtain to Golden Curtain: Remaking identity in the European Union Bordelands», *East European Politics & Societies*, Vol. 23, 2009: 266-290.

Bates, Robert, Avner Greif, Margaret Levi, Jean-Laurent Rosenthal and Barry Weingast, «Analytic Narratives Revisited», *Social Science History*, Vol. 24, No. 4, 2000: 685-696.

Bayard de Volo, Lorraine and Edward Schatz, «From the Inside out: Ethnographic Methods in Political Research», *American Political Science Association*, Vol. 37, No. 2, 2004: 267-271.

Belaïd, Chakri, «L'Ukraine, nouvel asile européen», *Regard sur l'est*, http://www.regard-est.com/home/breve_contenu_imprim.php?id=873, [article mis en ligne le 17 juillet 2008], (Page consultée le 11 janvier 2011).

Bigo, Didier, «Sociologie politique de l'international: une alternative», *Cultures & Conflits*, Articles inédits, <http://conflits.revues.org/index1175.html>, [article mis en ligne en 2008], (Page consultée le 10 janvier 2011).

Bioteau, Emmanuel et Bénédicte Michalon, «L'élargissement de l'Union européenne à l'Est: Bruxelles au défi des relations transfrontalières», *Géoconfluences*, [article mis en ligne le 16 octobre 2008], (Page consultée le 11 janvier 2011).

Bojcun, Marko, «The European Union's perspectives on the Ukrainian-Russian border», *Eurozine*, janvier 2005, <http://www.eurozine.com/articles/2005-01-12-bojcun-en.html>, [article mis en ligne le 12 janvier 2005], (Page consultée le 11 janvier 2011).

Borzeda, Artur, «La Politique polonaise d'immigration», *Diploweb.com*, <http://www.france-terre-asile.org>, [article mis en ligne le 22 janvier 2010], (Page consultée le 11 janvier 2011).

Castles, Stephen, «Guestworkers in Europe: A Resurrection?», *International Migration Review*, Vol. 40, No. 4, 2006: 741-66.

Collinson, Sarah, «Visa requirements, Carrier Sanctions, "Safe Third Countries" and "Readmission": The Development of an Asylum "Buffer Zone" in Europe», *Transactions of the Institute of British Geographers, New Series*, Vol. 21, No. 1, 1996: 76-90.

De Tinguy, Annie, «L'Élargissement à l'Est de l'Union, un Nouveau Défi pour l'Europe Réunifiée», *Hommes et Migrations*, No. 1230 [article mis en ligne en avril 2001],

<http://www.hommes-et-migrations.fr/articles/hm1230/1230a.html>, (Page consultée le 17 février 2009).

Ditchev, Ivaylo, « Mobile citizenship? », *Eurozine*, <http://www.eurozine.com/articles/2008-06-27-ditchev-en.html>, [article mis en ligne le 27 juin 2008], (Page consultée le 11 janvier 2011).

Düvell, Franck, «Clandestine migration in Europe», *Social Science Information*, Vol. 47, No. 4, 2008: 479-497.

Düvell, Franck, «Ukraine-Europe's Mexico?», Central and East European Migration, Research Ressources Report 1/3: Country Profile, [En ligne] site Compass, (page consultée le 1 mars 2011).

Futo, P., Jandl, M. and Karsakova L., «A Survey of Illegal Migration and Human Smuggling in Central and Eastern Europe», *Migration and Ethnic Studies*, Vo. 21, No. 1-2, Juin 2005: 35-54.

Givens, Terri and Adam Luedtke, «The Politics of European Union Immigration Policy: Institutions, Salience, and Harmonization», *The Policy Studies Journal*, Vol. 32, No. 1, 2004: 145-165.

Graslin, Gauthier, «L'intégration de Varsovie au système migratoire européen», *Espace populations sociétés*, No. 2, 2008: 287-299.

Guild, Elspeth et Didier Bigo, «Le visa Schengen: expression d'une stratégie de 'police' à distance», *Cultures & Conflits*, <http://conflits.revues.org/index924.html>, [article mis en ligne le 29 septembre 2003], (Page consultée le 11 janvier 2011).

Honekopp, Elmar, Philip Martin and Piotr Plewa, «Report of the Seminar on Migration and Development on the Polish-Ukrainian Border», *International Migration*, Vol. 46, No. 4, 2008: 199-209.

Jandl, Michael, «Irregular Migration, Human Smuggling, and the Eastern Enlargement of the European Union», *International Migration Review*, Vol. 41, No. 2, Été 2007: 291-315.

Kicinger, Anna, «Beyond the Focus on Europeanisation: Polish Migration Policy 1989-2004», *Journal of Ethnic and Migration Studies*, Vol. 35, No. 1, Janvier 2009: 79-95.

Laczko, Frank, «New Directions for Migration Policy in Europe», *Philosophical Transactions: Biological Sciences*, Vol. 357, No. 1420, Reviews and a special collection of papers on human migration, Avril 2002: 599-608.

Lamalle, Sandy, «L'Union européenne et les migrations Ambiguïtés et défis d'une approche globale», *Revue internationale et stratégique*, Vol. 3, No. 67, 2007: 31-40.

Lavenex, Sandra, «Migration and the EU's new eastern border: between realism and liberalism», *Journal of European Public Policy*, Vol. 8, No. 1, Février 2001: 24-42.

Lhomel, Edith, «Immigration et élargissement de l'Union européenne. Une harmonisation des politiques à plusieurs vitesses», *Le Courrier des pays de l'Est*, Vol. 1, No. 1060, 2007: 4-24.

Massey, Douglas S., «International Migration at the Dawn of the 21st century: The Role of the State», *Population and Development Review*, Vol. 25, No. 2, Juin 1999: 303-322.

Mitryayeva, Svitlana, «Schengen border: a view from Transcarpathia», *Европейський простір*, eu.prostir.ua/data?t=1&q=233916, (page consultée le 11 janvier 2011).

Mitsilegas, Valsamis, «The External Dimension of UE Action in Criminal Matters», *European Foreign Affairs Review*, Vol. 12, 2007: 457-497.

Mitsilegas, Valsamis, «The implementation of the EU acquis on illegal immigration by the candidate countries of Central and Eastern Europe: challenges and contradictions», *Journal of Ethnic and Migration Studies*, Vol. 28, No. 4, 2002: 665-682.

Morokvasic, Mirjana, «'Settled in Mobility': Engendering Post-Wall Migration in Europe», *Feminist Review*, Vol.77, No. Labour Migrations, 2004: 7-25.

Okolski, Marek, «Recent trends and major issues in international migration: Central and East European perspectives», *International Social Science Journal*, Vol. 52, No. 165, 2000: 329-341.

Phuong, Catherine, «Enlarging 'Fortress Europe': EU Accession, Asylum, and Immigration in Candidate Countries», *ICLQ*, Vol. 52, No. 3, Juillet 2003: 641-664.

Salt, John and José Carlos Almeida, «International Migration in Europe: Patterns and Trends since the mid-1990s», *Revue européenne des migrations internationales*, Vol. 22, No. 2, 2006: 155-175.

Sassen, Saskia, «Beyond Sovereignty: De-Facto Transnationalism in Immigration Policy», *European Journal of Migration and Law*, Vol. 1, 1999: 177-198.

Sassen, Saskia, «Europe's Migrations The Numbers and the Passions are Not New», *CITE*, Vol. 20, No. 6, Novembre 2006: 635-645.

Sassen, Saskia, «Immigration Policy in a Global Economy», *SAIS Review*, Vol. 17, No. 2, 1997: 1-19.

Sassen, Saskia, «Regulating in a Global Age: A New Policy Landscape», *Parallax*, Vol. 11, No. 1, 2005: 35-45.

Shamshur, Oleg V., «Ukraine in the Context of New European Migrations», *International Migration Review*, Vol. 26, No. 2, Été 1992: 258-268.

Simmons, Alan B., «Mondialisation et migration internationale: tendances, interrogations et modèles théoriques», *Cahiers Québécois de Démographie*, Vol. 31, No. 1, 2002: 7-33.

Triandafyllidou, Anna, «Migrants and ethnic minorities in post-Communist Europe», *Ethnicities*, Vol. 9, No. 2, 2009: 226-245.

Laurence Couture Gagnon

Vermeersch, Peter, «EU enlargement and immigration policy in Poland and Slovakia», *Communist and Post-Communist Studies*, Vol. 38, 2005: 71-88.

Vobruba, Georg, «The Enlargement crisis of the European Union: limits of the dialectics of integration and expansion», *Journal of European Social Policy*, Vol. 13, No. 1, 2003: 35-62.

Wallace, Claire, «Opening and closing borders: migration and mobility in East-Central Europe», *Journal of Ethnic and Migration Studies*, Vol. 28, No. 4, 2002: 603-625.

Weber, Serge, «D'un rideau de fer à l'autre: Schengen et la discrimination dans l'accès à la mobilité migratoire», *Géocarrefour*, Vol. 84, No. 3, 2009: 163-171.

Withol de Wenden, Catherine, «Union européenne-migrations», *Encyclopedia Universalis*, <http://www.universalis-edu.com.proxy.bib.uottawa.ca/article2.php?napp=&nref=UN03009>, (Page consultée le 4 février 2009).

Williams, M. Allan et Vladimir Bala, «Mobilité internationale en Europe centrale-touristes, commerçants et migrants», *Revue européenne des migrations internationales*, Vol. 18, No. 1, 2002: 37-65.

Zhurzhenko, Tatiana, «Cross-Border Cooperation and Transformation of Regional Identities in the Ukrainian-Russian Borderlands: Towards a Euroregion 'Slobozhanshchyna'? Part 1», *Nationalities Papers*, Vol. 32, No. 1, Mars 2004: 206-232.

Zhurzhenko, Tatiana, «Cross-Border Cooperation and Transformation of Regional Identities in the Ukrainian-Russian Borderlands: Towards a Euroregion 'Slobozhanshchyna'? Part 2», *Nationalities Papers*, Vol. 32, No. 2, Juin 2004: 497-514.

Zhurzhenko, Tatiana, «Politics of border making and (cross-)border identities-Introduction», *Eurozine*, <http://www.eurozine.com/articles/2005-01-14-zhurzhenko-en.html>, [article mis en ligne en janvier 2005], (Page consultée le 17 novembre 2009).

Zimmer, Krestin, «Time of the Migrants», *Transition Online*, 15 janvier 2007: 3-3.

Articles de presse

Anonyme, «East European worker influx slows», *BBC News*, [en ligne], 24 février 2009, http://news.bbc.co.uk/go/pr/fr/-/2/hi/uk_news/politics/7906277.stm, (Page consultée le 11 janvier 2011).

Anonyme, «Drop in East European migration», *BBC News*, [en ligne], 21 août 2008, http://news.bbc.co.uk/go/pr/fr/-/2/hi/uk_news/7574061.stm, (Page consultée le 11 janvier 2011).

Anonyme, «Migrant Poles return claim denied», *BBC News*, [en ligne], 22 janvier 2010, http://news.bbc.co.uk/go/pr/fr/-/2/hi/uk_news/8473869.stm, (Page consultée le 11 janvier 2011).

Anonyme, «EU plans to admit more refugees», *BBC News*, [en ligne], 9 février 2009, <http://news.bbc.co.uk/go/pr/fr/-/2/hi/europe/8233187.stm>, (Page consultée le 11 janvier 2011).

Anonyme, «L'espace Schengen réunit les Tchèques et les Slovaques», *EurActiv*, [en ligne], 21 décembre 2007, <http://www.euractiv.com/fr/elargissement/espace-schengen-runit-tchques-slovaques/article-169359>, (Page consultée le 11 janvier 2011).

Anonyme, «Illegal migrants abused in Ukraine», *Kyiv Post*, [en ligne], 16 décembre 2010, <http://www.kyivpost.com/news/nation/detail/92962/>, (Page consultée le 11 janvier 2011).

Anonyme, «Ситуация на границе Украина-Польша продолжает накаляться», *Newsru.ua*, [en ligne], 16 janvier 2008, <http://rus.newsru.ua/ukraine/16jan2008/kordonn.html>, (Page consultée le 11 janvier 2011).

Gergely, Andras, «Villagers reunited by Slovak-Ukraine border crossing», Red Orbit, [en ligne], 23 décembre 2005, http://www.redorbit.com/news/international/339292/villagers_reunited_by_slovakukraine_border_crossing/index.html, (Page consultée le 11 janvier 2011).

Kononova, Svetlana, «Why Are So Many Young, Energetic and Well-Off Russians Looking to Move Abroad?», *Russia Profile.org*, [en ligne], <http://www.russiaprofile.org/page.php?pageid=Culture+%26+Living&articleid=a1285004487&print=yes>, (Page consultée le 11 janvier 2011).

Lobjakas, Ahto, «Ukrainian President Quietly Downgrades EU Ambitions», *RadioFreeEurope*, [en ligne], 13 septembre 2010, http://www.rferl.org/content/Ukrainian_President_Quietly_Downgrades_EU_Ambitions/2156518.html, (Page consultée le 11 janvier 2011).

Morice, Alain et Claire Rodier, «Les contrôles migratoires sous-traités aux pays extérieures: Comment l'Union européenne enferme ses voisins», *Le Monde Diplomatique*, [en ligne], 1 juin 2010, <http://global.factiva.com.proxy.bib.uottawa.ca/hp/printsavews.aspx?ppstype=Article&pp=Print&hc=Publication>, (Page consultée le 11 janvier 2011).

Peter, Laurence, «EU-Pakistan deal sharpens debate on migrants», *BBC News*, [en ligne], 16 Juillet 2010, <http://www.bbc.co.uk/news/world-europe-10645082?print=true>, (Page consultée le 11 janvier 2011).

Sites Internet

Ambassade de la République de Pologne à Rabat, «Le visa Schengen», <http://www.rabat.polemb.net/index.php?document=65>, (Page consultée le 10 janvier 2011).

Central Statistical Office of Poland, <http://www.stat.gov.pl/english/>, (Page consultée le 3 septembre 2009).

Cross-Border Cooperation-Soderkoping Process, <http://soderkoping.org.ua/>, (Page consultée le 6 avril 2009).

Database on Irregular Migration, «European Commission», <http://irregular-migration.hwwi.net/>, (Page consultée le 6 avril 2009).

EUBAM-European border assistance mission to Moldova and Ukraine, <http://www.eubam.org/>, (Page consultée le 5 mars 2009).

EU Border Identities, «Border Discourse», <http://www.borderidentities.com/>, (Page consultée le 17 novembre 2009).

Europa (site de la Commission européenne), «La dimension externe de l'espace de liberté, de sécurité et de justice», <http://europa.eu/scadplus/leg/fr/lvb/l16014.htm>, (Page consultée le 5 mars 2009).

Europa (site de la Commission européenne), «Libre circulation des personnes, asile et immigration», <http://europa.eu/scadplus/leg/fr/s17000.htm>, (Page consultée le 6 février 2009).

Europa (site de la Commission européenne), «Migration et asile-vue d'ensemble», http://ec.europa.eu/europeaid/where/worldwide/migration-asylum/index_fr.htm, (Page consultée le 6 avril 2009).

Europa (site de la Commission européenne), «Politique européenne de voisinage», http://ec.europa.eu/world/enp/policy_fr.htm, (Page consultée le 4 février 2009).

Europa (site de la Commission européenne), «Programmes de coopération extérieure-Ukraine», http://ec.europa.eu/europeaid/where/neighbourhood/country-cooperation/ukraine/ukraine_fr.htm, (Page consultée le 6 avril 2009).

Eurostat (Site des statistiques de la Commission européenne), «Statistiques-population», <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/population/introduction>, (Page consultée le 3 septembre 2009).

Focus-Migration, «Poland», <http://www.focus-migration.de/Poland.2810.0.html?&L=1>, (Page consultée le 17 novembre 2009).

Frontex, «Tasks», http://www.frontex.europa.eu/origin_and_tasks/tasks/, (Page consultée le 5 mars 2009).

IOM-International Organization for Migration, <http://www.iom.int/jahia/Jahia/pid/813>, (Page consultée le 4 février 2009).

IOM-International Organization for Migration-Slovakia, <http://www.iom.sk/>, (Page consultée le 6 avril 2009).

IOM-International Organization for Migration-Ukraine, <http://www.iom.org.ua/?lang=en>, (Page consultée le 6 avril 2009).

IOM-International Organization for Migration-Russia, <http://www.iomrussia.ru/>, (Page consultée le 3 septembre 2009).

L'Accès au droit de l'Union européenne, <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:52009DC0383:FR:NOT>, (Page consultée le 10 janvier 2011).

La Documentation française, «L'Union européenne et ses nouveaux voisins de l'Est: Ukraine, Biélorussie, Moldavie», <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/europe-bielorussie-moldavie-ukraine/ukraine.shtml>, (Page consultée le 4 février 2009).

Migration Online Czech, «Annual Overview of International Migration in Central and Eastern Europe-2008», <http://www.migrationonline.cz/centraleasterneurope/2008/>, (Page consultée le 6 avril 2009).

Migreurope, «Cartes des camps», www.migreurope.org, (page consultée le 12 janvier 2011).

Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Poland, «Foreign Policy» and «Consular Information», <http://www.msz.gov.pl/EasternPartnership19898.html>, (Page consultée le 8 septembre 2009).

Ministry of Foreign Affairs of the Slovak Republic, «Slovak Foreign Policy», http://www.mzv.sk/servlet/content?MT=/App/WCM/main.nsf/vw_byID/ID_98823A123D718905C125705A00318778_EN&TG=BlankMaster&URL=/App/WCM/main.nsf/vw_byID/ID_115494C80F019440C1257457004053F8_EN&OpenDocument=Y&LANG=EN&HM=400-XXX, (Page consultée le 8 septembre 2009).

OPORA-Europe (Regional Humanitarian Aid Organization for Refugees), <http://www.oporaeurope.com/>, (Page consultée le 3 septembre 2011).

OPORA-Russie (Regional Humanitarian Aid Organization for Refugees), <http://www.opora.ru/>, (Page consultée le 3 septembre 2011).

Statistical Office of the Slovak Republic, «Graphs and Maps», <http://portal.statistics.sk/showdoc.do?docid=3032>, (Page consultée le 3 septembre 2009).

Statistical Office of the Slovak Republic, «Pre-defined Tables», <http://portal.statistics.sk/showdoc.do?docid=4191>, (Page consultée le 3 septembre 2009).

Statistical Office of the Slovak Republic, «Increase et decrease of the population», <http://portal.statistics.sk/showdoc.do?docid=6610>, (Page consultée le 3 septembre 2009).

ANNEXE A

Tableau des règlements aux frontières et autres documents

RÈGLEMENTS ET AUTRES DOCUMENTS	OBJECTIF	EFFETS SUR LES MIGRATIONS
Schengen 1985 (comprennant cinq pays). L'espace Schengen est entré en vigueur en 1995	L'espace Schengen est un territoire où les personnes circulent librement. En 1995, les contrôles frontaliers aux frontières intérieures sont abolis, les contrôles aux frontières externes consolidés, la frontière extérieure est unique. Des règles et procédures communes sont appliquées pour les visas, les demandes d'asile et les contrôles aux frontières. (Europa.eu, http://europa.eu/legislation_summaries/justice_freedom_security/free_movement_of_persons_asylum_immigration/l33020_fr.htm , (page consultée le 11 janvier 2011).	Les conditions d'entrée des étrangers sont plus restrictives; avec un le resserrement des exigences de visa par les États membres candidats. Ils durcissent les systèmes d'admission pour certains pays voisins, renforcent les procédures d'expulsion, introduisent de nouvelles sanctions contre l'immigration clandestine. (Vermeersch, 2005: 75)
Système d'information Schengen (SIS) opérationnel depuis le 26 mars 1995	Base de données commune permettant aux autorités de chaque État membre de disposer, grâce à une procédure d'interrogation automatisée, de signalements sur des personnes ou des objets. (Le Parlement européen, http://www.europarl.europa.eu/compa rl/libe/elsj/zoom_in/25_fr.htm , (Page consultée le 11 janvier 2011).	Entre dans plan global de lutte contre l'immigration clandestine et la traite des êtres humains, puis de la gestion des frontières extérieures, mais l'attention a basculé à ce qui a été nommé 'les mesures compensatoires': Les réglementations liées à la police, les mesures pour combattre le crime et un partage de données internationales. Les autorités nationales utilisent le SIS pour les contrôles frontaliers et les vérifications d'identité à l'intérieur du territoire national, ainsi que pour la délivrance des visas (Parlement européen, http://www.europarl.europa.eu/compa rl/libe/elsj/zoom_in/25_fr.htm , (Page consultée le 11 janvier 2011).

RÈGLEMENTS ET AUTRES DOCUMENTS	OBJECTIF	EFFETS SUR LES MIGRATIONS
Loi polonaise sur les étrangers de 1997 (<i>Polish Aliens Act</i>)	Loi visant à réglementer l'entrée et la résidence pour les étrangers, afin d'empêcher l'entrée des étrangers «indésirables» .	Les visas et permis de résidence sont modernisés. Début d'une nouvelle tendance de la politique d'immigration polonaise vers la limitation des entrées (Stola, 2001: 197). Importance accordée aux déportations et à la modernisation des infrastructures frontalières.
Tampere (1999)	Entente du Conseil européen sur la création d'un espace de liberté, de sécurité et de justice dans l'Union européenne	Mise en place de la Politique commune européenne en matière d'asile et de migration. Création d'un partenariat avec les pays d'origine; régime d'asile européen commun; Traitement équitable pour les ressortissants des pays tiers; Gestion plus efficace des flux migratoires.
Obligation de visa pour les Ukrainiens en UE, 2000	(Ajout au traité de Schengen)	Nouvelles conditions d'entrée des Ukrainiens sur le territoire de l'UE, pour que leurs pratiques soient conformes aux principes uniformes de l'UE.
La Pologne modifie sa loi sur les étrangers de 1997, en 2001 et 2003	Elle apporte des provisions de la loi pour les demandeurs d'asile et des réfugiés en conformité avec les normes de l'UE. (Vermeersch, 2005: 86)	La Pologne vise à réglementer l'entrée et la résidence des étrangers.
Nouvelle loi d'asile slovaque en 2002	D'abord introduit en 1995, la loi a du être réformée en 2002, à la demande spécifique de la Commission européenne.	La loi a introduit des cours d'appel en tant que 2e instance indépendante de la procédure d'asile (Vermeersch, 2005: 82).
Entrée en vigueur de la nouvelle loi sur les étrangers en Slovaquie, en 2003	Cette loi a pour but de rendre la législation plus conforme aux normes de l'UE (Vermeersch, 2005: 86).	«These developments were accompanied by stronger border controls» (Vermeersch, 2005: 86).

RÈGLEMENTS ET AUTRES DOCUMENTS	OBJECTIF	EFFETS SUR LES MIGRATIONS
Convention de Dublin de mai 2004	Si le demandeur a franchi irrégulièrement les frontières d'un État membre, ce dernier est responsable de l'examen de la demande d'asile. (Site Europa, «Règlement Dublin II», http://europa.eu/legislation_summaries/justice_freedom_security/).	
Nouvelles technologies de surveillance installées aux frontières en 2004	Arrêter l'immigration illégale et clandestine en UE.	Des barrières automatiques sont mises en place ainsi qu'un système d'enregistrement d'entrées et de sorties du territoire de l'UE et un système électronique d'autorisation de voyage pour les ressortissants exemptés de visas avant le départ pour un État membre.
Modifications sur la loi à l'immigration en Pologne en 2005	Elle restreint les droits de permanence résidence, mais simplifie l'accès au marché du travail pour les demandeurs d'asile.	
Les 10 nouveaux membres de l'UE entrent dans la zone Schengen en décembre 2007	Libre circulation à l'intérieur des frontières internes de l'UE.	Visas à l'entrée des citoyens de l'Europe de l'Est en UE. Des détecteurs de mouvements sont opérationnels depuis 2007, des détecteurs d'objets cachés, des détecteurs électroniques actifs et autres détecteurs thermo fixes, suivis par des caméras et des détecteurs biométriques
Mise en place d'un système commun de gestion intégrée des frontières en 2007	Exigences de la Commission européenne pour la protection de ses frontières extérieures.	La modernisation des systèmes informatiques, des systèmes juridiques et l'achat d'équipements de surveillance modernes. De nouveaux points de contrôle et de surveillance ont été construits en 2007 à la frontière orientale de l'UE et des unités mobiles de surveillance nationales sont maintenant en fonction aux zones frontalières des États.

RÈGLEMENTS ET AUTRES DOCUMENTS	OBJECTIF	EFFETS SUR LES MIGRATIONS
La Pologne et la Slovaquie modifient leur loi d'asile en 2008	Appliquer les directives européennes sur les normes concernant la procédure d'octroi et du retrait de statut de réfugié.	

ANNEXE B- Photos aux frontières



Ci-dessus, les contrôles frontaliers à la frontière Ukraine-Pologne, l'attente est beaucoup moins longue depuis le début des 2000. Ci-dessous, plusieurs piétons traversent à cette frontière.



Laurence Couture Gagnon



À la gare de Przemyśl, les commerçants entreposent et accumulent leur marchandise quelques heures ou quelques jours avant de les apporter en Ukraine pour la vendre.





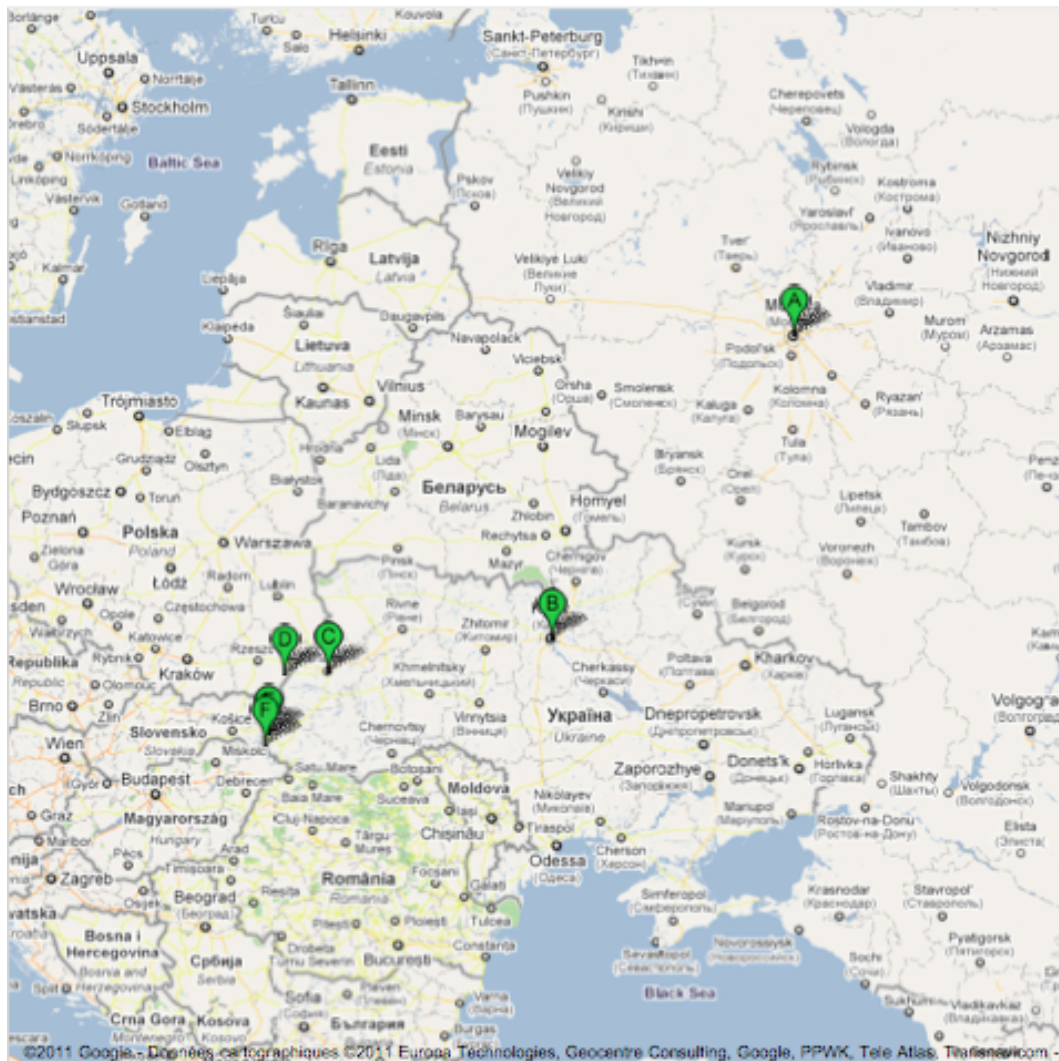
Les commerçants apportent leur marchandise dans l'autobus, de la Pologne à l'Ukraine. Ils cachent le contenu dans des boîtes. Ils prennent toute l'espace disponible et même les sièges pour les passagers.



Laurence Couture Gagnon

ANNEXE C

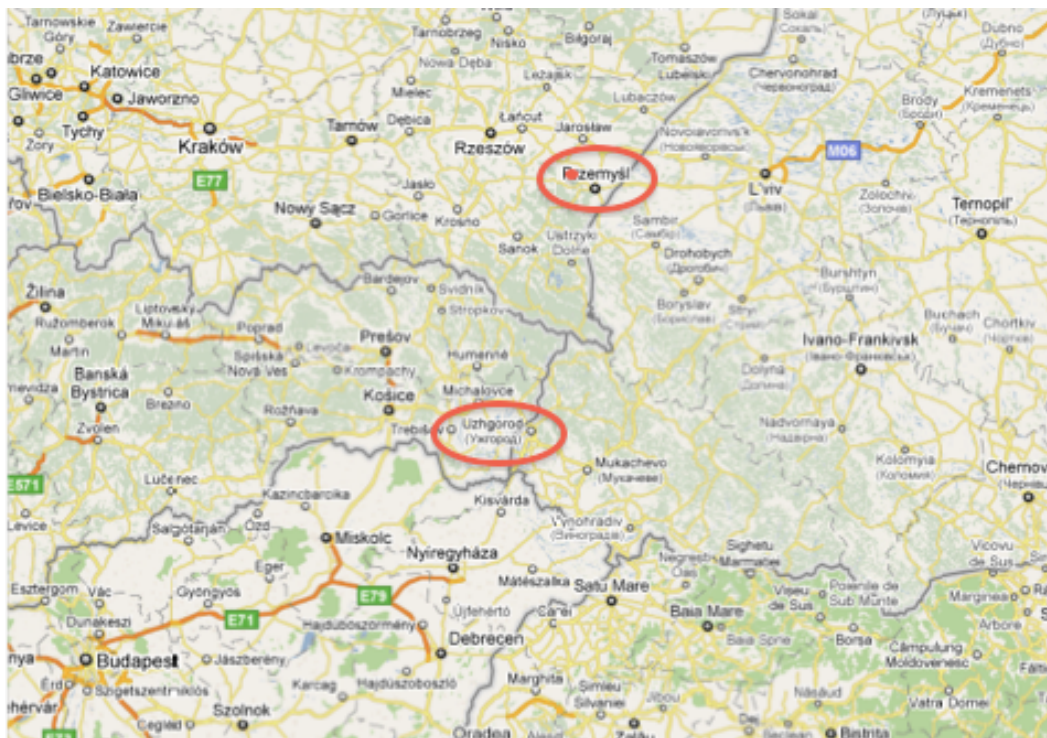
Cartes des lieux d'entrevues



Carte de l'Europe de l'Est, représentant les lieux d'entrevues et mon itinéraire: A-Moscou en Russie, B-Kiev en Ukraine, C-Lviv en Ukraine, D-Przemyśl en Pologne, E-Uzhgorod en Ukraine, F-Tschop en Ukraine. (maps.google.ca)

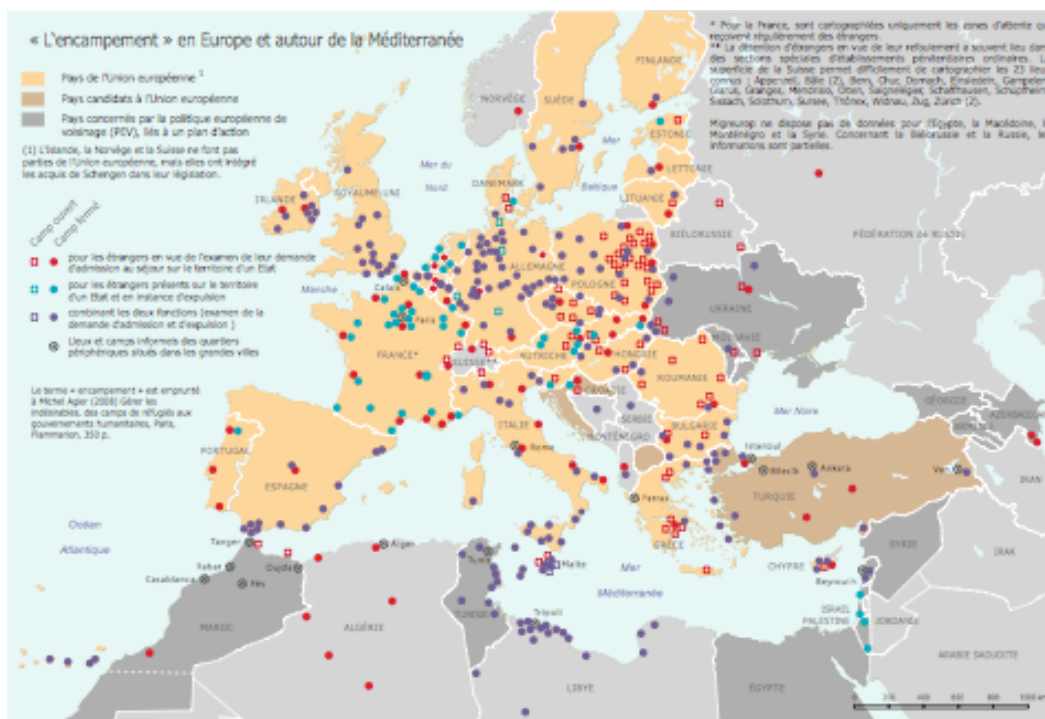
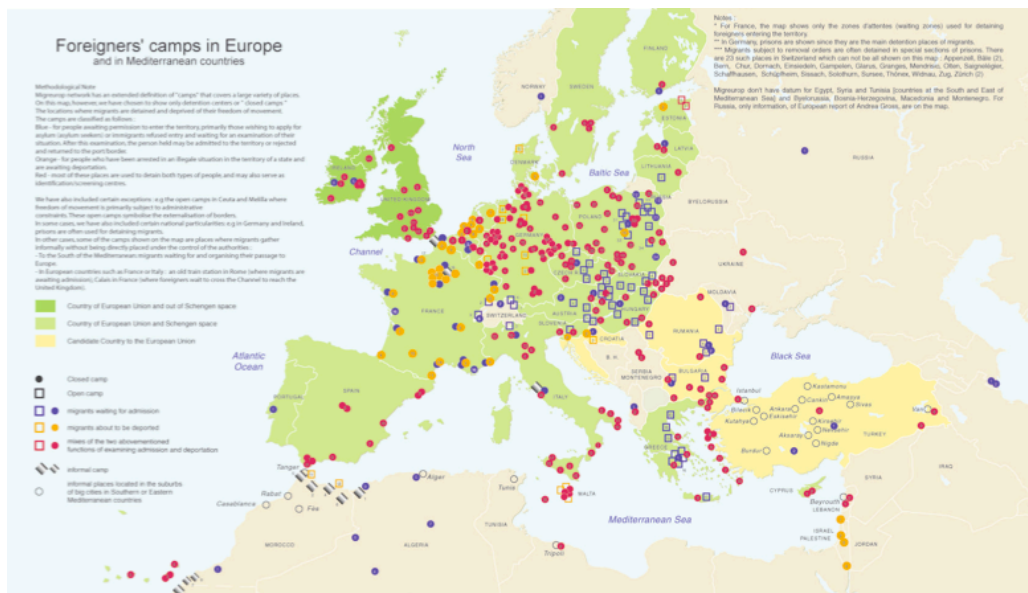


Carte terrestre de Lviv, située près de la frontière polonaise (Application google earth)



Carte des frontières séparant l'Ukraine de la Pologne, de la Slovaquie et de la Hongrie. Przemyśl, en Pologne, se retrouve à 3 heures en autobus de Lviv, en Ukraine. La ville d'Uzhgorod, au sud de l'Ukraine, est située aux frontières slovaques et près de la frontière hongroise. (maps.google.ca)

Cartes des camps de détention en Europe de l'Est



Les camps de détention pour étrangers en 2005 (au dessus) et en 2009 (Migreurope, «Cartes des camps», www.migreurope.org, [page consultée le 12 janvier 2011]). On aperçoit une augmentation du nombre des camps, surtout aux frontières des pays de l'Europe de l'Est. De plus, en Ukraine, de nouveaux camps ont été installés à l'intérieur du territoire, où les immigrants sont arrêtés avant de tenter de franchir les frontières de l'UE.

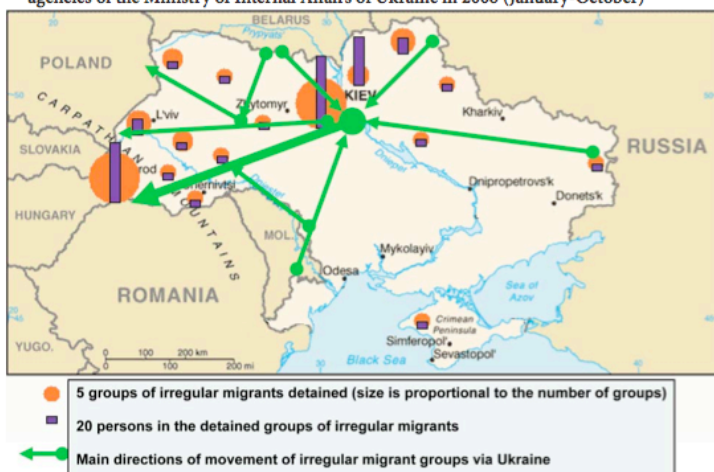
Laurence Couture Gagnon

Fig. 3. Number of persons apprehended for crossing the Ukrainian border illegally in 2004–2006, by segments



Nombre de personnes arrêtées pour avoir traversé une frontière ukrainienne illégalement entre 2004-2006 (Gromovs and Pribytkova, 2007: 10).

Fig. 4. Main routes of movement and places of apprehension of irregular migrants by the agencies of the Ministry of Internal Affairs of Ukraine in 2006 (January–October)



Les principales routes appréhendées des immigrants irréguliers (Gromovs and Pribytkova, 2007: 12).

ANNEXE D

Rapport d'entrevues

No	Lieu	Personne	Remarques
1	Moscou (Russie), 2 juin, 9h00	Gezahgn Wordofa, directeur général de l'O.P.O.R.A, organisation humanitaire d'aide aux réfugiés	Il m'a donné un portrait général des immigrants qui veulent quitter la Russie. Il a beaucoup parlé des immigrants réfugiés en Russie, qui n'arrivent pas à recevoir de statut officiel et qui veulent tous quitter la Russie pour aller vivre dans tout autre pays.
2	Moscou (Russie), 3 juin, 10h30	Vénéra, coordinatrice de l'OPORA	Elle est aussi réfugiée du Congo. Elle m'a raconté la vie d'immigrants qui veulent quitter la Russie, leurs défis, leur mode de vie et leurs choix. Puis, elle m'a parlé des parcours des immigrants qui traversent les frontières pour venir ou quitter la Russie.
3	Moscou (Russie), 3 juin, 13h00 Visite du ФМС (Федеральная Миграционная Служба России), service fédéral des migrations de la Russie.	Wilfrid, réfugié politique de la Côte d'Ivoire	Wilfrid m'a dit pourquoi il avait quitté son pays d'origine et pourquoi il ne veut pas rester en Russie et partir le plus rapidement possible. Il est prêt à tout, mais n'a pas de plan fixe.
4	Banlieue sud de Moscou (Russie), 3 juin, 15h00	Shamzi et sa famille (5 enfants), d'Aghanistan	Famille de réfugiés afghans, arrivés en Russie depuis 2002. Ils sont en situation de survie et veulent quitter n'importe où, en dehors de la Russie, pour fuir la misère. Shamzi travaille au marché de son quartier et vend des fruits et légumes pendant la période estivale.
5-6	Moscou (Russie), 4 juin	Deux Russes, Tania et Artem, 23 et 28 ans, qui habitent depuis un an au Monténégro	Deux russes qui sont partis s'installer au Monténégro, pour se déplacer et voyager en Europe centrale, orientale et du sud-est. Ils étaient à Moscou pour visiter leur famille et amis, et se procurer du matériel moins cher pour leur petit commerce au Monténégro.

No	Lieu	Personne	Remarques
7	Kiev (Ukraine) 10 juin	Dr. Yaroslav Pilinski de l'Institut Kennan, Kiev	Dr. Pilinski m'a donné un portrait détaillé des tendances migratoires de l'Ukraine, d'un point de vue actuel et avec une analyse contextuelle de la région est-européenne.
8	Dans le train de Kiev à Lviv (Ukraine), 11 juin	Une touriste ukrainienne qui se rendait à Lviv pour quelques jours	La touriste se rendait à Lviv pour visiter et m'a parlé des touristes ukrainiens qui se rendaient fréquemment en Pologne.
9	Lviv (Ukraine), 16 juin	Vassil, Américain, né à Lviv	Il travaille à Lviv comme professeur d'anglais, connaît des amis qui travaillent au consulat polonais de Lviv et m'a décrit les procédures pour l'obtention du visa. Selon lui, ce sont essentiellement des travailleurs qui font l'aller-retour presque chaque jour.
10-13	Dans l'autobus de Lviv à Przemysl (Pologne), 16 juin	Cinq musiciens ukrainiens	Ces cinq ukrainiens allaient faire leur tournée en Allemagne, mais devaient d'abord traverser en UE pour rejoindre leur autobus de tournée, qui se trouve en Pologne. Ils font ce trajet presque à toutes les six semaines en autobus et m'ont raconté leurs histoires et les gens qu'ils rencontrent. Selon eux, 99% qui traversent en autobus de l'Ukraine à la Pologne (ou vice-versa) sont des commerçants.
14	À la gare d'autobus de Przemysl (Pologne), 17 juin	Couple d'Ukrainiens qui vend des peintures.	Ils revenaient d'une journée de vente et rentraient en Ukraine (petite ville voisine de Lviv). Ils m'ont parlé de leurs voyages fréquents en autobus avec les commerçants, mais aussi de leurs affaires en Pologne.
15	Dans l'autobus de Przemysl à Lviv, 17 juin	Le groupe de commerçants qui ont loué l'autobus de Przemysl à Lviv.	La dame à tête du groupe, a transporté tout son matériel dans l'autobus jusqu'à Lviv. Elle et ses collègues ont aussi fait toutes les transactions informelles avec le chauffeur d'autobus, les douaniers polonais et ukrainiens et les autres commerçants lors du voyage.
16	Lviv (Ukraine), 17 juin	Ukrainien qui travaille en France	Il travaille à Versailles et revient chaque été en autobus pour passer les vacances avec sa famille à Lviv.
17	Uzhgorod (Ukraine), 22 juin	Roby, citoyen ukrainien avec nationalité hongroise	Roby est Ukrainien avec un passeport multiple destinations en UE, en raison des origines hongroises de son père.
18	Tchop (Ukraine), 23 juin	Un commerçant de billets de train et de devises	Il est Ukrainien-Hongrois et habite en Ukraine, mais sa famille demeure en Hongrie.

No	Lieu	Personne	Remarques
19	Tchop (Ukraine), 23 juin	Chauffeur de taxi à Tchop. Hongrois-Ukrainien, détenteur d'un passeport ukrainien	Il est d'origine ukrainienne, mais a aussi la nationalité hongroise. Ses enfants et petits enfants sont hongrois de nationalité et ont la citoyenneté ukrainienne (ils habitent en Hongrie, mais lui a décidé de vivre en Ukraine).
20	Moscou (Russie), 16 juillet	Deux immigrants, un Indien et un Kényan qui vendent des produits importés de l'est au centre ville de Moscou.	L'Indien est arrivé à Moscou depuis 15 ans (1995) et il ne veut plus quitter, car sa vie est maintenant ici. Toutefois, il sait qu'il n'a pas les mêmes conditions que ses amis en Europe, mais c'est toujours mieux qu'à Mumbai pour le commerce. Le Kényan, pour sa part, dit ne pas avoir de vie ici, mais il est plus jeune, n'est pas venu avec sa famille récemment. Il est aussi de couleur noire est victime de stigmatisation.
21	Moscou (Russie), 20 juillet 2010	Jana Antonova Zayonchkovskaya, chercheuse au laboratoire des migrations ИИП РАН, de l'Académie des sciences de Moscou	Pour Jana, il y a plus d'Ukrainiens qui vont travailler en Russie depuis les années 2000, mais il y a aussi moins de Russes qui vont en Ukraine, c'est un mouvement inversé. Les changements aux frontières de l'Europe après 2004 n'ont pas eu d'effet marqué en Russie, mais la crise économique oui. Les Ukrainiens ont été plus touchés par cette crise, accompagnée par une situation politique non stable. Il n'y a pas moins de petit commerce entre la Russie et l'Europe suite à Schengen. Cependant, les tendances dans le petit commerce changent et les acteurs aussi.

ANNEXE E

SCHÉMA D'ENTREVUE EN FRANÇAIS

«Bonjour,

Je vous remercie de bien vouloir me consacrer de votre temps. Je vous rappelle mon nom, Laurence Couture Gagnon. J'étudie à l'Université d'Ottawa, au Canada, et je viens vous interviewer dans le cadre de ma recherche portant sur les impacts des règlements d'immigration appliqués aux frontières de l'Union européenne sur les stratégies des immigrants de l'Europe de l'Est.

Si vous n'y voyez pas d'inconvénient, je vais enregistrer notre entretien et vos réponses pour mieux les retenir lors de la rédaction de mon travail, mais je vous assure que le tout sera effacé dès la fin de cette recherche. Il est bien entendu que tout ce dont vous me direz demeurera confidentiel et que votre nom n'apparaîtra nulle part. Si vous êtes prêt, maintenant, je vais commencer à vous poser des questions factuelles, puis nous poursuivrons ensuite sur vos intentions d'aller immigrer en Union européenne. Cette entrevue devrait prendre environ 45 minutes. »

Première partie: Questions factuelles

Q.1 Dans quel pays êtes vous né?

Q.2 Dans quel pays vous et votre famille habitez-vous?

-Depuis combien de temps demeurez-vous à cet endroit?

-Pouvez-vous me dire dans quelles villes avez-vous déjà habité pendant plus d'un an?

Q. 3 Souhaitez-vous aller vivre de façon permanente en Union européenne ?

-Si oui, pour combien de temps?

Q.4 Souhaitez-vous retourner dans votre pays d'origine dans le futur?

Q.5 Quel âge avez-vous?

Q.6 Avez-vous des enfants? Pouvez-vous dire quelques mots les concernant;

-Quels âges ont-ils? Quels sont leurs intérêts? Où étudient-ils?

Q.7 Travaillez-vous (ou cherchez-vous du travail)? Quelle est votre profession? Étudiez-vous ou êtes vous retraités?

Q.8 Quels documents détenez-vous pour traverser les frontières de l'UE (passeport, visa, invitation, permis de travail, visa de tourisme, permis de résidence permanente)?

-Avez-vous appliqué pour un visa de travail, de visite ou de résidence permanente?

Q.9 Quel est votre dernier diplôme académique obtenu?

-Si vous avez un diplôme post-secondaire, pouvez-vous me dire depuis quand l'avez-vous reçu?

Q.10 Avez-vous des membres de la famille qui habitent actuellement dans un des pays membres de l'Union européenne?

-Si oui, dans quels pays habitent-ils et que font-ils?

Q.11 Avez-vous des amis ou des connaissances qui demeurent ou vont souvent en Union européenne?

--Si oui, dans quels pays habitent-ils et que font-ils?

Deuxième Partie: Questions à réponses ouvertes

Q.1 Est-ce que vous vous rendez dans un pays précis? Quelles frontières traverserez vous pour vous rendre à votre destination finale?

Q.2 Comment traverserez-vous les frontières? Quel(s) moyen(s) de transports utiliserez-vous pour vous rendre de l'autre côté de la frontière?

Q.3 Comment jugez-vous votre degré de motivation pour aller vivre en Union européenne: très élevé, assez élevé, moyen, peu élevé?

Q.4 Croyez-vous qu'il est plus difficile de traverser les frontières de l'Union européenne ou plutôt d'y demeurer?

-Comment jugez-vous le degré de difficulté à traverser les frontières de l'Ukraine pour aller dans les pays plus à l'ouest: très élevé, assez élevé, moyen, peu élevé?

Q.5 Comment jugez-vous le degré de difficulté de circulation en Europe de l'Est (Biélorussie, Ukraine, Russie, Moldavie): très élevé, assez élevé, moyen, peu élevé?

Q.6 Avez-vous remarqué des changements à traverser les frontières séparant l'Ukraine de la Pologne et de la Slovaquie depuis les élargissements de l'UE de 2004?

-Si oui, quels sont les nouvelles conséquences au moment du franchissement de ces frontières?

Q.7 Quels sont les principaux changements de l'élargissement de l'Union européenne de 2004 sur votre vie personnelle et professionnelle ?

-Ces effets ont-ils changé vos projets personnels ou votre entreprise?

-Cela a-t-il un impact sur votre degré de motivation pour émigrer?

Q.8 Pour quelles raisons avez-vous décidé de quitter votre pays? (S'il a une famille, ajuster la question: Est-ce davantage des raisons concernant votre famille?)

-Quels sont les aspects de votre vie que vous souhaitez améliorer ?

-Quelle importance occupe votre situation financière dans vos choix?

-Quels sont vos projets à court et à long terme?

Q. 9 Quel emploi ou domaine d'emploi aimeriez-vous occuper ? (Non applicable à tous)

-Quels sont vos anciens emplois? Combien d'emplois avez-vous déjà occupé en même temps?

Q. 10 Comment voyez-vous l'avenir de votre famille en immigrant ?

-Avez vous d'autres membres de votre famille qui viennent avec vous?

Q. 11 Quels sont vos objectifs personnels à atteindre une fois dans le pays d'accueil ? (pour voir s'ils sont découragés et s'il s'agit d'une solution de dernier recours pour eux; s'ils émigrent pour fuir leur vie dans le pays d'origine)

Q. 12 Quel serait le pays idéal pour aller vivre selon vous ?

-Pour quelles raisons ?

Q. 13 Pour quel statut ferez-vous la demande d'immigration (résident permanent, demande d'asile, étudiant, visiteur, travailleur) et pour quel visa appliquerez-vous (visa Schengen ou visa national) pour vous rendre dans l'Union européenne?

Q. 14 Y a-t il d'autres raisons que l'immigration permanente pour lesquelles vous souhaitez aller pour une période de long terme (plus d'un an) en Union européenne? (par exemple: regroupement familial?)

Q. 15 Traversez-vous en Union européenne pour une autre raison que celle d'obtenir votre résidence ou votre citoyenneté?

Q.16 Avez-vous l'intention de retourner vivre dans votre pays d'origine?

-Si oui, quand et pourquoi?

-À quelle fréquence envisagez-vous revenir dans votre pays d'origine et pour quelles occasions?

ANNEXE F

SCHÉMA D'ENTREVUE EN RUSSE

Вопросы

Здравствуйте,

Меня зовут Лоренс Кутюр-Ганьон и я учусь в Канаде в Университете Оттавы, на факультете политологии.

Спасибо еще раз за ваше время. Я хотела бы напомнить вам предмет собеседования. Я пишу диссертацию о последствиях ограничения передвижения на границах Европейского Союза на миграционных направлениях в Восточной Европе. Кстати, я хочу узнать и понять стратегии, планы восточноевропейских иммигрантов.

Если вы не возражаете, я запишу наш разговор и ваши ответы, чтобы лучше сохранить и запомнить информацию для своей работы, но я вас заверяю, что всё будет удалено в конце диссертации. Понятно, что всё, что вы говорите, останется конфиденциальным, и ваше имя не будет нигде опубликовано. Теперь, если вы готовы, я начну задавать вам вопросы о вашей жизни и потом о ваших планах иммигрировать в Европейский союз. Этот разговор должен продолжаться 50 минут.

Часть первая: фактические вопросы

В.1 В какой стране вы родились?

В.2 В какой стране вы и ваша семья живёте?

—Сколько времени вы там живете?

*(скажите, пожалуйста, в каких городах вы жили, не меньше года?)

В. 3 Желаете ли вы жить в Европейском Союзе?

—Если да, то сколько времени вы хотите поехать в Европейский Союз?

Laurence Couture Gagnon

В. 4 Желаете ли вы вернуться в свою страну в будущем?

В. 5 Сколько вам лет?

В. 6 Есть ли у вас дети? Расскажите мне о ваших детях.

–Сколько им лет? Чем они увлекаются, где учатся?

В. 7 Чем вы занимаетесь? Вы работаете (ищете работу), учитесь или на пенсии?

В. 8 Какие документы у вас есть, чтобы переехать границы Европы (паспорта, визы, приглашения)?

–Просили ли вы о выдаче рабочей или туристической визы, или разрешения на жительство?

В. 9 Какое у вас образование? Высшее, среднетехническое?

–Если да, то когда и какой университет вы закончили?

В. 10 Есть ли у вас родственники, которые в настоящее время живут в Европейском Союзе?

–Если да, в каких странах и чем они занимаются ?

В. 11 Есть ли у вас друзья или знакомые, которые живут или приезжают часто в Европейский Союз?

–Если да, в каких странах и чем они занимаются?

Часть вторая: Вопросы–рассказы

«Последующие вопросы будут менее личного характера.»

В. 1 Знаете ли вы уже страну в которую вы хотите переехать? Есть ли у них конечная цель?

Laurence Couture Gagnon

Сколько границ вам нужно переехать до этой страны?

В. 2 Как вы собираетесь пересекать границу? Какие и сколько транспортных средств вы будете использовать чтобы переехать границу?

В. 3 Как вы можете объяснить вашу мотивацию переезда в Европейский союз, и на каком уровне находится ваша мотивация: очень высокая, высокая, средняя, низкая?

В. 4 Что труднее, пересечь границу с Евросоюзом или находиться там?

-Как вы оцениваете трудности переезда через границы между Украиной и другими странами западной Европы: очень высокая, высокая, средняя, низкая?

В. 5 Как вы оцениваете степень сложности передвижения в странах Восточной Европы (Беларусь, Украина, Россия, Молдова): очень высокая, высокая, средняя, низкая, или вы не знаете?

В. 6 Почувствовали ли вы разницу при пересечении границы после расширения Европейского Союза в 2004ом году?

-Если да то какие
последствия для пересечения границы после нового закона о безопасности на польско-украинской а так же словенской границей?

В. 7 Какие основные изменения произошли в вашей личной и профессиональной жизни после расширения Европейского Союза в 2004ом году?

—Увидели ли вы последствия расширения Европейского Союза в вашей жизни? Эти последствия изменили ваши намерения, ваши планы или ваш бизнес?

- Повлияло ли расширение Европейского Союза на ваше желание туда эмигрировать?

В.8 Почему вы решили уехать из вашей страны? (S'ils ont une famille demander: Вы делали

это для вашей семьи?)

-Какие аспекты из вашей жизни, что вы хотите улучшить?

-Какое значение имеет ваше финансовое положение к вашему выбору?

-Какие ваши планы в краткосрочной и долгосрочной перспективе?

В. 9 Кем вы хотите работать?

-Где вы раньше работали? Сколько у вас было параллельных работ?

В. 10 Как вы видите будущее вашей семьи после иммиграции?

-Переедет ли ваша семья с вами?

В. 11 Что вы будете делать если у вас не получится эмигрировать? (pour voir s'ils sont découragés et s'il s'agit d'une solution de dernier recours pour eux; s'ils émigrent pour fuir leur vie dans le pays d'origine)

В. 12 В какой бы стране вам больше всего хотелось бы жить?

-Почему и по каким причинам?

В. 13 В каком статусе вы будете подавать на иммиграцию (рабочий, турист, беженец, гражданин, студент) и на какую визу (Шенгенская виза, или национальная виза), чтобы посетить Европейский Союз?

В. 14 Существуют ли другие причины, кроме постоянной иммиграции, по которым вы хотели бы поехать на длительный срок в Европейский Союз? (Срок больше чем 1 год) (например, семья?)

В. 15 Пересекаете ли вы границу Европейского Союза без цели получения гражданства?

В.16 Хотите ли вы вернуться жить в вашей стране позже?

-Если да, когда и зачем?

-Как часто вы будете возвращаться в родную страну и при каких обстоятельствах?

Entrevues avec Yaroslav Pilinski, directeur de l'Institut Kennan à Kiev

(10 juin 2010)

et avec la chercheuse Jana Antonova Zayonchkovskaya, chercheuse au laboratoire des migrations ИМП РАН, de l'Académie des sciences de Moscou (20 juillet 2010)

Меня зовут Лоренс Кутюр-Ганьон и я учусь в Канаде в Университете Оттавы, на факультете политологии.

Спасибо еще раз за ваше время. Я пишу диссертацию о последствиях ограничения передвижения на границах Европейского Союза на миграционных направлениях в Восточной Европе. Кстати, я хочу узнать и понять стратегии, планы восточно европейских иммигрантов.

Если вы не возражаете, я запишу наш разговор и ваши ответы, чтобы лучше сохранить и запомнить информацию для своей работы, но я вас заверяю, что всё будет удалено в конце диссертации. Теперь, если вы готовы, я начну задавать вам вопросы. Этот разговор должен продолжаться 45 минут.

Часть первая: Вопросы–рассказы

Уменьшилась ли возможность передвижения (переселения) в странах Восточной Европы после 2004 года?

Каковы тенденции эмиграции из России на Запад за последние 10 лет?

Как повлияли изменения 2004 года на иммигрантов и контрабанду идущих в Европейский Союз из Восточной Европы?

Уменьшилось ли количество контрабандистов из России в странах Европейского Союза или они торгуют более скрытно? (Как они реагируют на ограничения?)

Когда стало более трудным для иммигрантов ехать в Европейский Союз?

Насколько популярна Европа для иммиграции по сравнению с началом 1990-ых годов?

Каковы масштабы нелегальной иммиграции из России в ЕС?

Кто те люди которые уехали из России в ЕС? Контрабандисты? Нелегальные иммигранты? Каковы их национальности?

Почему они хотят поехать в Европейский Союз?

Laurence Couture Gagnon

Знают ли они уже страну в которую они хотят переехать? Есть ли у их конечная цель?

Как они собираюсь пересекать границу? Какие и сколько транспортных средств они будут использовать чтобы переехать границу?

Что труднее, пересечь границу с Евросоюзом или находиться там?

Как вы оцениваете степень сложности передвижения в странах Восточной Европы (Беларусь, Украина, Россия, Молдова) после 2004?

Почувствовали ли вы разницу при пересечении границы после расширения Европейского Союза в 2004ом году?

Если да то какие последствия для пересечения границы после нового закона о безопасности на русской границе?

Почему они решаются уехать из за страны?

-Какие их планы в краткосрочной и долгосрочной перспективе?

Кем они хотят работать?

В какой бы стране им больше всего хотелось бы жить?

-Почему и по каким причинам?

В каком статусе они подают на иммиграцию (рабочий, турист, беженец, гражданин, студент) чтобы посетить Европейский Союз?

Есть другие причины, кроме постоянной иммиграции, по которым они хотели бы поехать на длительный срок в Европейский Союз? (Срок больше чем 1 год) (например, семья?)

Они обычно возвращаются жить в их стране позже?

-Если да, зачем?